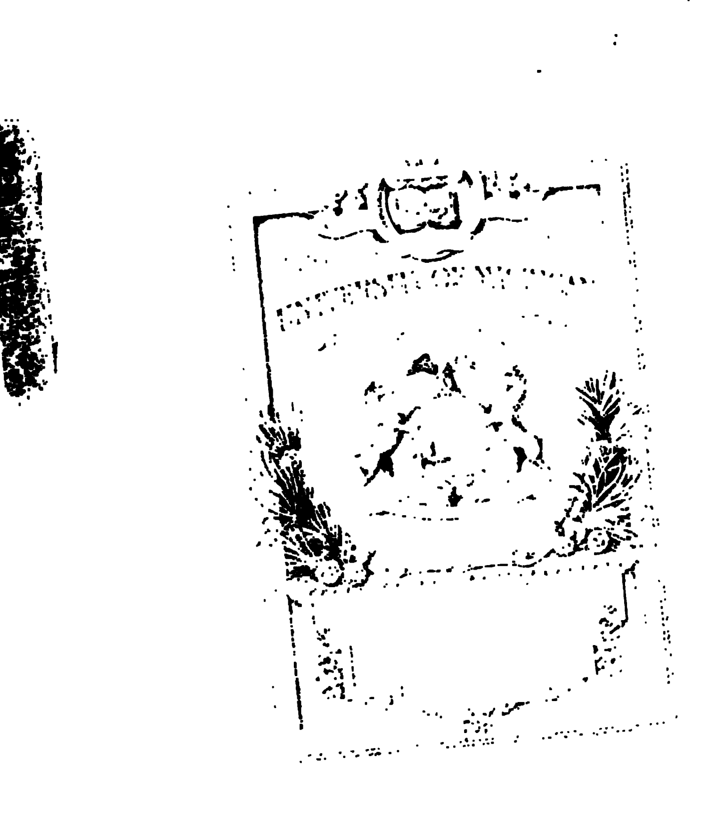
E[illegible]er

L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DU XIXE SIÈCLE

1903



L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE

DU XIXe SIÈCLE

Angleterre, Belgique, France,
États-Unis.

IMPRIMÉ SUR LES PRESSES
DE
L'AUXILIAIRE BIBLIOGRAPHIQUE
RUE VEYDT, 70, BRUXELLES.
DIR. : EM. GODTS.

L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE

DU XIXe SIÈCLE

Angleterre, Belgique, France,
États-Unis

PAR

EM. CAUDERLIER

Industriel, membre de la Commission du travail de 1887,
rapporteur de la Commission d'enquête du Sénat sur l'alcoolisme.



BRUXELLES
H. LAMERTIN, Editeur
Rue du Marché-au-Bois.

PARIS
V. GIARD et L. BRIÈRE, Editeurs
Rue Soufflot, 16.

STUTTGART
Verlagsbuchhandlung W. KOHLHAMMER.

1903

ERRATA

Page 32,	ligne 9,	au lieu de	2,520,	lisez *5,520*.
Page 91,	» 8,	»	vêtu,	lisez *vêtus*.

Quelques conférences à des groupes d'étudiants de Bruxelles et de Liége ont été le point de départ des études plus complètes que voici, consacrées à la défense de la Liberté économique.

Je les dédie aux jeunes, à ceux qui ont vingt ans aujourd'hui et qui auront peut-être à protéger, contre de nouveaux adversaires, cette Liberté sous laquelle notre génération qui s'en va a paisiblement vécu et prospéré.

NOTRE THÈSE

Dans un discours sur Tyndall, récemment publié, Herbert Spencer, l'illustre penseur qui a jeté tant de clartés nouvelles sur les problèmes de notre temps, dit ces paroles découragées :

« *Ma foi dans les institutions libres, si forte à l'origine, s'est vue, dans ces dernières années, considérablement affaiblie. Nous reculons vers le régime de la main de fer, représenté par le despotisme bureaucratique d'une organisation socialiste, puis par le despotisme militaire qui lui succédera, si toutefois ce dernier ne nous est pas brusquement apporté par quelque convulsion sociale.* »

Cette appréhension d'un cataclysme inaugurant le XXe siècle fut générale il y a quelques années; elle est en passe de disparaître et il sera peut-être permis d'ajouter qu'elle n'a aucun motif pour durer. La vérité se fait jour; l'évolution économique se prononce de plus en plus en faveur des classes laborieuses, et le présent travail a pour objet d'ajouter quelques preuves nouvelles à cette démonstration qui perce et grandit visiblement depuis les esquisses déjà remarquées qu'en tracèrent Leone Levi, R. Giffen et Em. Chevalier.

La transformation industrielle du XIXe siècle, qui renversa le régime corporatif, six fois séculaire, et bouleversa de fond en comble l'édifice économique du vieux monde, jusqu'aux Indes, jusqu'au Japon, s'est faite d'abord au détriment du travailleur. Ses conditions de vie ont été presque partout précaires et souvent odieuses pendant ce qu'on a appelé l'époque chaotique du nouveau régime, de 1820 jusque vers 1850. Ce fut une période de détresses profondes, et c'est de leurs profondeurs que jaillit alors la protestation du socialisme révolutionnaire. C'est en 1847 que K. Marx et Engels lancèrent ce brûlot :

« **Le Manifeste du Parti communiste** », *qui attisa tant de haine et alluma tant d'incendies.*

Mais, dans la seconde moitié du siècle, la condition de l'ouvrier s'est transformée dans presque toute l'étendue de la moyenne et de la grande industrie. Son salaire a considérablement augmenté, tandis que le prix des choses nécessaires à la vie allait diminuant. Aujourd'hui, la progression des salaires, la baisse des produits, sont au-dessus de toute contestation. C'est une loi se dégageant d'une masse de faits définitifs. Nous rappelerons les principaux, déjà mis en lumière par nos devanciers ; nous en produirons de nouveaux, récemment acquis, et chercherons à montrer les causes profondes de cette heureuse évolution. Elle est, en somme, le fruit de la grande industrie et du développement extraordinaire des moyens de transport.

L'industrie, en appelant dans ses usines des armées de plus en plus nombreuses de travailleurs, a fait hausser les salaires à chaque réquisition nouvelle et, par contre-coup, les a fait monter jusqu'au fin fond des campagnes. Armant ces multitudes des puissances formidables que la vapeur, l'électricité et l'outillage moderne ont mises en branle, elle a multiplié indéfiniment tous les produits utiles à l'homme. L'accroissement grandiose des moyens de transport et de pénétration a décuplé l'étendue des marchés sur lesquels l'industrie déverse ses produits et d'où elle tire ses matières premières. Enfin, cette transformation radicale, qui a modifié de fond en comble l'économie sociale du monde, s'est faite en diminuant partout les prix de revient et les profits du capital industriel.

Ce double mouvement : hausse des salaires, baisse des produits et des profits, est du progrès tangible et incontestable. Et si le progrès social des masses jaillit avec cette spontanéité puissante et irrécusable de l'ordre des choses actuel, la raison d'être du socialisme révolutionnaire disparaît. L'organisation actuelle du travail est, dans son ensemble, civilisatrice, car ces heureux résultats, elle les a obtenus en diminuant aussi la durée de la journée du travail. Et la civilisation se mesure à l'accroissement simultané des produits, des loisirs et des salaires.



Le peuple des travailleurs en a le sentiment de plus en plus net. Ce sentiment est énergiquement affirmé par les Anglo-Saxons, tant aux Etats-Unis qu'en Angleterre. De leurs quinze millions de travailleurs industriels, il reste à peine aujourd'hui quelques petits groupes de socialistes. En Allemagne et en Belgique, les masses ouvrières cherchent leur voie en formant des associations qui, presque toutes, prospèrent et s'enrichissent. Enfin, en France même, sur cette terre si longtemps bouleversée d'agitations et de révoltes, le Congrès socialiste de 1900 a jeté des semences de paix en décidant de renoncer aux voies révolutionnaires. Sur tout le front des immenses armées du travail moderne, les haines s'apaisent, la conciliation se répand; les conflits futurs se régleront de plus en plus par l'arbitrage.

Ces heureux progrès dans la situation matérielle des masses et cet esprit nouveau d'entente et d'harmonie sont le fruit de la liberté économique et de l'épanouissement de l'initiative privée. La liberté économique, nous en sommes tellement nourris aujourd'hui, elle nous apparait tellement comme partie intégrante de notre fonctionnement normal, que bien peu d'entre nous se doutent qu'elle soit d'acquisition si récente. Il y a à peine un siècle qu'elle est née, et nos arrière-grands-pères ne l'ont point connue. Mais les progrès que, grâce à elle, l'humanité a faits dans tous les domaines de son activité, nous sont un sûr garant que nos arrière-petits-neveux lui resteront fidèles. Et parce que ces bienfaits se sont répandus partout, et sur les chaumières plus que sur les palais, leurs rayons bienfaisants dissiperont bientôt les derniers brouillards de ces troubles doctrines collectivistes qui nous dessinent vaguement le bonheur, mais au prix de la servitude. L'homme a goûté au fruit âpre et savoureux de la liberté, et désormais sans liberté, il n'est plus pour lui de bonheur.

Toutefois, le XIXe siècle a laissé se développer, avec les progrès de l'industrie et des salaires, un mal insidieux qui est aujourd'hui une menace distincte et redoutable : l'alcoolisme. Nous le verrons, au cours de ces pages, suivre pas à pas, dans les communautés européennes, la marche ascendante de leur prospérité matérielle. Seuls, les Etats-Unis ont réussi à le refouler au prix d'efforts vraiment héroïques. Et ce

n'est pas un des moindres éléments de leurs victoires dans les luttes du travail, que des légions d'ouvriers de plus en plus sobres et alertes qu'ils peuvent nous opposer.

Le danger qui plane sur l'Europe exige de prompts et énergiques remèdes, sinon nos descendants courent le risque de voir le sceptre de la primauté industrielle arraché de leurs mains, pour passer dans celles de la jeune et ardente Amérique.

Bruxelles, 1902.



LIVRE I

Transformations radicales dues à la science et à l'industrie depuis le début du XIX[e] siècle. — L'ancien régime corporatif; sa phase d'équilibre; sa decadence. Le nouveau régime économique; sa force de diffusion; son principe. — Exposé historique de son évolution en Angleterre; progrès énormes des travailleurs anglais. — Le ressort de l'évolution industrielle; ses effets sur la marche des salaires et sur celle des profits. — Exposé historique de l'évolution économique en France; déclin des tendances révolutionnaires. — Exposé historique de l'évolution économique en Belgique. K. Marx et le Manifeste du Parti communiste. Constitution du Parti ouvrier belge. — La filature du lin depuis cent ans en Flandre.

Transformations radicales dues à la science et à l'industrie depuis le début du XIX[e] siècle.

La formidable évolution économique à laquelle préside l'humanité depuis environ cent ans est la fille légitime des sciences exactes, qui pointent surtout depuis la seconde moitié du XVII[e] siècle : *Mens agitat molem.* Jamais plus belle démonstration ne fut faite de l'adage latin. Les mathématiques, la physique et la mécanique céleste révélée par l'astronomie créent les arts mécaniques, et ceux-ci arment bientôt de cent mille machines et outils perfectionnés l'industrie moderne qui, grâce à leur secours, révolutionne une organisation sociale vieille de six siècles et forge un monde nouveau.

Que l'on s'arrête à considérer où en étaient encore nos grands-parents, avec leurs pataches mettant quatre jours de Bruxelles à Paris, avec leurs fusils à pierre tirant à trois cents mètres un coup de cinq en cinq minutes, avec leurs rouets et leurs métiers à tisser à peine modifiés depuis les Pharaons, avec leurs voiliers voguant et louvoyant quarante-cinq jours pour aller d'Anvers à New-York; pas d'autres moteurs que le vent et les muscles, c'est-à-dire rien de plus qu'il y a deux mille ans; les deux Amériques presque désertes et incultes, l'Afrique inexplorée, la Chine, la Sibérie et le centre de l'Asie inconnus, l'Australie vaguement dessinée sur nos cartes, l'Europe sans chemins de fer; des routes médiocres et mal entretenues, pas de rues pavées, pas d'éclairage dans les villes; les moyens de transport et de communication telle-

ment rudimentaires que tout manque de récolte locale signifiait famine aux lieux qu'elle frappait; d'ailleurs, on ignorait ses voisins : il fallait à Paris deux mois pour avoir des nouvelles de Moscou, six mois pour Pékin. Que maintenant on jette les yeux sur le monde d'aujourd'hui, ardent d'activités partout en éveil, trop petit pour toutes les énergies qui fusent constamment, la pensée partout en branle se répandant le long de milliers de lignes télégraphiques; plus de cent mille trains quotidiens sur nos railways, roulant de jour et de nuit; un bouillonnement constant de forces matérielles, une excitation constante de tous les efforts intellectuels, — quand on songe à tous ces prodigieux changements, on est en droit de dire que nos aïeux d'il y a un siècle revenant, ils se croiraient dans une autre planète, ou imagineraient que, tout au moins, un millier d'années s'est écoulé depuis eux. Ils ne reconnaîtraient rien de la plupart des lieux où ils ont vécu : de puissants États là où l'Indien chassait le bison, des villes énormes là où ils ont connu des solitudes; les cités anciennes toutes rénovées, triplées, quadruplées en étendue et en population; des rivières comblées, des fleuves redressés, d'immenses forêts abattues, des marais, des lacs transformés en labours, des collines rasées, des montagnes trouées, des isthmes percés; les lieux, les gens, la forme et le fond de la vie, tout a changé. L'homme boit, mange, marche et procrée encore comme il y a cent ans; à part cela, il lui reste peu de chose en commun avec son récent ancêtre. Nous avons parcouru autant de chemin en un siècle qu'il en a été fait depuis que les Gaulois, les Celtes et les Germains avaient vu Rome, ses armes et sa civilisation envahir et transformer leurs frustes patries.

Et, fait remarquable, c'est l'Européen seul qui est parti depuis cent ans d'un élan si prodigieux, tandis que toutes les autres races de la planète : sémites, gens de couleur jaune et noire, continuent leur vie traditionnellement

séculaire, sans changement aux coutumes ancestrales (1); l'Européen, grâce à l'immense force que lui ont donnée les nouveaux outils, que de nouvelles sciences avaient mis en ses mains, a conquis et transformé toute la planète. Son audace, son esprit d'entreprise et sa vaillance tiennent du miracle, si l'on considère que non seulement la population de l'Europe s'est doublée depuis cent ans, mais que cent millions des nôtres se sont, en outre, répandus en Amérique, en Asie, en Afrique, en Polynésie, peuplant tous les Etats-Unis du Nord, toute l'Australie, jalonnant toutes les mers de leurs comptoirs et de leurs colonies, et enfin se partageant, en ce dernier quart de siècle, l'immense Afrique, où la France, l'Angleterre, l'Allemagne, le Portugal et la Belgique se sont taillés des lambeaux grands comme des empires.

Ce siècle, toutefois, qui fit tant de pas de géant dans l'utile et dans le neuf, fut lent à en faire dans les voies de la fraternité. Il a d'abord professé que la Liberté exigeait d'inévitables victimes et que, comme le char de Jaggernaut, le progrès ne passait que sur des cadavres. Ces cruelles maximes ont été codifiées, dès le début du siècle, par Adam Smith. Elles règlent encore les rapports entre nations. Les peuples qui, pendant tout le XIXe siècle, tinrent la tête du progrès, les Anglo-Saxons, les ont impitoyablement appliquées. Des races nobles que la nature avait mis des centaines de siècles à parfaire : les Indiens du Nord de l'Amérique, les Maoris de la Nouvelle-Zélande, sont tombées sous leurs rifles, parce qu'elles gênaient leur expansion. Les Boers ont été décimés comme des bêtes fauves et traqués par des moyens de guerre qui rappellent les Vandales ou la dévastation du Palatinat. La civilisation nouvelle, qui a inauguré

(1) Le Japon seul fait exception. Il s'est mis en branle depuis trente ans.

sa venue en ce monde par ces mots prestigieux : « liberté, égalité, fraternité », auxquels d'ailleurs s'accole bientôt cette sinistre ajoute : « ou la mort », subit d'abord, comme ses devancières, l'ascendant de la force, expression suprême de l'égoïsme. Elle fut baptisée par le sang pendant les quinze ans de l'épopée napoléonienne et, pendant près de cinquante ans, assure dans le domaine économique le règne du fort, en instaurant sans miséricorde le laisser-faire et la lutte pour la vie. Depuis, elle a entendu la voix de la conscience humaine parlant au nom de la pitié d'abord, enjoignant ensuite au nom de la justice. En même temps, des entrailles même de l'organisation nouvelle, c'est-à-dire de la concurrence et de l'afflux toujours croissant de capitaux, se dégageaient lentement les conditions qui améliorèrent le sort du plus grand nombre.

Le xxe siècle verra accélérer ce mouvement. Suivons donc notre race vers les destins nouveaux où elle guide toutes les nations et qu'a préparés le siècle qui vient de mourir. Exposons rapidement quelle a été sa noble tâche et comment, après avoir permis pendant cinquante ans le triomphe des forts, ce siècle s'est ressaisi et a obliqué vers les voies meilleures où nous sommes aujourd'hui engagés.

* * *

L'ancien régime corporatif; sa phase d'équilibre, sa décadence. — Le nouveau régime économique. Sa force de diffusion, son principe.

Il n'y a guère que cent ans que l'ancien régime corporatif est mort. Il a régné près de six siècles. Les premières gildes se fondèrent dans les pays germaniques vers 1150, en France vers 1200. Bientôt tous les métiers se groupèrent en corporations.

Rappelons à grands traits les caractères de cet organisme, qui a régi pendant si longtemps toutes les manifestations économiques de la vie de nos ancêtres. Son objectif principal était d'y faire régner l'équilibre, en protégeant le pauvre homme contre le puissant ; l'harmonie, en donnant leur dû aux intérêts de chacun; et la dignité de la vie en assurant à chacun place au soleil et en introduisant une notion d'art dans tous les métiers usuels. Ce fut un organisme remarquable et dont voici les rouages essentiels (1) :

Personne ne pouvait exercer une industrie sans appartenir à une corporation de métier. Pour y entrer, il fallait payer un droit, rester apprenti pendant cinq à sept ans, compagnon pendant neuf à onze, après quoi l'on arrivait à la maîtrise, si l'on était agréé par l'assemblée des maîtres. La corporation avait pour but de :

(1) Peut-être le trouvons-nous si digne d'éloges parce que nous le voyons à distance et dans ses grandes lignes. Des travaux récents et minutieux de la critique allemande y dénoncent bien des tares : salaires trop réduits, interminables journées de travail, truck system perfectionné, tout cela dès le xv[e] siècle. L'exploitation de l'homme par l'homme fut de toutes les époques. *Homo homini lupus.*

1º Assurer la concorde et la fraternité, l'apprenti travaillant chez le maître et partageant ses repas avec les compagnons.

2º Donner à tous la certitude du travail régulier et obvier aux abus de la concurrence.

3º Empêcher les accaparements, faire régner l'égalité en limitant le nombre des apprentis.

4º Veiller à la beauté et à la loyauté des produits. L'inspection en était confiée à un groupe formé de maîtres et d'artisans.

5º Nul ne devenait maître sans passer un examen de ses aptitudes; il devait exécuter son chef-d'œuvre et le présenter à ses pairs.

La *corporation* avait ses fêtes collectives, réceptions des maîtres, des apprentis, l'anniversaire du patron de la confrérie, ce qui contribuait à créer l'égalité et la concorde. Elle avait sa juridiction et légiférait dans toutes les affaires intéressant sa collectivité.

Elle avait son patrimoine, sa caisse et ses œuvres de bienfaisance; elle protégeait ses membres contre la maladie, assurait leur vieillesse et recueillait les orphelins quand un compagnon mourait. Chacun avait un centre et un appui. Personne n'était isolé et noyé dans la foule. Chacun exerçait sa part de pouvoir électoral au sein de la corporation, qui, par ses délégués, prenait part au gouvernement de la cité ou de l'Etat. C'était non pas le suffrage universel, mais la représentation organique de tous les intérêts.

Hélas! comme tout arrangement créé par les hommes, celui-ci fut faussé, exploité et détourné de son but pour servir l'égoïsme des uns, la vanité des autres. Les métiers devinrent des monopoles, la maîtrise ne se donnait plus qu'aux privilégiés, fils ou gendres de maîtres. On n'y entrait qu'en payant un droit considérable, s'élevant parfois à cinq cents francs, et qui en rendait l'accès impossible à la plupart des compagnons.

La réglementation s'était compliquée à l'excès et la routine

était devenue maîtresse souveraine; les maîtres, assurés du lendemain par leur monopole, ne voulaient entendre à aucun progrès, à aucun changement. Par contre les corporations se disputaient avec acharnement entre elles, sur les frontières de leurs attributions; les procès étaient nombreux et interminables; l'un des plus célèbres est celui des charcutiers et des pâtissiers de Paris pour décider à qui revenait la fabrication du pâté de foie gras. Enfin, les conflits d'étiquette et de préséance étaient incessants, et se vidaient souvent les armes à la main.

Vers le milieu du XVIIIe siècle, la tyrannie des corporations devint insupportable, leur abolition était réclamée par tous, par le public qui en souffrait, par les compagnons et les apprentis qui protestaient contre l'égoïsme et le favoritisme des maîtres, par les tribunaux mêmes, que fatiguaient les encombrantes querelles qui s'amoncelaient devant eux (1).

Turgot les supprima en France en 1776, mais un mouvement de réaction les rétablit quelques mois après. Elles ne succombent définitivement que dans la nuit du 4 août 1789.

Pourtant elles se fussent peut-être rétablies, comme tant d'autres choses que ramena la réaction contre les excès de la République, — et certainement les corporations avaient rempli un office assez vaste et assez important pour essayer de revivre, si en même temps des nouveautés économiques d'une irrésistible force n'étaient intervenues pour changer toutes les conditions de la production.

---

(1) Voici comment M. Louis Varlez s'exprime à ce sujet dans son remarquable ouvrage : *Les salaires dans l'industrie gantoise*, p. 11 : « Ajoutez à cela la décadence du régime des corporations : presque tous les industriels obligés de rentrer dans des cadres devenus trop étroits et où la gène était partout; les corporations n'ayant plus la force de plier leurs règlements aux nécessités industrielles et préférant plier celles-ci à un règlement suranné; presque toute l'activité sociale perdue dans de ridicules et coûteux procès; aucune initiative, aucune liberté laissée à l'individu. »

C'est l'avènement de ce nouveau régime économique qu'il nous faut retracer à grands traits. Il s'agit de la machine, de l'application de la vapeur à l'industrie, de l'inévitable transformation du métier familial et corporatif en usine.

***

Le nouveau régime nait en Angleterre vers 1760 dans l'industrie du coton. Jusqu'alors, presque tous les tissus de coton venaient de l'Inde. Calico et mousseline sont des vocables indiens. On ne filait en Angleterre que les fils les plus gros et en petite quantité. La filature du coton ne ressortissait à aucun métier spécial. C'était donc une industrie soustraite au monopole corporatif et aux lois rigoureuses du fameux Statut d'Élisabeth, qui régissait l'industrie anglaise depuis 1562.

La filature du coton nait à ce moment de la combinaison heureuse et du perfectionnement des divers procédés industriels déjà en usage et entre autres de la roue à filer saxonne et du métier italien à filer la soie. C'est Cartwright qui les perfectionne et les applique aux cotons fins. Vers 1795, les perfectionnements sont déjà tels, qu'ils permettent de baisser de 40 p. c. le prix du 40 retors. La livre en valait fr. 13.60 en 1784, en 1797 le prix tombe à fr. 9.35 et en 1812 il était déjà à fr. 3.10 (il flotte aujourd'hui entre fr. 0.75 et fr. 0.90). Quand un procédé nouveau fait tomber de treize à trois francs le coût d'un produit en quelques années, son avènement et sa consécration sont irrésistibles. Les anciens errements ont beau protester et s'insurger, le pays tout entier, consommateur, lui, est intéressé au triomphe des modes nouveaux.

Ils s'imposèrent bientôt aussi, grâce au progrès de la mécanique, dans d'autres domaines. Les procédés industriels de puddlage, la fabrication mécanique du papier, la filature mécanique de la laine et du lin datent de cette époque; enfin la machine à vapeur (1790) vient apporter la force à toutes ces industries, décupler, centupler leur essor,

à condition de se centraliser en usines. C'est la défaite définitive et irrémédiable du métier familial. Des hommes qui n'ont pas passé par l'apprentissage de sept ans, mais qui ont des capitaux et de l'audace, construisent de vastes fabriques, y installent des machines coûteuses et y concentrent des légions d'ouvriers. Les autorités sont impuissantes à appliquer les anciens règlements, et à intervenir dans les salaires. Et les industriels, dont la prospérité grandit rapidement, ne voient plus dans cette réglementation rétrograde qu'un obstacle dont il faut débarrasser leur voie. Le public des consommateurs conspire avec eux, enfin le nouveau mode est consacré au nom de la logique et du progrès par Adam Smith, dans les termes suivants :

« L'Etat doit s'abstenir, l'industriel doit être libre de » déployer son initiative, d'user de ses facultés et de ses » capitaux; de cette façon, chacun contribue le plus au bien » général. Le bien social résulte de la liberté individuelle, » du jeu régulier de l'offre et de la demande, de la libre » concurrence. Il faut laisser faire et laisser passer. »

Cette théorie devient le fondement de l'économie politique classique, tant en Angleterre que sur le Continent. Elle ne fut pas l'Évangile des faibles. Ceux-ci sentirent confusément de quel poids elle allait les écraser ; ils réclamèrent la protection des anciens statuts ; jusqu'en 1800, ils envoient pétitions sur pétitions pour demander que les fabriques et les machines soient interdites par la loi et que le Statut d'Élisabeth soit remis en vigueur. Les parlements restent sourds. Alors éclatent des émeutes. On incendie les usines, on détruit les machines ; la force publique intervient et la loi consacre définitivement l'existence légale des fabriques. En même temps elle interdit, sous des peines draconiennes, les coalitions ouvrières. Enfin en 1814, le Statut d'Élisabeth est officiellement aboli.

***

Exposé historique de l'évolution économique en Angleterre, progrès énormes des travailleurs anglais.

Voici en un rapide résumé les moments les plus importants de l'évolution économique du R. U. et des modifications politiques qui en ont été l'accompagnement, et l'on peut dire la suite inévitable :

1764. — Invention des premières machines à filer et à tisser le coton.

1799. — Procédés industriels de puddlage. La machine à vapeur de Watt.

Fabrication mécanique du papier.

1795 à 1805. — Emeutes contre les machines. Pétitions nombreuses demandant le retour au Statut d'Élisabeth.

1800. — Interdiction des coalitions ouvrières. Peines sévères contre les grévistes.

1810. — Machines à filer la laine et le lin.

1814. — Abolition légale des corporations et du Statut d'Élisabeth.

1819. — Le premier bateau à vapeur « Savannah » traverse l'Atlantique. Impôts considérables sur les grains étrangers. Echelle mobile fixant le prix du blé à 80 shillings le quarter, soit 36 francs l'hectolitre. Emeutes de la faim à Manchester.

1825. — Le droit de coalition rendu aux ouvriers. Formation des premières Trades-Unions. Ces droits ne sont accordés que quarante ans plus tard aux ouvriers français

et belges. Pour son évolution, l'Anglais a eu un demi-siècle d'avance sur le nôtre.

1829. — Le premier railway et la première locomotive « La Fusée ». Les impôts sur les blés sont diminués. Abolition des impôts sur le sel, le tabac, le café et les épices.

1832. — Première réforme électorale votée par les deux chambres, après avoir été rejetée en 1831 par les Lords. Abolition des bourgs pourris, qui assuraient aux grands propriétaires fonciers les deux tiers des sièges. Elle n'accorde pourtant pas le droit de vote aux ouvriers, qui réclament, par une pétition appelée : Charte du peuple et signée par 3,317,000 citoyens. A la suite du refus des chambres d'y faire droit, commence l'agitation chartiste ; désordres sanglants par tout le pays, entretenus par la détresse des anciennes industries familiales et par les conditions déplorables faites aux travailleurs dans les nouvelles usines.

Voici en traits rapides une peinture par un témoin du temps : Les patrons considèrent l'ouvrier comme une machine humaine, qui doit rendre le maximum avec le minimum de frais ; ils réduisent son salaire à ce qu'il faut pour ne pas mourir de faim et imposent souvent, jusqu'à seize heures de travail. Aux industriels anglais, préoccupés de produire à bas prix, Pitt adresse sa recommandation fameuse : Prenez les enfants ! Ils n'y manquent point. On fait venir de loin, aux ateliers, des enfants de neuf ans qu'on frappe pour les tenir éveillés la nuit ; on reçoit gratuitement des Workhouses les petits pauvres pour les filatures ; on accepte des paroisses une rétribution pour les débarrasser de leurs enfants indigents, et l'on s'engage à prendre un enfant idiot sur vingt enfants fournis ; on accepte en un mot « tout ce qui représente la plus minime force musculaire » (GIFFEN. — *The progress of the working classes*).

Le résultat du nouveau régime industriel qui s'établissait

alors menaçait la nation de dégénérescence : « La femme mère à quinze ans parfois et travaillant jusqu'au jour de l'accouchement; l'adulte inapte au service militaire; l'homme grandissant comme une brute dans l'ignorance, l'ivrognerie, la débauche, l'immoralité, au milieu de fièvres contagieuses et d'épidémies foudroyantes. C'était aussi les révoltes d'un prolétariat sans espoir : les luttes sanglantes, les réunions secrètes où la nuit on décrète le pillage, l'industrie vivant sous le régime du terrorisme, l'antagonisme des classes arrivé au paroxysme de la violence. Lord Brougham résumait l'économie politique de son époque et de son pays en proférant cette inhumaine sentence : Toute tentative humanitaire pour élever le prolétariat, est une atteinte à la loi naturelle d'assainissement qui, par l'augmentation de la mortalité, conduit à l'élévation des salaires (SCHULTZE-GAVERNITZ : *Zum Socialen Frieden*). C'était le laisser faire et le laisser passer, professé avec un cynisme tranquille.

1842. — En raison des fréquentes émeutes industrielles, la chambre décide d'augmenter la police de cinq mille hommes. — Abolition de l'esclavage... dans les colonies. — (1834).

1846. — Libre entrée des céréales obtenue par Richard Cobden. Le libre échange triomphe pour la plupart des objets de consommation de 1846 à 1860. Le coût de la vie baisse.

1844 - 1850. — Grâce au droit de coalition, les Trades-Unions se généralisent : Equitables pionniers de Rochdale. — Union des mécaniciens. Développement rapide des voies ferrées et de la navigation à vapeur.

1848 à **1860.** — Découverte de l'or en Californie. Développement économique des États-Unis et des Colonies. L'importation des produits anglais y augmente considérablement. Progrès et prospérité de l'industrie et du

commerce anglais. Les salaires montent. Les ouvriers professionnels sont maintenant recherchés, par suite du perfectionnement des machines, qui sont de plus en plus compliquées et coûteuses, et qu'il importe désormais de ne confier qu'à des ouvriers de choix. L'industrie finit par reconnaître que les ouvriers les moins chers sont, non les moins payés, mais les plus habiles. Le patron recherche son profit dans l'augmentation du rendement.

De **1850** à **1880**. — Monopole industriel de l'Angleterre.

1867. — Nouvelle réforme électorale donnant 2 millions 450,000 électeurs au lieu de 1 million 364,000.

1871. — *Trade-Unions Act* reconnaissant l'existence légale des syndicats ouvriers.

1872-1876. — Nouvelle hausse des salaires. La condition de l'ouvrier s'améliore constamment.

1884. — Nouvelle réforme électorale. Le droit de suffrage est presque universel. En sont seuls exclus les vagabonds et les serviteurs à gages attachés à la personne d'un maître. Il y a environ six millions de votants. L'ouvrier jouissant désormais de tous ses droits de citoyen a, d'autre part, une situation économique qui fait contraste avec celle qui pesait sur lui un demi-siècle avant. Voici comment la décrit Giffen (1) :

« Le corps fortifié par une nourriture substantielle, l'esprit » cultivé par la fréquentation des cours, des musées, des » bibliothèques, l'ouvrier anglais est devenu physiquement » et intellectuellement un type d'homme vraiment progres- » sif. Il touche les plus hauts salaires de l'Europe, il a les » journées de travail les plus courtes, neuf heures, souvent » huit; mieux logé, mieux nourri, mieux vêtu, il peut en » dépensant la même somme que jadis, acquérir plus de

(1) *The progress of the working classes.*

» choses, la mortalité a diminué, l'âge moyen s'est élevé, » la criminalité baisse fortement. »

Quant aux salaires, on peut juger de ce qu'ils sont devenus par les constatations de Schultze-Gavernitz (1).

Des ouvriers-fileurs de coton du Lancashire, travaillant avec deux, trois enfants, ont des budgets qui s'élèvent fréquemment de 4,000 à 5,000 francs par an; leur habitation est bien meublée et confortable, leur nourriture saine et substantielle; ils passent à la campagne ou à la mer les vacances annuelles qui sont de règle dans la grande industrie anglaise. Ils sont indifférents au socialisme.

L'ouvrier anglais ne doit ses progrès qu'à la liberté et à l'association, ainsi qu'au sentiment de la solidarité. Rebelles à la contrainte, fidèles au principe de l'initiative personnelle et du libre concours des citoyens dans le groupement des intérêts, les ouvriers anglais ont donné l'exemple d'une progression régulière vers l'indépendance et le bien être.

Point de déclaration de guerre au capital. Le mot d'ordre des chefs du mouvement ouvrier est : « Travaillez, soyez » sobres et fortifiez-vous par l'association, l'épargne et par » une bonne hygiène. »

Leurs Trades-Unions ne font pas de politique. Leur objectif est purement économique. Elles l'ont fait connaître de la façon la plus nette, lors de leur congrès extraordinaire tenu à Manchester en janvier 1899, lequel créa la « General Federation of Trade-Unions » avec le programme suivant :

A. Soutenir les droits de coalition du travail; (on voit combien les Anglais tiennent à ce droit qui fut si longtemps refusé à leurs camarades du continent).

B. Améliorer dans tous les sens la situation du travailleur;

C. Préconiser la paix industrielle par tous les moyens à l'amiable, tels que conciliation, arbitrage, médiation.

---

(1) *Zum Socialen Frieden.*

Pourtant le socialisme a pris pied parmi l'*unskilled labour* (travailleur du cinquième état) et les ouvriers des docks. Ils ont fondé le nouveau Trade-Unionisme en 1887 dont le programme est celui du collectivisme. Leurs chefs, Tom Mann, John Burns et Keir Hardie sont membres du Parlement.

Mais ce qui prouve que l'immense majorité des ouvriers est indifférente ou hostile aux revendications socialistes, c'est que le socialisme n'a dans un parlement de six cents députés que trois représentants. Or, les anciennes Trades-Unions seules ont plus d'un million de leurs membres électeurs. Les ouvriers anglais votent pour les Whigs ou les Tories suivant leurs inclinaisons personnelles, et confient à l'un ou l'autre des vieux partis, le soin de leurs revendications politiques.

1899. — Le capital des Syndicats, Unions et Coopératives de consommation et de production et la petite épargne, s'élève à près de sept milliards répartis comme suit (1) :

Trades-Unions.	£.	2,138,000
Friendly Societies.		25,400,000
Industrial et provident Societies		28,450,000
Sociétés de constructions ouvrières		56,397,000
Caisses d'Épargnes ouvrières		53,700,000
Id. postales		108,000,000
Id. chemins de fer		3,120,000
Diverses petites associations ouvrières. . .		910,000
	£	278,000,000

Soit 6,950 millions de francs.

L'échelle mobile des salaires qui montent et baissent avec les profits patronaux est appliquée dans trois grandes industries :

(1) Compte rendu de M. Brabrook, chef registrar des Friendly Societies.

Les métallurgistes en Écosse;
Les cotonniers du Lancashire;
Les mineurs du pays de Galles.

La grande industrie n'emploie plus d'enfants au-dessous de treize ans. Dans les industries textiles qui sont celles qui en emploient le plus, le pourcentage des enfants de treize à seize ans est descendu à 8 1/2 p.c. du personnel total.

1900. — Suivant le rapport de M. John Burnett le nombre total de membres des Trades-Unions atteint à la fin du XIXe siècle 1,905,116, soit une augmentation de 104,247 ou de près de 6 p. c. sur 1899. Ces deux millions de travailleurs sont répartis en 1,272 fédérations ouvrières. En font partie 122,047 femmes, presque toutes, relevant des industries textiles.

Voici quels ont été les progrès, en nombre de membres et en ressources des cent principales Unions dans la période 1892/1900:

	Nombre de membres à la fin de l'année.	Fonds accumulés : Totaux. £	Par membre. s. d.
1892	904,399	1,619,689	35.9
1893	908,957	1,380,702	30.4
1894	922,605	1,580,467	34.3
1895	914,492	1,747,591	38.2
1896	961,193	2,187,334	45.6
1897	1,064,455	2,272,012	42.8
1898	1,042,847	2,697,727	51.8
1899	1,117,433	3,282,596	53.9
1900	1,158,909	3,766,625	65.0

Comparativement à 1892 les réserves des Trades-Unions ont presque doublé si l'on considère leur valeur absolue. De toutes les Unions celles des mécaniciens sont les plus puis-

santes, elles comptent 237,738 membres répartis en quatorze groupements et possédant un fonds de réserve et de grève de £ 1,194,669.

En somme le XIXe siècle a vu changer du tout au tout la condition du travailleur anglais. A ses débuts, une cohue désorientée, sans chefs, sans ressources, sans droits, sans espérance, excédée d'une vie misérable, et prête à toutes les violences. A la fin du siècle, des cohortes bien organisées de citoyens, ayant des cadres solides, des chefs avisés, un trésor bien rempli, des droits reconnus et attendant avec confiance de l'avenir un sort meilleur encore.

Le ressort de l'évolution industrielle. Ses effets sur la marche des salaires et sur celle des profits.

Il peut être intéressant, avant de continuer, de montrer le ressort d'un progrès si rapide et si heureux. Ce ressort, c'est le principe le plus subtil et le plus actif de la liberté. C'est aussi le plus honni par les écoles collectivistes, celui contre lequel, elles concentrent leurs attaques et qu'elles veulent éliminer de la société future. C'est la concurrence.

Reprenons par exemple le développement d'une des principales industries du Royaume-Uni, la filature du coton.

L'avantage énorme qu'au début du XIXe siècle, le métier nouveau et la machine à vapeur donnaient à l'industriel était tel, qu'il pouvait ne point songer à avoir des ouvriers habiles et exercés. Le premier venu, quelque peu dérouillé, suffisait à conduire le métier. La fabrication n'allait pas sans beaucoup d'accrocs, de maladresses et de déchets ; n'importe, la machine gagnait beaucoup d'argent quand même.

La concurrence vint disputer ce bénéfice, les capitaux se précipitant vers une industrie qui les rémunérait si bien. Comme conséquence, la production augmenta rapidement, l'offre fut plus abondante et le gain baissa ; la première pensée des industriels et même la suivante fut de parer au mal, en abaissant les salaires et en embauchant des ouvriers de moins en moins qualifiés ; c'est alors que Pitt donne le sinistre conseil de prendre les enfants.

Mais le remède était désastreux, et pour l'industriel, et pour la nation qui y recouraient. Il fallait chercher ailleurs. Au lieu d'économiser sur le salaire de l'ouvrier, on songe

enfin à diminuer le déchet et le gâchis, à réduire les frais et le coût de la production, afin de mieux utiliser la matière première et de produire davantage. On perfectionne la machine, l'outillage et on recherche de meilleurs ouvriers. C'était la vraie voie et la bonne.

Depuis lors, à peine une année s'est écoulée, sans nouveau progrès technique. Depuis lors, l'ouvrier habile a remplacé de plus en plus le manœuvre improvisé, il a été de plus en plus recherché, payé de plus en plus cher, grâce à la concurrence.

Ce double jeu des éléments intellectuels de l'industrie, car c'est le nom qui convient à la machine plus perfectionnée et à l'ouvrier plus intelligent et mieux stylé, est lumineusement exposé par les deux tableaux suivants, empruntés à l'ouvrage classique de Schultze-Gavernitz : *La Grande Industrie* (1).

I. Variations du prix du 40 retors coton depuis la création des machines (Angleterre)

		1784	1797	1812	1822	1832	1892
Prix de vente par livre.	fr.	13.60	9.35	3.10	1.73	1.18	0.80
Coût du coton (18 onces).	»	2.50	4.15	1.85	0.93	0.75	0.50
Reste pour frais et bénéfices	fr.	11.10	5.20	1.25	0.80	0.43	0.30

---

(1) *Der Gross Betrieb*. Leipzig 1892.

II. Développement et progrès de la filature du coton (Angleterre)

	Ouvriers	Produit annuel par ouvrier	Salaire par livre	Salaires moyens par an	Heures de travail
	—	—	—	—	—
1820	111000	968 liv.	6d4	£ 26.13s	72
1830	140000	1546 »	4d2	» 27.6s	—
1845	190000	2754 »	2d3	» 28.12s	—
1860	248000	3671 »	2d1	» 32.10s	60
1881	240000	2520 »	1d9	» 44.4s	56 1/2

Le premier de ces tableaux montre quel a été la chute rapide des prix. Ce qui valait fr. 13.60 en 1784 ne se vend plus que fr. 0.80 en 1892, autant dire : ce qui coûtait dix-sept francs, n'en coûte plus qu'un seul.

Ce résultat a été atteint, le tableau II le démontre, quoique le salaire de l'ouvrier ait constamment monté et que le temps de son travail ait constamment diminué. Le miracle tient à ce que les perfectionnements successifs de la machine ont sextuplé le rendement du labeur de chaque homme.

Il convient aussi d'ajouter qu'au cours du siècle, le prix du coton brut a beaucoup baissé. La plantation d'immenses territoires aux Etats-Unis, au Brésil et en Egypte, le perfectionnement des méthodes de culture et, surtout, la baisse considérable des transports, ont amené cet heureux résultat que la livre de coton d'une qualité propre au 40 retors a reculé de fr. 2.50 (prix de 1781) à fr. 0.50 (prix de 1892).

Il n'en reste pas moins que le salaire de l'ouvrier a beaucoup augmenté, puisque de £ 26.13 qu'il recevait par an en moyenne (hommes, femmes et enfants) en 1820, pour douze heures de travail par jour, cette moyenne s'est élevée en 1881 à £ 44.4 pour neuf heures et demie par jour.

Ce progrès, qui s'est encore sensiblement accru depuis

1881, n'est pas dû seulement à l'habileté plus grande de l'ouvrier, mais encore à la concurrence des capitaux entre eux.

Les capitaux ont énormément augmenté au cours du siècle; tant d'inventions, d'entreprises nouvelles, de nouvelles forces en œuvre, de mines exploitées, de terres nouvelles en culture les ont certainement quintuplés. Mais, à mesure qu'ils s'accroissaient, leur rendement baissait. Il y a entre eux une sorte de *struggle for life* ; un capital ne vit qu'à condition d'être utilisé. Les capitaux luttent entre eux pour tout ce qui promet profit. Cette bataille, de plus en plus acharnée, a pour suite que la part de profit qui leur échoit à chacun diminue lentement, mais constamment par leur surenchère. Tandis que les travailleurs, de plus en plus sollicités par les capitaux qui veulent être mis en œuvre, voient leur salaire lentement, mais sûrement augmenter.

D'ailleurs, les grandes usines de nos jours, qui reviennent à des millions, ne peuvent chômer longtemps, comme le faisait l'industriel d'il y a cinquante ans, avec son outillage rudimentaire et de peu de valeur. Plus la machine se perfectionne, plus elle coûte, plus les temps de chômage pèsent lourdement sur les frais généraux. La grande industrie ne fera guère durer une grève pour faire durer une injustice ; elle ne s'y résoud que si ses intérêts vitaux sont en jeu. Tous ces faits assurent et consolident les salaires désormais acquis par les travailleurs.

Mais revenons aux faits fournis par Schultze-Gävernitz. Les prix des cotonnades ayant baissé au cours du siècle dans la proportion de 17 à 1, l'effet naturel fut d'en augmenter ormément l'emploi. Schultze-Gävernitz établit que le R. U. qui en employait 35,620,000, livres en 1820, en prenait en 1885 déjà 201,800,000 soit, en tenant compte des populations respectives, 1 $^{1}/_{2}$ livre par habitant contre 5 $^{3}/_{10}$ aujourd'hui. Et tous les autres pays du monde ont suivi, plus ou moins, mais tous dans le même sens.

Nous assistons ainsi à un autre phénomène intéressant et qui va à l'encontre des affirmations collectivistes. Les progrès de la machine et le rendement accru du travail ouvrier sont loin d'enlever à d'autres ouvriers leur besogne et leur pain. Nous voyons la consommation du coton anglais s'augmenter tellement que de 1820 à 1860, 138,000 ouvriers en plus trouvent à s'y occuper. Depuis lors, leur nombre a légèrement baissé. Ayons l'assurance qu'il se relèvera, si ce n'est déjà fait; les chiffres de Schultze-Gävernitz s'arrêtent à 1881, et depuis, le nombre de broches à filer a encore augmenté dans le Royaume-Uni. Rien qu'en 1900, dix nouvelles usines avec 708,000 broches se sont montées, et l'on en annonçait pour 1901 quatorze autres avec 1,025,000 broches.

Revenons maintenant au premier tableau et arrêtons un instant notre pensée sur la rubrique : « Reste pour frais et bénéfices. » Tandis qu'en 1784, le solde, frais et bénéfices se chiffrait par fr. 11.10 la livre, il descend en 1892 à trente centimes. Il diminue donc en un siècle dans la formidable proportion de 37 à 1. Ces trente centimes doivent payer : les salaires, l'amortissement de l'immeuble et des machines, l'assurance, les frais de direction et de bureau, les frais de banque, l'amortissement des créances douteuses ou mauvaises. Le reste, s'il en est, est la rémunération du capital. Or, pour apprécier ce qui reste, remarquons d'abord que les salaires sont (Schultze-Gävernitz, tableau II), de $1^{d}9$ par livre. Ils sont, à la livre, les plus bas du siècle, mais n'en sont pas moins de vingt centimes. L'excédent : dix centimes, doit assurer tous les autres services et payer le bénéfice. On compte généralement que les frais généraux en absorbent six à sept. Reste pour le bénéfice du capital trois à quatre centimes. Sur le rendement, donc, que donne cet immense organisme si compliqué, si intelligemment agencé, qu'est une grande filature de coton moderne, l'ouvrier en

Angleterre prend 66 centièmes; tous les services accessoires 20 à 23 centièmes; le capitaliste 14 à 11 centièmes.

La part de l'ouvrier est environ cinq fois plus forte que celle du capitaliste. Sa part est fixe et certaine, celle du capitaliste aléatoire.

Cette participation de quatre centimes par livre donne au capitaliste environ 3 °/₀ l'an. A mettre en regard des 40 à 50 °/₀ que gagnaient les premiers cotonniers, il y a un siècle. Et qu'il en est bien ainsi, que ces résultats ne sont pas déduits théoriquement, sans coude à coude avec les faits, c'est ce qui est établi par des chiffres formels.

Oldham, Rochdale et Ashton, près Manchester, sont les grands centres du coton. Il y a là environ quatre vingts filatures, organisées en sociétés anonymes, avec un capital d'environ quatre millions de livres sterling. (En 1900, 4,771,990 £ pour 77 établissements. Il varie un peu, d'année en année, suivant que de nouvelles compagnies se forment ou que d'anciennes succombent). Nous publions ci-dessous, et d'après la revue : *The Economist* (5 janvier 1901), les résultats annuels, bénéfices ou pertes, de cet énorme ensemble d'usines. Il en ressort nettement une moyenne de 3 °/₀ par an, comme rendement du capital. Voici les détails, année par année :

Années.	Nombre de Compagnies.	Profits	Pertes.
1900	77	£ 322,690	
1899	77	» 330,156	
1898	79	» 249,315	
1897	91	» 152,881	
1896	94	» 50,140	
1895	92	» 54,179	
1894	94	» 4,373	
	A reporter. . .	£ 1,163,734	

Années.	Nombre de Compagnies.	Profits.	Pertes.
—	—	—	—
	Report. . .	£ 1,163,734	
1893	100	—	£ 60,478
1892	99	—	» 94,860
1891	101	» 38,758	
1890	91	» 384,050	
1889	86	» 320,587	
1888	85	» 250,932	
1887	88	» 86,810	
1886	90	—	» 61,718
1885	87	—	» 2,730
1884	60	» 125,010	-
		£ 2,269,881	£ 219,786

Excédant des bénéfices, 2,050,095 £, en 17 ans, soit par an 120,600 £, soit 3 %. Voilà donc la situation faite par le cours du temps, à l'une de nos plus puissantes industries, à une industrie type, à celle qui vêt le peuple. Trois pour cent, en moyenne! C'est-à-dire ce que rapporte, sans travail et sans soucis, la rente française ou belge, moins que la rente allemande ou norwégienne, beaucoup moins que les rentes russe et italienne, et que la plupart des obligations solides. Le manufacturier anglais travaille pour un rendement net que lui donnerait volontiers, sans labeur et sans risques, la plupart des grands Etats européens.

La persévérance dans une industrie si peu rémunératrice, serait presque absurde, si elle ne s'expliquait par le profit plus considérable des meilleures usines, bien gérées, bien outillées, et par la chance des années prospères. C'est l'espoir d'un meilleur gain qui fait qu'on s'opiniâtre dans un travail ngrat. Les moins qualifiés succombent et l'on en voit l'effet dans les périodes de crise. Après celle de 1892-1897, où le rendement moyen est descendu à 1/4 %, vingt et une filatures

disparaissent. Toutes celles qui n'avaient pas les derniers progrès en outillage, des capitaux abondants, une direction d'élite, sont tombées sur le champ de bataille. C'est le *struggle for life*, où seuls les vigoureux, les adroits triomphent. La concurrence fait une sélection qui laisse seuls debout sur la brèche les plus vaillants.

On voit, par cet exemple, que ce qui caractérise le XIXe siècle, c'est qu'il a augmenté, à la fois, les salaires et les loisirs, et créé une abondance sans précédent de produits utiles, en abaissant, de plus en plus, leur prix. Tous ces progrès se sont faits au détriment du capital, dont le profit est de plus en plus réduit par l'invincible force des choses. De nombreux exemples appuyeront, plus loin, que les mêmes courants emportent toute l'industrie contemporaine.

Les socialistes prétendent, il est vrai, le contraire. Voici ce que dit un de leurs chefs les plus prônés, à propos des bénéfices industriels. Il choisit précisément, pour fixer son argument, la filature du coton. Le passage est copié textuellement dans l'étude de M. Em. Vandervelde : « Le collectivisme et l'évolution industrielle », p. 123 (Paris 1900).

« En supposant, par exemple, que dans une filature de coton, pour fabriquer 10,000 livres de filés, qui se vendent en nº 40 (juin 1900) 10,750 francs, l'entrepreneur dépense 1,300 francs pour la rémunération de son personnel; 6,750 fr. pour l'achat de sa matière première (coton), 250 francs pour ses matières auxiliaires (charbon, gaz d'éclairage etc.), 650 francs pour l'amortissement de ses immeubles, de son matériel et autres dépenses, soit en tout 8,950 francs qui représentent ses frais de production, le profit qu'il réalise est égal à 10,750 — 8,950, soit 1,800 francs.

» Pour justifier ce profit, on a successivement insisté plus particulièrement sur les trois éléments qui le composent... » etc., etc.

Faisons remarquer que, dans cet argument, les bénéfices de l'industriel sont estimés à 1,800 fr. ; les salaires de tous ses ouvriers à 1,300 seulement. C'est-à-dire que tout le personnel réuni ne gagne que les deux tiers environ de ce qu'empoche le patron. Cela ne cadre pas tout à fait avec la réalité. Schultze-Gävernitz vient de montrer que les salaires totaux sont quatre ou cinq fois plus considérables que le bénéfice de l'industriel. Mais Schultze-Gävernitz, lui, est simplement filateur, c'est un spécialiste qui parle de ce qu'il connaît à fond. — Son autorité vaut peut-être bien celle d'un socialiste, docteur en droit.

Quant au bénéfice réel, tel qu'il est constaté au cours d'une expérience de dix-sept ans, poursuivi par le bloc le plus considérable d'usines de coton que l'on connaisse, il est d'environ trois pour cent, année moyenne, comme on vient de le voir.

M. Vandervelde le met tout de suite à 18 °/₀ par semaine. Si son usinier de fantaisie fait seulement un chiffre d'affaires d'une fois et demi son capital par an, il ramasse 27 °/₀.

Après quoi M. Vandervelde critique doctement ce profit. Il l'examine avec sévérité, au triple point de vue du bénéfice-assurance, du bénéfice de privation et du bénéfice de direction. Et après l'avoir accablé de traits, il condamne une fois de plus les exactions du capital par ces mots :

« Comme le dragon légendaire, couché sur l'or du Rhin, dans sa caverne profonde, le capitalisme passif vit accroupi sur ses richesses, dans les cités lointaines, immobile et formidable, dédaigneux des révoltes et insoucieux des misères d'un prolétariat inconnu. »

Tout cela n'est que littérature ! Cela se meut et résonne tout à fait en dehors de la réalité. M. Vandervelde construit son exemple dans les régions de la haute fantaisie ; après quoi il s'en prévaut pour faire le procès du capital, le con-

damnant d'autant plus sûrement que le réquisitoire est forgé de toutes pièces.

L'excuse et l'attrait d'une telle méthode c'est qu'elle est d'une pratique plus aisée et d'un effet plus mélodramatique que celle qui s'attache patiemment et loyalement au fait. Nous en rencontrerons d'autres exemples au cours de ces études.

* * *

Mais il est temps de revenir à l'exposé du développement social et économique de deux autres communautés: la France et la Belgique. Nous omettons à dessein l'Allemagne, faite pendant soixante-six ans de trente nations ayant des législations différentes. D'ailleurs les mêmes phénomènes se répètent partout, dans les grandes lignes. La France et la Belgique répètent l'Angleterre avec des variantes, mais surtout avec de grands retards. Enfin il nous faut borner la partie historique de ce travail, pour nous consacrer surtout à l'exposé et à la discussion des faits.

Exposé historique de l'évolution économique en France. Déclin des tendances révolutionnaires.

La corvée, les jurandes et les maîtrises sont définitivement abolies le 4 août 1789.—Mais la Constituante se porte à l'excès contraire: l'individualisme absolu, sans contrepoids.

Une loi du 17 juin 1791 décrète que, désormais, le progrès doit se faire exclusivement par l'action des individus isolés; et, partant de là, elle défend toute union entre patrons et toute association entre ouvriers d'un même métier, pour n'importe quel objet d'intérêt commun, sous peine d'amendes et de privation des droits politiques. En 1796, nouvelle loi contre les « damnations » (excommunications prononcées par les ouvriers contre les transfuges) punissant les fauteurs de deux ans de prison. Les salariés ne peuvent quitter leur emploi sans prendre congé devant deux témoins, et cela quarante jours à l'avance.

Le Consulat adoucit cette législation, en ce qui concerne les patrons, mais l'aggrave pour les travailleurs, et elle passe dans le Code pénal de 1810 en la forme suivante :

« Art. 414. — Toute coalition entre ceux qui font travailler des ouvriers, tendant à forcer injustement et abusivement l'abaissement des salaires, suivie d'une tentative ou d'un commencement d'exécution, sera punie d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 200 fr. à 3,000 franc.

» Art. 415. — Toute coalition de la *part des ouvriers* pour faire cesser en même temps de travailler, interdire le travail

dans un atelier, empêcher de s'y rendre et d'y rester avant ou après de certaines heures et, en général, pour suspendre, empêcher, enchérir les travaux, s'il y a eu tentative ou commencement d'exécution, sera punie d'un emprisonnement d'un mois au moins et de trois mois au plus.

» Les chefs ou moteurs seront punis d'un emprisonnement de 2 à 5 ans. »

Sous le couvert des mots : injustement et abusivement, les patrons passaient à travers la loi, mais rien ne permettait au travailleur de s'en défendre. Alors que le faible n'a que l'association pour le protéger contre le fort, la loi même lui rendait l'association impossible.

1820. — La Restauration établit l'échelle mobile afin d'empêcher le bon marché des céréales. — Propagande de Fourier et de Saint-Simon.

1830-1840. — La grande industrie commence à se développer; elle croit pouvoir se passer d'ouvriers qualifiés et prend, comme en Angleterre, des incapables, des femmes et des enfants, à des salaires de famine. La plupart des usines sont installées sans souci de l'hygiène; le travail dure 14 à 15 heures dans une atmosphère mauvaise; une masse d'enfants dépérissent; l'usine est un bagne où l'on enferme, dès six ans, de petits malheureux. L'opinion publique s'émeut et fait voter en 1841 une loi interdisant l'emploi d'enfants de moins de huit ans; mais cette législation n'introduisant aucun contrôle, est bientôt ouvertement violée.

Un auteur du temps (Buret. *Misère des classes laborieuses*) décrit, *de visu*, la situation vers 1840 :

« L'industrie exige des ouvriers à très bas prix, des ouvriers imparfaits et là est tout le mal. Le plus grand nombre des fonctions industrielles ne constitue point des métiers, mais seulement des services passagers que le premier venu peut rendre, et l'enfant de six ans est rétribué pour

l'emploi de son corps, dès le premier jour de son entrée dans la manufacture.

» Il faut voir, surtout à Mulhouse, cette multitude d'enfants, maigres, hâves, couverts de haillons qui se rendent à l'usine, pieds nus, par la pluie, par la boue, portant à la main et, quand il pleut, sous leurs vêtements rendus imperméables par l'huile des métiers tombée sur eux, le morceau de pain qui doit les nourrir jusqu'à leur retour. Ils partent le matin dans la nuit et s'en retournent le soir dans la nuit, car il faut se loger au loin; autour de l'usine, les loyers sont devenus trop chers (p. 585, Buret).

» Les hommes faits sont peu à peu expulsés des manufactures; ils n'ont plus que les ateliers de constructions, les fonctions de mécaniciens et d'artisans supérieurs. Exclus du plus grand nombre d'ateliers, ils sont réduits à se faire une concurrence acharnée; ils regardent leur misère comme une oppression épouvantable et l'idée de recourir à la force, pour s'en affranchir, leur vient spontanément.

» Il ne s'écoule pas de jours qu'on n'entende parler de coalitions; à chaque fois un grand nombre de mutins sont arrêtés, les tribunaux appliquent avec une sévérité de plus en plus grande les lois qui protègent ce qu'on appelle la liberté de la grande industrie, et le monde se rendort, parce que « force est restée à la loi ». Telle est la conclusion de toutes les émeutes industrielles (p. 565, Buret). »

Tout le cours du règne de Louis-Philippe est traversé de troubles et de conspirations. Les ouvriers, ne pouvant se réunir légalement, forment des sociétés secrètes et des loges de carbonari (Louis Bonaparte en fit alors partie). Deux émeutes sanglantes à Lyon. Les ouvriers y arborent le drapeau rouge avec la devise: Vivre en travaillant ou mourir en combattant.

1848. — Le prolétariat, ne pouvant se développer économiquement par l'association, a fait dévier de plus en plus son

action vers la politique. — Il s'insurge enfin contre un régime où il n'a pas sa part de représentation, les seuls électeurs étant les censitaires à 200 francs. Révolution du 24 février.

Les révolutionnaires arborent immédiatement le drapeau rouge. Lamartine les contient, mais dès la première séance du Gouvernement provisoire, un ouvrier, organe de cent mille compagnons armés, pénètre dans la salle du Conseil et somme ses membres de proclamer le droit au travail et la République sociale. Le Gouvernement apeuré crée les Ateliers nationaux. Du 9 mars au 30 avril, cent mille ouvriers y sont accueillis. Le 5 mars, proclamation du Suffrage universel avec six mois de résidence.

Le 4 mai, élection de la Constituante, qui se trouve composée surtout d'éléments modérés, le pays ne suivant pas l'impulsion de Paris. Les clubs organisent une nouvelle révolution ; le 15 mai la Constituante est envahie et la République socialiste proclamée, avec Louis Blanc, Barbès, Blanqui, Proudhon. Mais la Garde nationale les chasse et ramène la Constituante.

Les Ateliers nationaux fonctionnent à perte ; fin mai le déficit est de 7,240,000 francs ; au lieu de chercher remède au mal, la Constituante brusque les événements et prend une résolution qui coûtera infiniment plus cher au pays. Elle ferme les Ateliers nationaux le 21 juin.

Le prolétariat prend immédiatement les armes. Journées des 23, 24, 25 et 26 juin ; plusieurs milliers d'hommes sont tués ou blessés. Déportation en masse des insurgés. Louis Napoléon est élu président le 10 décembre 1848. Le prolétariat parisien vote pour l'ancien carbonaro.

1849. — Le 27 novembre, l'économiste Bastiat, député, propose à la Législature d'abroger les articles 414 à 416 du Code pénal, défendant les coalitions ouvrières. La Chambre refuse. Une nouvelle insurrection socialiste, fomentée par

Ledru-Rolin, avorte. L'Assemblée législative remplace la Constituante et vote en mai 1850 une loi restreignant le Suffrage universel et imposant deux ans de résidence. Trois millions de votants sont rayés. Louis Napoléon se déclare hostile à cette modification. Coup d'État du 2 décembre 1851. Proclamation de l'Empire, 2 décembre 1852. De 1852 à 1854, législation draconienne contre le socialisme.

1860. — Cobden gagne l'Empereur au libre échange. Napoléon abaisse les droits de douane et supprime l'échelle mobile des céréales. Le réseau des chemins de fer s'augmente considérablement. Prospérité industrielle, les salaires montent. L'Empire abolit enfin en 1864 la loi contre les coalitions et facilite par une loi du 24 juillet 1867 la constitution des Coopératives ouvrières. Mais l'atmosphère révolutionnaire des dernières années du régime impérial n'est guère un milieu propice au développement des calmes et patientes vertus de l'association syndicale. Ces réformes restent sans effet dans le monde des travailleurs, qui s'est trop habitué à attendre d'un mouvement politique l'amélioration de son sort.

A l'occasion de l'Exposition de Londres les ouvriers français avaient fraternisé avec leurs camarades anglais et créé l'Internationale des travailleurs. Premier congrès à Londres en 1864, organisé par Karl Marx. Aux congrès suivants: Genève, Lausanne, Bruxelles, Bâle, les tendances révolutionnaires et anarchistes prennent nettement le dessus avec Bakounine.

En mars 1871, le prolétariat parisien, organisé en garde nationale pendant le siège, refuse de se laisser désarmer et tente encore une fois de fonder par la force la République sociale. Insurrection de la Commune. Après plus de deux mois de lutte, elle est étouffée dans le sang. Nombre des plus beaux quartiers de Paris et presque tous les édifices

publics sont incendiés. Plus de quarante mille Français sont tués ou blessés ; onze mille insurgés, dont beaucoup ouvriers habiles, sont déportés. C'est le plus terrible épisode de l'histoire de France et la plus redoutable épreuve que la nation ait jamais traversée.

Prospérité industrielle après la guerre. Les salaires s'élèvent fortement. Mais l'alcoolisme fait en même temps de rapides progrès. De 4.60 litres à 50° par habitant qu'était la consommation taxée des liqueurs avant 1870 elle passe à 7.28 dès 1880, et continue malheureusement à croître, pour atteindre 9.80 à la fin du siècle. Jusque vers 1830 elle ne dépassait pas 2.20. Elle a presque quintuplé.

La République rétablit le régime protectionniste, à raison des charges financières que la guerre de 1870 fait peser sur la France, mais les impôts, portant sur tous les grands objets de consommation populaire, pèsent lourdement sur le travailleur.

Les Chambres légifèrent à deux reprises (1874 et 1892) sur l'emploi des enfants dans les usines ; l'âge minimum est porté à treize ans avec dix heures maximum de travail.

En 1884, une loi sur les syndicats ouvriers favorise leur constitution; ils se fondent, assez nombreux, fournissant enfin aux travailleurs les cadres d'une organisation économique.

1885-1889. — Le parti socialiste reprend à la Chambre et dans le pays sa campagne révolutionnaire que Jules Guesde avait inaugurée en fondant dès 1877 le journal: *L'Égalité* ; il s'émiette toutefois en groupes : allemanistes, broussistes, possibilistes, guesdistes, et enfin socialistes ministériels, qui se combattent, s'excommunient et s'empoignent au besoin. D'autre part, les unions ouvrières, les syndicats, les bourses de travail et les coopératives se groupent en un parti nouveau: le Parti Ouvrier, qui tend à s'affranchir de plus en plus

de la tutelle des politiciens socialistes et cherche l'avenir du prolétariat dans l'évolution économique seule. Il refuse de participer au Congrès socialiste du 5 septembre 1900. Les socialistes intellectuels décident d'ailleurs à ce Congrès de renoncer à la doctrine catastrophique et aux coups de force et votent une résolution disant : « La conquête du pouvoir « politique ne peut-être que le résultat long et pénible de « l'organisation politique et économique du prolétariat, de « sa régénération physique et morale, aussi bien que de la « conquête graduelle des sièges électoraux dans les munici- « palités et les assemblées législatives. » C'est des deux côtés l'abandon des voies révolutionnaires et sanglantes où depuis soixante ans le prolétariat français a malheureusement égaré et perdu tant de forces.

Il est d'ailleurs d'autant mieux inspiré en y renonçant, qu'il n'y rencontrerait que de nouvelles défaites. Et cela en raison même de la constitution économique de la société française. Sur neuf millions de familles, la France en a au moins sept millions qui sont propriétaires (1). Et des deux qui ne le sont point, plus de la moitié n'ont d'autre ambition que de posséder à leur tour une parcelle du sol natal, si petite soit-elle ; vouloir imposer par la force un régime collectiviste à une communauté dont l'immense majorité tient si fermement à la propriété privée, c'est recommencer les expériences catastrophiques de 1848 et de 1871, où le prolétariat parisien fut écrasé sous la malédiction et sous l'effort unanime de la province et des campagnes.

* * *

A la fin du siècle, l'évolution économique du travailleur français est beaucoup moins avancée que celle de l'anglais.

---

(1) Nous avons aujourd'hui huit millions et demi de propriétaires. (Paul Deschanel, discours, Chambre des députés, 10 juillet 1897.)

Il parait probable qu'il faut en chercher tout d'abord la cause dans la législation. Tandis que depuis 1825 les classes dirigeantes anglaises ont rendu aux ouvriers le droit de se grouper et de se coaliser pour se défendre, les diverses législatures qui se sont succédé en France y ont maintenu le travailleur ligotté et désarmé à ce point qu'il a désappris l'usage de la liberté pour ne plus songer qu'à la force. Son organisation syndicale est toute récente, ses associations moins nombreuses, moins prospères, beaucoup moins dotées que les Trades-Unions anglaises. Les salaires sont d'ailleurs moins élevés et la vie matérielle est plus chère ; les impôts de consommation en France sont considérables; le budget est chargé des intérêts d'une dette énorme de 30 milliards, alors que l'Angleterre n'a à pourvoir qu'à 16 milliards. Jusque tout récemment l'Angleterre n'avait qu'un impôt de consommation important, celui qui frappait les boissons enivrantes: il produit 800 millions et couvrait près de la moitié des dépenses du pays. Il a fallu la guerre du Transvaal pour jeter l'Angleterre hors des voies royales qu'elle suivait depuis un siècle, et pour l'égarer vers l'Impérialisme agressif, hautain et coûteux, où la voilà déjà entraînée à frapper le café, le thé, le sucre, les céréales, le charbon.

Malgré cette déviation que le monde entier regrette et dont il espère voir ce puissant pays se dégager, le sort de l'ouvrier anglais est sensiblement meilleur que celui de son camarade français. Non seulement ses Unions sont plus riches et son salaire supérieur, mais ses heures de travail sont plus courtes et son habileté technique supérieure. Il se loge mieux, mange mieux et boit moins. La consommation de l'alcool est stationnaire en Angleterre (1), tandis qu'en

(1) La consommation par habitant et par an évolue autour de six litres à 50°.

France elle s'est terriblement accrue. Et, fait douloureux à constater, c'est la partie la plus industrielle, la France au nord de la Loire et du Rhône, qui est surtout frappée. Nous reviendrons sur ce sujet en étudiant plus particulièrement l'évolution des salaires en France.

Exposé historique de l'évolution économique en Belgique. K. Marx et le manifeste du Parti Communiste. Constitution du Parti Ouvrier Belge. La filature du lin depuis cent ans en Flandre.

Après ce rapide parallèle entre les deux grands pays, nos voisins, reportons nos yeux sur les événements similaires qui se sont passés en Belgique. La Belgique est un champ d'expérience intéressant ; elle est devenue rapidement un des pays les plus industriels de l'Europe ; elle offre à la fois des éléments de comparaison, avec la France et avec l'Angleterre. Son prolétariat a été mis, aussi tardivement que celui de France, en possession du droit de coalition. D'autre part, ses travailleurs ont, quoique à un degré moindre, les vertus de solidarité (1) et d'organisation prévoyante et patiente des Anglais, le même tempérament hostile aux coups de force. Enfin la Belgique a vu naître le socialisme dans sa forme la plus scientifique. C'est à Bruxelles, en 1847, que K. Marx et F. Engels publièrent le manifeste fameux du Parti communiste, sous l'influence d'événements locaux qui sont retracés plus loin.

Enlevée à l'Autriche par la France, à la bataille de Fleurus, la Belgique eut à accepter les lois du vainqueur, telles que la Constituante venait de les promulguer. Ses corporations furent dissoutes par les proconsuls du gouvernement révolution-

---

(1) Il n'y a toutefois que 10 p. c. des ouvriers belges syndiqués. Octors, Congrès syndical, décembre 1900.

naire. Leurs archives, drapeaux, insignes et mobiliers furent vendus à l'encan, et la République interdit désormais toute association entre personnes de même profession. Jusqu'en 1815 l'Empire règne en maître; la loi de 1810 contre les coalitions avait été promulguée avec tout le Code Napoléon, qui fit d'ailleurs loi en Belgique après la conquête et, en partie, la régit encore. Mais cette législation tarda à faire sentir ses dangereux effets. La grande industrie ne pouvait naître dans un pays qui, depuis un siècle et demi, avait subi cinq invasions, c'est-à-dire cinq campagnes de pillage et de dévastation et qui avait vu tous ses ports fermés par ce traité de la Barrière que la jalousie de la Hollande et de l'Angleterre sut maintenir en force pendant tout le XVIIIe siècle. Il fut d'ailleurs saigné à blanc par la République et épuisé d'hommes et de réquisitions par l'Empire. L'industrie était donc, sauf pour la filature du coton, restée précaire et presque entièrement familiale. Contre l'étranger, elle était protégée, sous l'Empire, par le blocus continental, qui tenait à distance les produits des nouvelles manufactures anglaises ; et pendant les quinze ans de la réunion avec la Hollande, l'industrie belge, encore débile, fut soutenue par les besoins du nouveau royaume et de ses colonies.

Ce n'est guère qu'en reprenant son indépendance que la Belgique commença à sentir l'influence du régime industriel qui avait grandi en Angleterre. Et l'on va voir l'action irrésistible de ce nouveau mode sur la plus vieille, la plus solide de nos anciennes industries, celle qui avait jusque-là un monopole incontesté et qui employait le plus grand nombre de bras, le fil et la toile des Flandres. On jugera avec quelle puissance torrentueuse l'usine nouvelle et la vapeur balayaient devant elles toutes les anciennes formes du travail, et cette étude permettra de saisir du même coup pourquoi tous les fabricats relevant de l'industrie mécanique, c'est-à-dire tous ceux qui répètent constamment le même produit, furent

enlevés au métier familial et radicalement bouleversés par les modes nouveaux de production. La corporation avait vécu et ne pouvait revivre. Plus que les lois, la supériorité technique de l'usine l'a abattue.

* * *

Le lin se filait en Flandre au rouet de temps immémorial. Jusque vers 1840, environ 220,000 femmes y étaient occupées. Il y avait pour préparer la filasse 15,000 séranceurs; 57,000 tisserands transformaient le fil en toile. Une population de près de trois cent mille ouvriers, la plupart agricoles, s'employait donc à tisser cette belle toile, dont le renom était porté dans le monde entier. Ce n'était plus la corporation, mais c'était encore l'industrie familiale, qui en avait gardé tous les caractères essentiels.

Au commencement du siècle, la filature mécanique du lin naît en Angleterre. Elle fait d'abord un fil grossier, perfectionne bientôt ses procédés et vers 1825 prend vigueur et s'empare, petit à petit, du marché anglais. Bientôt elle déborde sur l'étranger; déjà le fil flamand se vend moins, puis c'est la crise. Et en 1840 le mal est tel que le Gouvernement est amené à s'en occuper. Un document du temps cité par Ducpétiaux (Mémoire sur le paupérisme dans les Flandres) constate que déjà le fil anglais pénètre sur nos marchés mêmes, et s'y vend de préférence aux nôtres, étant plus régulier et moins cher (p. 67). Il envahit aussi tous nos débouchés traditionnels et nous les ferme. Le marché français ne recevait en 1829 que 512 kilos de fil anglais; en 1838 il en recevait dix mille fois plus, soit 5,303,000 (p. 71). Pour résister à cette redoutable concurrence, les fileuses et les tisserands travaillent à des salaires de plus en plus réduits. Ils persistent pendant des années encore et n'abandonnent que lorsque toute lutte devient impossible.

Une commission d'enquête gouvernementale instituée

en 1847 fait rapport sur la condition où les fileuses et les tisserands sont réduits. Nous en donnons quelques extraits. On jugera jusqu'à quel point ces malheureux avaient continué une lutte sans espoir.

A Oosterzeele (banlieue de Gand), les bonnes fileuses peuvent encore gagner 45 à 54 centimes par jour en commençant de grand matin ; les autres, 27 centimes. (Ces salaires sont des multiples du sou de Flandre, valant 9 centimes.) Beaucoup d'entre elles sont devenues mendiantes.

A Everghem, leur salaire va de 27 à 36 centimes.

A Sleydinge et à Waerschoot, de 15 à 27 centimes.

A Belem, à fabriquer du fil pour toiles à voiles, les fileuses gagnent en moyenne 36 centimes.

A Sotteghem, où l'on travaille surtout les étoupes, les fileuses ne gagnent plus que neuf centimes.

A Nederbrakel, le salaire ne dépasse pas six liards ; les fileuses renoncent à travailler, elles mendient.

Voici maintenant les tisserands :

A Bellem, à faire de la toile à voiles, ils gagnent encore en moyenne 1 franc par jour.

A Sleydinghe, un tisserand peut gagner de 63 à 72 centimes.

A Everghem, ils n'arrivent qu'à six ou sept sous et tissent tout le jour.

Dans la banlieue de Gand, le salaire ne donne que fr. 1.50 à 2 francs par semaine, tous frais déduits.

A Poperinghe, un tisserand faisant six aunes par jour peut gagner 36 à 40 centimes.

A Avelghem, les tisserands gagnaient autrefois fr. 1.50 à 2 francs; leur gain se réduit aujourd'hui à 63 jusque 72 centimes et ils sont souvent sans ouvrage. Ils sont mal nourris, n'ont plus la force de travailler et l'on en voit qui tombent de misère sur leur métier.

Le salaire des fileuses et des tisserands, conclut le Rapport, ne peut plus suffire à leurs besoins les plus urgents ; ils n'ont

plus de quoi se vêtir; leur nourriture consiste en pain noir et en pommes de terre avec du lait battu ; ils logent dans des maisons délabrées, et ces gens, qui font de la toile toute leur vie, n'ont pas même de linge sur le corps ou sur leurs lits. Les habitations d'un grand nombre de tisserands sont sans meubles et dans un état de dénûment affreux. Le prix des denrées augmente partout; la misère est lamentable.

Car cette situation déplorable s'empire encore par la famine. Deux mauvaises récoltes successives, 1846-1847, portent au comble la détresse des malheureux que l'industrie mécanique prive de leur gagne pain. Les denrées doublent de prix. Le pain, qui se vendait en 1844 vingt centimes, monte à 41 ; les pommes de terre vont de fr. 3.65 les cent kilos à fr. 12.50, le seigle de 14 à 34 centimes (Ducpétiaux, Mémoire sur le paupérisme dans les Flandres, p. 91). On trouvait des gens morts de faim sur les grand'routes et dans les bois; les jeunes filles, les enfants surtout succombaient par centaines. Aussi le travailleur en vient-il à envier le sort des délinquants, enfermés et nourris dans les prisons de l'État. Des familles, des villages entiers, hommes, femmes, enfants, tout ce qui a encore la force de se traîner le long des routes, se porte vers les villes; la prison est le dernier refuge, en lequel ces infortunés ont mis toutes leurs espérances.

En 1846 et 1847, écrit l'Inspecteur général des prisons Ducpétiaux (p. 43), sur 24,600 détenus dans la seule maison de Bruxelles, 19,450 étaient des indigents arrivant des Flandres et qui demandaient à se faire incarcérer parce qu'ils mouraient de faim.

C'est dans ces jours de misère et de deuil que vient se réfugier en Belgique un exilé prussien. Adepte du socialisme, membre actif de sociétés secrètes en Prusse, K. Marx avait été expulsé, après avoir purgé une condamnation; il s'était d'abord réfugié à Paris, où le gouvernement, ayant déjà fort

à faire avec ses socialistes à lui, s'était hâté de le consigner à la frontière. Il arrive à Bruxelles, y trouve asile et y séjourne au milieu de ce comble de désolation, voyant passer tous les jours des bandes d'ouvriers affamés qui s'affaissent, épuisés, devant les portes des prisons.

C'est alors qu'il écrit, en collaboration avec Engels, le Manifeste du parti communiste, où il déclare la guerre à l'organisation économique nouvelle et préconise son renversement par la force.

Cet ardent réquisitoire fut pendant près de quarante ans l'Evangile du socialisme. Il dit en substance :

« L'ouvrier est devenu l'accessoire de la machine ; c'est elle qui produit ; l'ouvrier n'a plus qu'à surveiller, son habileté technique ne lui sert plus de rien. Il tombe au rang de succédané, que l'on ne paie plus que d'un salaire de famine, tandis que le capital recueille tout le bénéfice des modes d'industrie nouveaux.

Les riches deviennent de plus en plus riches ; les pauvres de plus en plus pauvres.

Le travail de l'homme est supplanté par celui de la femme et de l'enfant, et le sera de plus en plus.

Les heures de travail augmentent, à mesure que s'accroît la détresse du travailleur.

Tous ces maux devant s'aggraver indéfiniment, il faut renverser le régime actuel par la force et établir la domination économique du prolétariat. »

Les vues de Marx étaient le reflet des réalités momentanées que lui montrait l'industrie à l'époque chaotique où il la voyait. Il n'eut d'autre tort que de les tenir pour définitives, comme étant les conséquences inéluctables de son développement.

Nous avons vu déjà combien l'évolution industrielle allait être radicalement autre. Ce noir horizon, ces destins sans

espoir qui devaient finir par la guerre au couteau, entre classes irréductiblement hostiles, nous les avons vus s'éclairer, s'illuminer petit à petit et nous donner enfin, à l'aurore du xxe siècle, la certitude d'une amélioration indéfinie du sort du travailleur. Nous y reviendrons amplement plus loin. Il nous faut d'abord suivre le prolétariat belge dans sa lutte pour son émancipation.

La misère des Flandres ne pouvait rester à l'état aigu. De meilleures récoltes ramenèrent les anciens prix de la vie; de nouvelles industries, entre autres la filature mécanique du lin, se créèrent. Nombre d'ouvriers émigrèrent vers le Nord de la France ; bref, au bout de quelques années la vie de nos travailleurs, quoique encore précaire, retrouva quelque espoir.

Fidèles à l'instinct de la race, c'est surtout par l'association qu'ils essaient alors de lutter pour le bien-être, ou tout au moins pour un meilleur être.

Les fileurs et les tisserands de Gand en donnent bientôt l'exemple. Ils forment une association sous couleur de mutualité : De Broederlijke Wevers Maatschappij, mais dont les allures deviennent bientôt militantes sur le terrain économique. Leurs présidents, Bilen et de Ridder, congédiés dès le début du mouvement et mis à l'index partout, se voient forcés pour vivre d'ouvrir un cabaret : In het Zwart Hondeken, rue du Repentir. C'est là, dans le grenier et dans la cave, que se réunissent clandestinement les Broederlijke Wevers. Ils y forment une caisse de grève. Mais ils sont bientôt dénoncés par les patrons comme suspects de menées contraires à la loi de 1810 sur les coalitions. Le bourgmestre, M. Delehaye, intervient ; aidé de son commissaire de police en chef, il fait une perquisition au Zwart Hondeken, trouve des carnets portant les noms des conjurés et saisit lui-même, sous un plancher, la caisse de grève contenant sept cents francs que ces malheureux avaient économisés sou par sou.

A la suite de ces faits, cinq cents ouvriers furent condamnés à des peines diverses. Le doyen des tisserands fit deux ans d'emprisonnement comme étant le chef et l'instigateur du mouvement! Voilà le régime qui était appliqué, en ces temps, à nos ouvriers.

Mais de meilleurs jours étaient proches. Le ministère libéral Rogier-Frère, qui arrive au pouvoir en 1857, s'occupe bientôt activement d'améliorer le sort des travailleurs. Toute une série de mesures est promulguée qui visent ce but:

En 1860, l'abolition des octrois;

En 1861, les traités de commerce libre-échangistes;

En 1863, le rachat du péage de l'Escaut, la suppression du droit de barrière.

Toutes ces mesures ont pour effet de diminuer le coût de la vie des masses; enfin, en 1866, l'abolition de la loi de 1810 met fin au régime odieux qui incriminait tous efforts en commun, de la part des ouvriers, pour améliorer leur sort.

Il ne faut pas croire que l'abolition de la loi de 1810 ne fut que la répercussion tardive, en Belgique, des débats qui l'avaient condamnée, deux ans avant, en France. Dès 1857, le gouvernement libéral met la question à l'étude à l'occasion de la revision du III[e] livre du Code pénal; le rapport de la Commission, en 1859, déclare la législation existante une criante iniquité; les discussions à la Chambre sont l'écho du même sentiment. Un premier vote y pourvoit, en mettant sur le même pied et dans les mêmes conditions patrons et ouvriers. Le Sénat fait remarquer qu'il vaut mieux couper net et abolir toute entrave à la coalition paisible, qui n'est en fait qu'une des formes du droit d'association. La Chambre se rend à cette bonne raison, et le 18 mai 1866, le droit de coalition est reconnu à tous, par 66 voix contre 6.

Cet ensemble de mesures bien concertées marque un tournant important dans l'histoire du prolétariat belge. C'est de là que commence son affranchissement économique et sa

marche en avant vers de meilleures destinées. Et ce sera l'honneur du ministère libéral d'alors d'avoir préparé, par une série de réformes généreuses et logiques, un meilleur avenir aux travailleurs.

Les salaires montèrent bientôt, grâce à l'essor économique qui se manifeste dans toute l'Europe, ensuite des progrès industriels, du développement des voies ferrées et de la découverte de gisements d'or et d'argent considérables, en Californie et au Mexique. Le droit qu'avaient les ouvriers de défendre leurs intérêts par la grève y contribue évidemment de son côté.

Il y eut nouveau progrès après la guerre franco-allemande. On sait que pendant cette période, qui eut à reconstituer tout ce que les armes avaient détruit, l'industrie fut extrêmement prospère. Les salaires avancèrent très sensiblement.

En 1880-85, il y eut une certaine régression par suite de la crise économique, ainsi que nous aurons l'occasion de le constater, en établissant les salaires en Angleterre par période quinquennale.

Cette date nous mène aux événements de 1886. Leur cause est-ce cette régression de salaire ou la surexcitation produite par un pamphlet politique, le *Catéchisme du peuple*, de Defuisseaux, qui revendiquait le Suffrage universel et se répandit en quelques semaines à un nombre énorme d'exemplaires? Sont-ce d'autres causes restées obscures? En tous cas, rien de précis, aucun fait nouveau n'apparaît pour expliquer le brusque orage qui passe alors sur notre pays : Une grève à Liége, où quelques troubles eurent lieu, fut suivie, à huit jours de là, le 25 mars, par une grève au charbonnage de Fleurus. Le mouvement s'étendit comme une traînée de poudre à toutes les mines du Borinage; il gagna les verreries et les hauts-fourneaux. Toute la région industrielle du Hainaut fut bientôt entraînée, et cette masse soulevée se mit à attaquer, à détruire et enfin, dans un paroxysme

de colère, mit à sac la maison du maître de verreries Baudoux et incendia ses usines. Après quoi les ouvriers se répandirent dans toute la contrée, menaçant et pillant.

Des troupes avaient été rapidement rassemblées. Elles rétablirent l'ordre après quelques collisions, où malheureusement le sang coula. Les événements de 1886, où il semble bien qu'il n'y eut ni plan ni organisation, rien qu'une brusque révolte et un coup de folie anarchiste, sont restés insuffisamment élucidés. Nous pensons qu'il faut y voir un état d'âme : la crise industrielle, une baisse générale des salaires, et surtout l'énervement croissant du monde ouvrier, auquel on continuait à refuser des droits politiques, dont il attendait l'amélioration de son sort. On sait que le Suffrage universel ne fut concédé que sept ans plus tard.) Tout cela, soulevé par de vieux levains de rancune, finit par éclater en de la violence, frappant au hasard. Il n'y eut ni parti pris, ni logique. La preuve la plus nette en est dans ce fait que l'industrie verrière, qui eut à supporter le fort de l'ouragan, est précisément celle dont les ouvriers ont une situation privilégiée et des salaires considérables.



Le ressort principal de l'évolution du monde ouvrier en Belgique, à l'époque où nous sommes arrivés, fut sa constitution en un parti politique. En voici le rapide exposé :

En 1875 quelques sections belges, qui avaient appartenu à 'Internationale, fondèrent la Chambre du Travail, Fédération des sociétés ouvrières bruxelloises. En 1879, les Flamands, qui s'étaient fédérés de leur côté, s'unirent aux Bruxellois et créèrent le Parti socialiste belge. Enfin, le 5 avril 1885, l'adjonction de groupes modérés, préoccupés surtout de la défense des intérêts corporatifs et qui ne voulaient pas de l'étiquette socialiste, se fit sous le nom générique de Parti ouvrier belge.

Le Parti porta d'emblée son activité vers deux objectifs principaux : conquérir la puissance politique au moyen du suffrage universel à tous les degrés ; affermir sa situation économique en créant des coopératives de consommation et de production.

Le S. U. fut conquis en 1893, et, depuis, le Parti ouvrier compte dans nos assemblées politiques un nombre, lentement croissant, de représentants.

Son activité économique est remarquable. Il avait, en 1880, vingt et une coopératives. En 1900, il en a environ cent cinquante. La plupart de ses coopératives de consommation sont prospères, et c'est la boulangerie surtout qui est l'agent principal de cette prospérité. Ainsi, sur 550,000 francs de bénéfices qu'a faits la Maison du Peuple de Bruxelles, en 1899, environ 420,000 ressortent à la boulangerie.

Les coopératives de production, par contre, donnent des résultats peu encourageants. Il y a plusieurs imprimeries, des coopératives de cordonniers, de confiseurs, de cigariers, de menuisiers-charpentiers, de fleuristes, d'ouvriers carriers et de sabotiers. Pas une de ces sociétés n'a pour forme le partage des bénéfices ; le salariat est maintenu, et ce salaire est rarement plus élevé que celui que paye l'industrie patronale ; les bénéfices, s'il y en a, se répartissent au bout de l'année ; mais parfois ces coopératives de production pren nen à gage des ouvriers purement salariés. Le mouvement ne s'étend pas ; il y a un manque d'organisation et de direction très apparent, et il devient de plus en plus évident que la coopérative ouvrière de production n'est pas une forme supérieure de l'organisation du travail, pouvant transformer l'ordre économique actuel.

Cette constatation, que nous empruntons à l'*Avenir social*, Revue du Parti ouvrier belge, juin et juillet 1900, a une importance considérable pour tous ceux qui s'intéressent à l'avenir probable de l'évolution économique.

L'expérience belge est corroborée par l'expérience anglaise Tandis que les 1,483 coopératives de consommation du R.-U., avec un capital de 18,500,000 £, ont donné en 1897 6,300,000 £ de bénéfice, soit 33 1/2 % de leur capital, les 120 coopératives de production, avec un capital de 720,000 £, n'ont donné que 38,000 £, soit 5 % de bénéfice (1).

A côté des coopératives de consommation créées par le Parti ouvrier, il s'est formé en Belgique, depuis quelques années, un nombre très considérable de coopératives agricoles: consommation, production, laiteries, achat de graines ou d'engrais. Leur nombre dépasse aujourd'hui cinq mille. La plupart sont prospères, et cet organisme nouveau est en train de transformer, pour le mieux, les conditions agricoles du pays. A ce titre, on ne peut que souhaiter de les voir s'étendre et prospérer encore. Mais, comme elles sont essentiellement agricoles, elles ne rentrent pas dans le cadre d'une étude qui s'occupe surtout de l'évolution industrielle et qui est forcé de se restreindre à ce thème déjà très vaste.

Mais le Parti ouvrier belge ne se borne pas à créer une forte organisation économique ; il a encore, et il faut le mentionner à son honneur, souci d'élever le niveau moral des classes laborieuses. Il a créé l'Institut industriel, l'Orphelinat rationaliste, des écoles professionnelles, des sections d'art, des bibliothèques, des groupes d'études, des cercles de voyage. Il donne au travailleur le sentiment de sa valeur et de sa dignité, en l'initiant aux fonctions publiques et en le mettant à la direction de ses coopératives. Il en a fait des magistrats dans les conseils de prud'hommes, des conseillers provinciaux et communaux, des membres du Parlement.

Il combat le jeu et les maisons de jeux publiques; il s'attaque à l'alcool et en interdit la vente dans ses coopératives. Toute cette partie de son programme est essentielle-

(1) Ed. Bernstein. *Voraussetzungen des Socialismus*, p. 105.

ment éducatrice. Elle est excellente, elle était indispensable, les classes dirigeantes ayant à peu près négligé d'y songer pendant un demi-siècle. Il faudrait n'avoir aucun souci d'impartialité pour ne pas reconnaître qu'en l'accomplissant, le Parti ouvrier a bien mérité du pays. En ce faisant, il a suivi l'exemple des ouvriers anglais qui, nous l'avons vu, portent exclusivement leur activité vers l'avancement économique, moral et intellectuel de leurs membres.

Mais la Belgique est voisine de la France ; elle subit, par la communauté des langues et la facilité des relations, l'ascendant de son génie aimable et insinuant. Aussi ses théories collectivistes, leur générosité, leur logique apparente et leur mirage de bonheur pour tous ont séduit certains esprits et pénétré l'état-major du Parti ouvrier belge. Car les masses n'en sont guère entamées. Le sens pratique, l'esprit lent et posé de la grande majorité de nos ouvriers les préserve de se répandre, comme les Français, en phrases célébrant avec feu des rêveries chimériques. Ces plans d'organisation future, qui donneront toutes les félicités à nos petits-neveux, touchent peu notre race positive, froide, silencieuse. Elle veut du tangible et ne se dépense point en d'infinis discours et en discussions sans fin. C'est en quoi elle ressemble aux Anglo-Saxons; et c'est pourquoi elle les a imités.

Toutefois, ses chefs, d'une mentalité plus accessible aux influences françaises, ont incliné vers le collectivisme, et ils ont orienté le Parti ouvrier belge dans une voie qui doit aboutir, selon eux, à une refonte complète de notre organisation politique et économique: Notre paisible monarchie, remplacée par l'aventureuse forme républicaine, le droit de suffrage pur et simple donné à tous, même aux femmes, qui d'ailleurs n'en ont cure; la réforme complète de notre organisation industrielle; plus d'initiative privée, plus de chefs; expropriation des mines, des carrières, du sous-sol en général, de tous les grands moyens de transport et de tous les grands moyens de

production, dont l'usage libre et gratuit doit être assuré aux ouvriers (Déclaration de principes du Parti ouvrier belge, art. 5). Hauts-fourneaux, aciéries, laminoirs, fonderies et ateliers de machines, verreries, glaceries, briqueteries, usines de produits chimiques, fabriques de sucre et raffineries, filatures et tissages de coton, de lin, de chanvre et de laine, tout sera confié à des fonctionnaires, groupés en administrations autonomes, instituées et surveillées par l'Etat. Et comme corollaire, que ce programme se garde de mentionner clairement, tant ceux qui l'ont conçu savent que la conscience nationale est impatiente de tout joug et que ce peuple dont ils veulent bouleverser la vie économique est resté obstinément fidèle à travers l'histoire, à un même et seul culte, la liberté, — comme corollaire, interdiction formelle à tout particulier d'être désormais filateur, tisserand, maître de forges, chef d'un atelier de construction, verrier, ou chef d'aucune industrie !

Nous discuterons, à son heure, cette conception, qui sonne si étrangement faux dans un pays comme le nôtre. Elle a été commentée avec talent par différents écrits du chef actuel du Parti socialiste belge, M. Em. Vandervelde.

* * *

Pour le moment, il nous reste à exposer ce qu'il est advenu, au fil du siècle, de cette industrie linière des Flandres, dont nous avons retracé plus haut la douloureuse crise.

Rappelons d'abord que, d'après les relevés de la Commission d'enquête, il y avait en 1840 :

220,611 fileuses à la main,
57,148 tisserands,

soit 277,759 ouvriers des deux sexes voués à la fabrication de la toile, donc 79 % de femmes et 21 % d'hommes. La production totale, à cette époque encore relativement prospère, représentait une valeur de 41 millions de francs, dont l'exportation prenait 26 millions.

Aujourd'hui, la fileuse à la main a disparu. D'après le recensement de 1896, il en reste 169. Par contre, la filature mécanique du lin occupe, à la même date, 13,096 ouvrières. Le tissage, lui, a mieux résisté à la machine. Il occupe encore 12,174 tisserands travaillant à la main et 7,819 travaillant en fabrique. Donc le travail fait en 1840 par 277,000 personnes est fait en 1896 par 33,000. Et non seulement le même, mais un travail plus que doublé. Le dernier recensement des fabricats du lin porte leur valeur à 95,650,000 francs, dont 65,000,000 pour l'exportation (1).

Cela revient à dire qu'un nombre d'ouvriers neuf fois moindre fait, grâce à la machine, une besogne deux fois et demi plus considérable. Le rendement utile a augmenté dans la proportion de un à vingt-deux. On voit, une fois de plus, que l'industrie familiale était absolument impuissante devant la machine et que la chute de l'antique organisation du travail était fatale.

Autre constatation intéressante. La proportion des femmes qui, en 1840, était fortement prépondérante, se renverse par l'effet de l'évolution industrielle. Au lieu de 79 %, l'indusdustrie linière n'en emploie plus, à la fin du siècle, que 35 % environ. Cette tendance se manifeste partout. Le travail de la femme étant généralement plus simple, plus machinal que celui de l'homme, se transforme plus aisément en travail mécanique. Ce fait est précisément l'opposé de ce qu'alléguaient K. Marx et son école, qui reprochaient à l'évolution industrielle de remplacer de plus en plus le travail de l'homme par celui de la femme. La vérité est que la femme voit son travail de plus en plus effectué par la mécanique et par le cheval-vapeur. Elle est graduellement

(1) Ces chiffres sont ceux des constatations officielles de 1880. Ils n'ont guère changé depuis, l'industrie linière étant stationnaire depuis l'énorme développement du coton. En 1880, elle employait 33,442 ouvriers des deux sexes. En 1896, 33,258.

exonérée du lourd tribut de fatigue que les âges précédents ont fait peser sur elle.

Et les salaires ouvriers, et les bénéfices patronaux! Ici encore il y a d'intéressantes constatations à faire.

Les salaires dans la filature du lin ont progressé comme suit, en pourcentage, au cours de la seconde moitié du siècle:

	1846	1856	1867	1887	1897
	—	—	—	—	—
Cardeuses	1.00	1.32	1.80	1.92	1.96
Etaleuses	1.00	1.05	1.25	1.44	1.47
Etireuses	1.00	1.20	1.60	1.73	1.80
Ouvrières. Banc à broche		1.00	1.11	1.18	1.20
Démonteuses	1.00	1.20	1.44	1.92	1.95
Rattacheuses	1.00	1.20	1.27	1.70	1.93
Fileuses 1 bord	1.00	1.77	1.99	2.13	2.23
» 2 bords		1.00	1.09	1.15	1.27
Peigneurs	1.00	1.16	1.48	1.76	1.92
Garçons peigneurs	1.00	1.16	1.37	1.54	1.66

Dans ce tableau, que nous devons à l'obligeance du plus ancien et du plus expérimenté des chefs de l'industrie linière belge, les salaires de 1846 sont ramenés à l'unité et ceux des époques suivantes en sont des multiples, exprimés en pourcentage. Pour l'ensemble, les salaires ont monté de 100 à 187; leur progrès eût été plus marqué encore, si tous avaient pu être établis, partant de 1846. — Ajoutons que le nombre d'heures de travail, par semaine, a baissé de 75 à 69.

Quant aux bénéfices de l'industrie de la filature du lin, nous l'établissons d'après les documents, paraissant au *Moniteur*. Presque toute cette industrie est exercée aujourd'hui par des sociétés anonymes. La plupart publient annuellement leur bilan. Nous avons recueilli tous ceux qui ont paru pendant une période de quinze années et en avons dressé le tableau qui suit. Comprenant des années de crise et de prospérité, cette période donne assez bien la moyenne

du rendement actuel. Ce rendement s'établit à 3.62 %. Il est incontestablement beaucoup inférieur aux bénéfices élevés que les filatures faisaient il y a un demi-siècle. Le mouvement de bascule que nous avons signalé dans l'industrie du coton en Angleterre se trahit également ici. Constamment les salaires ont monté d'un pas à peu près uniforme, tandis que diminuait le temps du travail. Constamment les bénéfices ont baissé par la concurrence des capitaux, tant belges qu'étrangers. Car la filature du lin n'est pas protégée et doit lutter sur nos propres marchés, avec les fils anglais, bohémiens, français et irlandais.

Résultats connus de l'Industrie linière de 1885 à 1899 inclus

Exercices	Capital Réserve et Amortissement		Bénéfices		Pertes	
1885	28,688,151	80	1,393,710	52		
1886	35,471,065	75	424,996	95	272,475	25
1887	38,116,600	34	1,126,704	14	7,449	48
1888	31,563,957	57	697,730	74	26,966	60
1889	34,078,493	50	1,818,733	08	8,097	65
1890	32,688,000	91	2,526,967	29		
1891	31,012,567	38	2,952,900	90		
1892	33,277,535	68	2,889,098	25		
1893	33,512,456	37	2,265,902	46	8,743	26
1894	34,001,380	23	202,970	58	427,997	21
1895	33,652,169	35	1,547,234	69	36,216	45
1896	31,905,076	14	1,948,091	43	34	»
1897	35,681,753	05	1,735,345	21	139,112	24
1898	35,997,486	45	2,227,659	56	466,505	18
1899	33,629,887	53	2,275,809	78	46,834	68
	503,276.582	04	26,033,855	58	1,440,432	»
			1,440,432	»		
			24,593,423	58		

On pourrait objecter qu'une partie des bénéfices de cette période est dissimulée sous la mention : Réserves et amortissements. Loin de là. Le tableau suivant montre quelle était la situation, d'après le *Moniteur*, au début de la période de quinze ans et quelle elle est, d'après les dernières publications parues :

Société Linière Alostoise		Fr. 1,375,000	Faillite
» »	Athoise	434,049	398,925
Association Linière		993,000	676,288
Linière Courtraisienne		1,385,372	1,274,574
»	Enghiennoise	1.300,000	1,311,314
»	Gantoise	9,503,573	9.475,554
»	Grez et Bonlez	740,000	665,357
»	La Liève	6,215,090	1,509,190
»	La Lys	8,159,695	8,000,000
»	Saint-Léonard	6,406,904	6,709,499
»	Saint-Sauveur	2,000,000	2,086,247
»	Tournaisienne	1,309,650	1,333,687
»	des Flandres	1,991,896	1,991,896
		Fr. 41,784,129	35,432,531

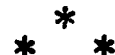
Le capital, y compris les réserves, a donc, en réalité, été réduit de plus de 6 millions, résultat dû surtout à la faillite de la Société Alostoise et à la conversion de la Société La Liève, dont les actions ont été réduites au cinquième de leur valeur.

Ces 6,351,000 francs, dont l'actif social a été diminué pour les actionnaires, ramènent, en réalité, les bénéfices à fr. 18,241.45, soit une moyenne de 3.62 p. c. par an.

L'écart entre les chiffres du capital total engagé chaque année et celui de 41,784,129 provient d'abord de ce qu'en 1885 toutes les sociétés que nous mentionnons n'étaient pas constituées. En outre, quelques-unes des sociétés de moindre

importance ne renseignent pas régulièrement leurs bilans et sont forcément omises dans les années correspondantes.

En somme, la filature du lin s'exerce aujourd'hui dans des conditions extrêmement modestes pour les capitaux qui ont gardé à notre pays cette branche d'industrie, de tous temps la nourricière des Flandres. — Et il est vraiment digne de remarque qu'elle ait été amenée à augmenter régulièrement les salaires, malgré la baisse régulière des bénéfices.



L'évolution des travailleurs belges rappelle, à la fois, celle des Anglais et celle des Français. Comme en Angleterre, elle s'affirme par une floraison touffue d'œuvres de tous genres, qui attestent leur esprit de solidarité, leur entente et leur énergie. Comme en France, l'évolution du prolétariat s'est faite, en Belgique, avec certaines allures révolutionnaires ; mais il est permis de croire que la résistance des classes dirigeantes à lui octroyer des droits électoraux n'y a pas été étrangère. Comme en France, l'activité du Parti ouvrier s'exerce nettement sur le terrain politique, mais au lieu de s'émietter en fractions hostiles, les travailleurs belges ne forment qu'une armée, qui a une discipline solide, des cadres dévoués et nombreux, des chefs avisés et unis.

Les progrès du salaire et l'amélioration du *standart of life* des travailleurs sont irrécusables; on en trouvera des exemples probants au cours des pages qui vont suivre. Elles seront consacrées à établir la seconde partie de cette thèse : que partout les salaires ont considérablement monté au cours du siècle, que cette hausse a marché de pair avec la diminution du temps quotidien de travail et avec la baisse des denrées. L'importance de ces mouvements se mesure par cette considération qu'ils affectent les conditions de vie et de bien-être matériel et moral de centaines de millions

d'hommes. A ce titre, ils montrent plus clairement que tout autre ordre de phénomènes quelle est la direction qu'a prise, sous la conduite de la liberté, la civilisation européenne au cours du siècle qui vient de finir. Et comme leur force d'impulsion est encore entière, il est permis d'augurer que le xx[e] siècle sera poussé, par eux, dans la même voie.

Rien mieux que ces considérations n'appuie les paroles que prononçait M. le recteur Van Drunen à la récente séance de rentrée de l'Université de Bruxelles :

« Le grand problème du travail entraîne toutes les questions sociales. »

LIVRE II

Les chiffres gouvernent le monde et nous montrent comment le monde est gouverné.

GOETHE.

LIVRE II

Angleterre : Les nombres indicateurs. — Salaires des métiers du bâtiment — Salaires agricoles. — Tous deux suivent les mouvements des salaires industriels.

Angleterre (suite) : Baisse du prix des subsistances. — Nombres indicateurs de Sauerbeck. — Toutes les consommations augmentent. — Alcool, bière et tabac. Cent trente-deux milliards bien employés. — Le XIXe siècle triple les ressources de l'ouvrier anglais.

France : Hausse des salaires agricoles et de ceux du bâtiment. — Tous deux suivent les mouvements des salaires industriels. — La défaite des dogmes marxistes.

France (suite) : Baisse du prix des subsistances. — Effets du régime protectionniste. — Le XIXe siècle double les ressources de l'ouvrier français.

France (suite) : Le peuple se nourrit beaucoup mieux. — Il boit aussi beaucoup plus. — Budget annuel de quatre milliards en vins, cidres, bières, alcools. — Progrès rapide de l'alcoolisme dans les villes et dans les campagnes.

Belgique : Hausse simultanée des salaires dans l'industrie, l'agriculture, la construction et les métiers. — Baisse du prix des subsistances. — Le XIXe siècle augmente les ressources de l'ouvrier belge dans la proportion de 100 à 270. — Progrès dans l'alimentation, consommation croissante de boissons fermentees et distillées. — L'alcoolisme, fléau de la prospérité matérielle.

ANGLETERRE

Les Nombres indicateurs. — Salaires des métiers du bâtiment en Angleterre. — Salaires agricoles. — Tous deux suivent les mouvements des salaires industriels.

Il nous faut maintenant entrer résolument dans l'austère domaine du nombre. Ce n'est que là que nous pourrons voir se dérouler, en longues rangées de colonnes, les lois du salaire et la chute lente du prix des produits. Ils s'y profileront, les nombres, en avenues, comme les hêtres de nos

forêts; mais bientôt, éclairant ces cohortes de chiffres, jaillira la lumière. Celle-ci surgit de leurs alignements mêmes, d'abord ternes et mornes, mais brillant d'une soudaine vérité dès qu'on les regarde d'un certain angle.

Le chiffre est le fait concrétionné. S'il n'a pas l'éclat et le sourire de la phrase, il n'en a pas, non plus, ce danger : l'imprécision. La phrase est de la pensée encore malléable, se déformant sous la passion, sous les préventions de l'écrivain ou du lecteur; le chiffre est le fait rigide et impersonnel. S'il a été bien établi, il est la vérité nue.

S'il a été bien établi ! Là est l'écueil. Trop souvent le chiffre est violenté au profit d'une idée préconçue. Il rend des services, au lieu de dicter des lois. Mais alors même qu'il est sincère et vrai, il n'exprime, il ne peut exprimer qu'un à peu près, et c'est à quoi il faut savoir se résigner. Les faits ne peuvent se condenser en chiffres que si l'on compense, l'une par l'autre, les exceptions, les outrances. Par cela même, toutes les moyennes chiffrées sont approximatives, mais elles constituent pourtant le seul outil éprouvé que possède l'homme pour aborder les problèmes de la science sociale. Le rejeter à cause de son imperfection relative, c'est, d'emblée, renoncer à toute investigation dans l'immense cohue des faits sociaux.

Aussi faut-il faire la part de cette objection et marquer jusqu'où elle est légitime. En sociologie, un fait chiffré ne prouve rien; plusieurs faits portant dans la même direction sont un indice sérieux; tout un enchaînement de chiffres inclinant dans le même sens prend une force qui entraîne la conviction. Tout au moins cet ensemble donne-t-il le maximum de certitude auquel il soit possible d'arriver dans cette science fugace, compliquée et enchevêtrée entre toutes qui s'attache à l'étude économique des sociétés humaines.

Quant à cet emploi des moyennes — par exemple, le salaire moyen des ouvriers — dans telle industrie depuis le commencement jusqu'à la fin du XIXe siècle, nous savons ce qu'on peut surtout objecter contre elles. C'est que la composition des équipes a considérablement changé! Ainsi, dans la première moitié du siècle, l'industrie occupait plus de femmes et surtout plus d'enfants. Du fait seul que les hommes adultes sont employés aujourd'hui en plus forte proportion, les salaires moyens doivent déjà être plus élevés. Aussi, cette considération énerverait-elle la démonstration que nous allons entreprendre, si nous ne pouvions lui donner comme soutien la hausse correspondante et non moins forte du salaire dans les métiers qui ont toujours occupé une même proportion d'hommes faits : maçons, couvreurs, menuisiers, charpentiers, peintres en bâtiments, typographes, etc.

Dans l'industrie proprement dite, nous tâcherons d'ailleurs de suivre l'évolution d'un même travailleur pour un même travail au cours du siècle, mais il faut dire, d'emblée, que cette poursuite si close est rarement possible. La division croissante du travail et l'intervention de la machine, faisant de plus en plus de la besogne humaine, ont incessamment modifié le genre d'occupation de l'ouvrier. Telle fonction exercée par une catégorie d'ouvriers dans l'industrie du coton, en 1820, s'est diversifiée au point de donner naissance à dix modes de besognes différentes. Une montre qui se faisait à Besançon, en 1800, par un horloger, est faite maintenant, en Amérique, par cinquante ouvriers, chacun d'eux attaché exclusivement à quelque rouage ou à quelque ressort.

Devant de tels faits, il est malaisé, sinon impossible, de suivre le salaire d'un travail qui s'est ramifié en tant de branches et dont l'essentiel a fini par être confié à la ma-

chine, parfois guidée ou simplement surveillée par un jeune garçon ou par une ouvrière. Et le salaire moyen de l'usine, par ouvrier, à deux ou plusieurs époques choisies comme termes de comparaison, s'impose, si l'on ne veut renoncer complètement à y suivre son évolution.

Il nous reste à dire quelques mots d'une méthode qui sera employée aussi souvent que possible, parce que c'est celle qui met le chiffre en valeur avec le plus de clarté et de force : il s'agit des Nombres indicateurs.

Ce qui importe, dans une série de faits chiffrés, c'est de montrer leur tendance, en d'autres termes, leur langage en faveur ou contre une conclusion. C'est cette tendance que font ressortir, d'emblée, les Nombres indicateurs. Ce livre étant écrit pour être compris aussi du grand public, disons, en quelques mots, ce que sont les Nombres indicateurs.

On prend, par exemple, le prix pour cent kilogs de vingt denrées diverses. En additionnant les valeurs en francs, on obtient un chiffre global que nous supposons être 4,000; pour savoir s'il y a une tendance générale à la hausse ou à la baisse des denrées et quelle est sa force, on refait la même opération pendant quatre trimestres consécutifs; admettons qu'on obtienne : 4,200, 4,600, 4,800 et 5,000.

On ramène le premier chiffre 4,000 à la valeur 100 en le divisant par 40. On applique le même commun diviseur aux suivants. Ils deviennent alors successivement 105, 115, 120, 125, et le lecteur voit immédiatement et avec netteté qu'il y a eu progression constante vers la hausse et que celle-ci a atteint 5 p. c. à la fin du premier trimestre, 15 p. c. à la fin du second trimestre, 20 p. c. à la fin du troisième trimestre, 25 p. c. à la fin du quatrième trimestre.

En fait, le premier chiffre 4,000 est ramené à 100, lequel devient Nombre indicateur, et les autres expriment pour chaque époque des pourcentages par rapport au premier.

Ce système dispense des diagrammes, qui parlent surtout

à l'œil ; pour qu'ils parlent à l'esprit, il faut les accompagner d'une échelle graduée. Les Nombres indicateurs s'adressent directement au raisonnement et entraînent l'évidence. Ils sont appliqués aujourd'hui à la mesure de la plupart des faits sociologiques; leur application la plus connue est celle qu'en fit Sauerbeck pour exprimer les variations de prix, au cours du XIX[e] siècle, des trente-cinq denrées qui sont le plus employées par l'ensemble des sociétés humaines. Nous ferons plus loin des emprunts intéressants à ce travail célèbre.

Entrons maintenant franchement dans la forêt des chiffres ; nous y rencontrerons bientôt une belle ordonnance et de vives clartés.

* * *

Nous commençons par l'étude de l'évolution des salaires en Angleterre.

Voici, d'emblée, le tableau le plus caractérisque, le plus probant. Il ne porte, en effet, que sur des professions exercées de tous temps par des hommes faits, professions où le travail ne s'est guère modifié. Il y a donc là, réunis, tous les éléments d'une comparaison entre termes identiques. Elle s'étend sur tout le XIX[e] siècle. Nous l'empruntons à un travail tout récent publié par A.-L. Bowley dans le *Journal of the Royal Statistical Society*, de Londres, mars 1901.

Il s'applique aux métiers du bâtiment : charpentiers, menuisiers, maçons, briquetiers, plafonneurs, tailleurs de pierre, couvreurs, plombiers, peintres et aides-manouvriers. Il est exprimé en Nombres indicateurs, le salaire de 1900 étant pris pour terme de comparaison et ramené à 100. Toutes les autres années ou périodes d'années sont donc des fractions proportionnelles, exprimées en centièmes, car à aucune autre époque le salaire ne s'est élevé aussi haut qu'en 1900.

VI. Nombres indicateurs de A.-L. Bowley.

Salaires dans les industries du bâtiment en Angleterre : 1900 = **100.**

1793-1800	40 environ
1800-1810	57 —
1810-1825	57 —
1827-1830	53 —

1830-34	53	»	1840-44	57	»
1835-39	55	»	1845-49	57	40

1850	58	58 60	1875	88	88 60
51	58		76	90	
52	58		77	90	
53	58		78	88	
54	61		79	87	
1855	63	65 20	1880	87	87 »
56	65		81	87	
57	66		82	87	
58	66		83	87	
59	66		84	87	
1860	68	68 »	1885	87	87 80
61	68		86	87	
62	68		87	88	
63	68		88	88	
64	68		89	89	
1865	71	74 20	1890	90	91 10
66	75		91	90	
67	75		92	91	
68	75		93	92	
69	75		94	93	
1870	76	79 10	1895	94	96 40
71	77		96	95	
72	79		97	96	
73	80		98	98	
74	84		99	99	

1900 = 100.

Ce tableau de l'éminent professeur anglais est d'un très haut intérêt. Il montre d'abord que les salaires ont beaucoup plus que doublé au cours du siècle, quoique de 1810 à 1850 ils soient restés presque stationnaires, ce que nous aurons l'occasion de constater encore à maintes reprises. Ce n'est que vers 1855 qu'ils commencent à monter. C'est de la même époque que date, d'ailleurs, l'essor industriel amené par l'extension des voies ferrées et les progrès rapides de la navigation à vapeur. Les salaires s'élèvent alors par bonds répétés, faisant plus de chemin en chaque période de cinq ans qu'ils n'en avaient fait pendant le premier demi-siècle, avançant surtout lors de la prospérité industrielle qui suivit la guerre de 1870. Sa répercussion sur le coût de la main-d'œuvre dans les industries du bâtiment apparaît ici avec une évidence incontestable. Nous constaterons cette répercussion sur les salaires agricoles également. Nous allons voir la vitesse de son allure progressive et régressive.

En 1876, les salaires du bâtiment atteignent un premier maximum, d'où la crise industrielle qui commence à sévir les déloge bientôt. Mais les salaires ne redescendent jamais jusqu'au point où ils étaient avant que des circonstances propices les aient poussés en avant. Quoique la crise fut intense de 1878 à 1886 et que les bénéfices patronaux fussent certes, ou nuls, ou beaucoup moindres que de 1870 à 1874, nous voyons les salaires résister et céder à peine d'une ou deux unités.

Nous rencontrerons ce phénomène partout. Les salaires plus élevés créent rapidement chez l'ouvrier de nouvelles habitudes, un nouveau genre de vie, qui deviennent des nécessités et qui rendent le travailleur plus exigeant. Presque toujours le capital finit par se résigner et par s'en accommoder.

En 1890, avec des temps plus prospères pour l'industrie, nous voyons les salaires reprendre leur marche en avant et ne plus ralentir leur allure jusqu'en 1900.

Tout le mouvement, on le voit, continue à être étroitement lié aux fortunes diverses de la grande industrie. Et il permet de les deviner, ces fortunes changeantes, pour les époques où toute comparaison directe est impossible dans la grande industrie, parce que les occupations du travailleur s'y sont trop rapidement transformées. Illustrons cela par un exemple pris à la filature du coton en Angleterre. Elle était exercée en 1810-1817 par six catégories d'ouvriers seulement : *Fine spinners, coarse spinners, women spinners, reelers, stretchers, pickers.*

Dès 1825, ces six catégories ont donné naissance à vingt-trois. Il suffira, pour éclairer ce point, de mentionner que les seuls *reelers* se sont fractionnés en : *Throstle reelers (women), cop reelers, pin winders (girls), bobbin winders (women), warpers, drawers, dressers, sizers* et *beamers.*

Ce fractionnement rend toute comparaison impossible, tandis qu'un charpentier de 1800 faisait déjà à peu près la même besogne qu'un charpentier de 1900. Les salaires ont monté dans le coton comme dans toute la grande industrie, mais on ne parvient à l'établir qu'à partir du moment où le fractionnement du travail a cessé. C'est ce que nous ferons plus loin.

Par contre, voyons deux autres industries où l'emploi est resté à peu près constant : les typographes anglais et les ouvriers agricoles (Ecosse). Les données nous sont encore fournies par Bowley. Le Nombre indicateur, dans les deux cas, a été calculé en 1891-1892. La progression est encore remarquablement constante. Pour les ouvriers agricoles, elle commence nettement vers 1855, avec les débuts de la prospérité industrielle. Ce départ ne se marque pas pour les typographes, qui sont des spécialistes dont la besogne n'est pas influencée par l'industrie. L'industrie attirera bien à elle des légions de travailleurs agricoles, qu'elle ne déplacera pas un typographe, beaucoup mieux

payé d'ailleurs, dans son métier. Cette observation appuie, à son tour, notre thèse que la hausse des salaires du bâtiment et de l'agriculture est nettement d'origine industrielle, puisque l'une des rares occupations qui échappe à l'influence de l'industrie ne ressent ni progrès rapide dans sa prospérité, ni déclin lors de ses crises.

Cela dit, voici la suite des tableaux de A.-L.Bowley :

VII. Salaires des typographes anglais.

Nombre indicateur : 100 en 1891.

1801 . . .	74 »	1851-66. . .	83 »
1805 . . .	79 »	1867-69. . .	84 »
1810-16. . .	88 »	1870-73. . .	87 »
1817-20. . .	81 »	1874-76. . .	93 »
1821-32. . .	78 »	1877-89. . .	96 »
1833-35. . .	78 »	1890 . . .	98 »
1836-38. . .	81 »	1891 . . .	100 »
1839-50. . .	83 »	1892-99. . .	101 »

VIII. Journaliers agricoles (Ecosse).

Nombre indicateur : 100 en 1890-92.

1810 . . .	55 »	1867-70. . .	78 »
1834-45. . .	51 »	1880-81. . .	93 »
1860 . . .	74 »	1890-92. . .	100 »

Ici la progression est beaucoup plus rapide que pour les ouvriers du bâtiment, parce que l'usine a attiré surtout des travailleurs agricoles, toujours les plus mal payés, les plus sacrifiés. Cependant, l'usine, qui donne une besogne constante, a dû certes exercer son attrait sur le bâtiment, qui donne une besogne coupée de chômages; en outre, la construction et l'équipement de tant d'usines nouvelles ont eu leur répercussion immédiate sur l'industrie du bâtiment.

Beaucoup plus remarquables et plus curieux encore sont les tableaux du salaire agricole en Angleterre et dans le pays de Galles. Nous les devons également à A.-L. Bowley (*Journal of the Royal Statistical Society*, 1899). Ils remontent en arrière jusque 1789 et sont établis d'année en année jusqu'en 1896. Leur Nombre indicateur est 100 en 1892.

IX. Angleterre et Pays de Galles.
Salaires agricoles.

Indicateur : 1892 = 100.

1789	51	1816	99	1843	80	1870	94
90	52	17	98	44	75	71	100
91	54	18	96	45	70	72	111
92	56	19	95	46	75	73	115
93	58	1820	93	47	75	74	120
94	60	21	86	48	71	75	115
95	66	22	75	49	71	76	115
96	72	23	75	1850	71	77	115
97	74	24	71	51	71	78	112
98	77	25	76	52	71	79	105
99	79	26	76	53	81	1880	101
1800	81	27	76	54	91	81	98
01	83	28	76	55	94	82	95
02	84	29	76	56	94	83	95
03	85	1830	74	57	89	84	94
04	92	31	76	58	82	85	92
05	98	32	78	59	83	86	90
06	103	33	79	1860	87	87	90
07	103	34	77	61	88	88	95
08	103	35	74	62	88	89	96
09	103	36	75	63	88	1890	97
1810	103	37	76	64	88	91	98
11	103	38	78	65	88	92	**100**
12	103	39	80	66	88	93	99
13	102	1840	80	67	90	94	99
14	101	41	80	68	92	95	98
15	100	42	80	69	93	96	96

On aperçoit tout d'abord, dans ce très intéressant tableau, l'influence des guerres que l'Angleterre soutint au cours du siècle. Il s'ouvre en 1789 : c'est la paix ; la lutte avec les fermiers des Etats-Unis vient de se terminer par la défaite de l'Angleterre. Mais, en 1793, elle reprend les armes, contre la France cette fois. Avec l'Europe coalisée, les Anglais

l'attaquent en Flandre, en Vendée et en Provence. Le racoleur parcourt les campagnes, emmène les hommes et fait hausser les salaires : de 1789 à 1795, ils ont déjà avancé de quinze unités (1) ; ils continuent au galop, tout au long des guerres contre l'Empire, jusqu'à dépasser, dès 1806, le Nombre indicateur de 1892 ; ils restent à cette étape jusqu'en 1812. Alors c'est la retraite de Russie, c'est l'espoir qui gagne pied que l'ennemi de l'Angleterre a reçu le coup mortel. Les salaires reculent immédiatement; ils reculent encore en 1814, en 1815. Dès la paix assurée, le recul va sans arrêt, et en 1824, les salaires sont ramenés en arrière au point d'où ils étaient partis en 1796. Dès lors, ils ne changent guère pendant une période de vingt-huit ans. En 1852, après une série d'ondulations, ils sont au même point qu'en 1824 et plus bas même qu'en 1796. Mais, en 1853, ils s'élèvent brusquement : c'est la guerre de Crimée. Vingt pour cent de hausse en deux ans, augmentée encore en 1855-56.

La guerre terminée, les ouvriers des champs voient leur salaire retomber, mais non plus jusqu'au point d'où il était parti. C'est la grande industrie qui intervient alors : elle recrute à son tour des bras, mais pour les travaux de la paix, et son recrutement sera désormais ininterrompu. En 1869, les salaires sont déjà aux taux de la dernière guerre. Vient la période d'expansion de 1871-74 ; la grande industrie a besoin de légions de travailleurs; elle bat le rappel partout; les valets de ferme affluent vers les villes, et les salaires montent dans les campagnes à un taux qui n'avait jamais été atteint : ils avancent de 27 p. c. en quelques années.

Avec la dépression économique qui suit, ils redescendent et cotent au plus bas en 1886, précisément quand la grande industrie est au plus fort de sa crise. On verra plus loin que

(1) Leur point de départ est 21 liv. st. en 1789; l'indicateur de 1892 correspond à 40 liv. st.

c'est en 1886, en effet, que les dépenses : bières, alcools et tabac, sont les plus réduites : c'est donc le plus aigu de la crise. Depuis lors, les salaires regagnent lentement, à mesure que l'industrie retrouve des circonstances plus propices.

N'est-il pas étonnant de constater en quelle langue simple et convaincante cette rangée de chiffres raconte la vie, les espoirs, les joies, les détresses de centaines de mille gars des campagnes, note leur départ pour les champs de bataille et marque en sa ligne ondulante les vicissitudes et les prospérités de leur patrie ?

* * *

On aperçoit nettement dans le tableau qui précède l'influence prépondérante de la grande industrie, et l'on en peut conclure avec évidence qu'elle a d'abord élevé les salaires de ses ouvriers professionnels.

Les tableaux s'appliquant directement aux salaires industriels sont plus difficiles à composer, on a déjà vu pourquoi. Rappelons ici succinctement ceux que Leone Levi (1) a publiés en 1885 et dont nous nous bornons à fournir les pourcentages, la première colonne résumant les taux de 1850 sous l'indicateur 100.

X. Progrès du salaire des ouvriers de la filature du coton.

	1850	*1860*	*1870*	*1877*	*1883*
Cotons numéros fins, filature et tissage . .	100	100	115.1	137.7	135.2
Numéros fins, filature .	100	100	109.7	130.2	116.3
Numéros moyens, filature et tissage . . .	100	116.8	143.6	164.5	174.7
Une très grande filature de coton	100	»	»	»	137
Usine de blanchiment .	100	132.1	131.4	156.6	150

(1) *Wages and Earnings of the Working classes.* London, 1885.

Le progrès est en moyenne de 43 p. c. Il est un peu inférieur à celui que Bowley renseigne au tableau I pour la même période et qui est exactement de 50. En d'autres termes, tandis que la hausse des salaires dans l'industrie du coton a été de 43 p. c. de 1850 à 1883, dans les industries du bâtiment elle a été de 50 p. c.

Beaucoup plus complets et plus intéressants, en tous cas plus neufs, sont les documents fournis récemment par Georges Wood (*Journal of the Royal Statistical Society*, volume LXII, 1899).

Ils donnent, en effet, le progrès des salaires dans dix-sept corps de métier appartenant à la métallurgie, aux industries extractives, au bâtiment et à l'imprimerie. Ils sont établis aussi en Nombres indicateurs, le salaire de 1896 étant terme de comparaison et évalué **100**. Ils portent sur la période 1860 à 1896.

XI. Progrès du salaire dans les industries extractives et métallurgiques, les métiers du bâtiment et de l'imprimerie.

ANNÉES	INDEX	ANNÉES	INDEX	ANNÉES	INDEX
1860. .	72	1873. .	103	1885. .	91
61. .	72	74. .	99	86. .	90
62. .	72	75. .	97	87. .	91
63. .	73	76. .	96	88. .	91
64. .	74	77. .	95	89. .	95
65. .	77	78. .	92	90. .	100
66. .	81	79. .	89	91. .	101
67. .	82	80. .	89	92. .	101
68. .	79	81. .	90	93. .	102
69. .	79	82. .	92	94. .	101
70. .	81	83. .	93	95. .	101
71. .	84	84. .	92	96. .	**100**
72. .	94				

On voit, une fois de plus, par ces données, combien rapidement les salaires ont monté au moment de l'expansion,

après la guerre de 1870 : 20 p. c. et plus en deux ans! Aussitôt après, ils retombent, pas à leur point de départ, jamais à leur point de départ, comme nous l'avons déjà remarqué, depuis que c'est l'industrie qui les détermine.

Les fluctuations ici ont beaucoup plus d'amplitude que celles des métiers du bâtiment, mais l'on peut voir clairement que ce sont les fluctuations industrielles qui les ont déterminées pour le bâtiment et les ont tirées après elles. En effet, la hausse dans le bâtiment toujours suit la hausse dans l'industrie; jamais elle ne la précède, et elle la suit à deux ou trois ans d'intervalle, le temps d'avoir raison des résistances patronales. Ainsi, elle s'accentue surtout en 1874, alors que l'industrie commence déjà à fléchir. Et elle arrive à son apogée (tableau VI) en 1876-77, quand l'industrie a déjà redescendu plusieurs degrés (tableau XI). Pour la période 1890 à 1896, où les salaires industriels se remettent à monter vivement, on aperçoit encore le même retard des salaires du bâtiment, qui ne repiquent, eux, que trois ans plus tard. L'état des salaires dans le bâtiment est donc constamment la répercussion tardive de leur état dans la grande industrie.

Pour ne pas nous borner aux seuls Nombres indicateurs, nous donnons ci-dessous les salaires effectifs dans dix-huit métiers, pendant les dernières années du XIX[e] siècle. Ils sont empruntés aux documents fournis tous les ans par le gouvernement des États-Unis, qui recueille dans toutes les publications officielles ce qui a trait aux salaires et les publie sous le titre de *Wages in Commercial Countries*. Nos données sont prises dans les volumes I et II, 1900.

Les salaires sont exprimés en dollars; nous les ramenons en monnaie latine, le dollar à cinq francs. Les dix-huit métiers relevés sont empruntés à ceux du bâtiment et aux industries métallurgiques et minières en Angleterre, de façon à cadrer autant que possible avec les Nombres indicateurs de Georges Wood. Ils ne s'appliquent qu'à des hommes adultes.

XII. Salaires effectifs par jour payés dans le Royaume-Uni, période 1895-1899.

Serruriers . . . . fr.	4 » à 5.15
Marbriers	6 » à 6.30
Tailleurs de pierre	4.45 à 8.40
Id. Écosse	6.65 à 7.10
Id. Galles	4.45 à 7.50
Fondeurs de fer	6.20 à 6.40
Mineurs charbon	7.90
Peintres, Angleterre.	5 » à 7.35
Id. Galles	6.15 à 6.50
Id. Écosse	5.75 à 7.30
Paveurs, Angleterre.	5.25
Id. Écosse	6.60 à 7.10
Plombiers, Angleterre	5.65 à 8.80
Id. Écosse	5.40 à 7.55
Ébénistes	6.50 à 7.90
Machinistes.	7.30 à 7.70
Plafonneurs, Angleterre	6.15 à 8.80
Id. Écosse.	5.60 à 9.25
Id. Galles	6.10 à 7.30
Puddleurs, Angleterre	8.20 à 9.45
Id. aides.	2.95 à 5.40
Carriers	6.20 à 6.70
Forgerons, Écosse	6.10 à 6.30
Id. Angleterre	6.50 à 7.50
Chaudronniers, Angleterre	6.10 à 7.20
Charpentiers, Galles.	6.70 à 7.50
Id. Écosse	4.90 à 8.40
Id. Angleterre	4.45 à 8.45
Maçons, Écosse	7.85 à 9.10
Id. Angleterre.	5.55 à 8.80
Id. Galles	7.55

Ces salaires représentent la cote 100 du tableau XI ; ils permettent de calculer le salaire effectif pour chacune des années qui précèdent.

Angleterre (suite): Baisse du prix des subsistances. — Nombres indicateurs de Sauerbeck. — Toutes les consommations augmentent. — Alcool, bière et tabac; cent trente-deux milliards bien employés. — Le XIXe siècle triple les ressources de l'ouvrier anglais.

L'amélioration du sort des classes laborieuses n'est pas déterminée par le salaire seulement; il s'agit encore de voir si toutes les denrées nécessaires à la vie n'ont pas haussé en proportion de l'augmentation payée au travailleur qui contribue à les créer; ou, peut-être, ont-elles haussé davantage, le capital devenant plus avide et voulant accroître sa part à mesure qu'il voyait les salariés augmenter la leur. Que si, au contraire, les prix de tous les objets nécessaires à la vie ont baissé, ce serait tout profit pour l'ouvrier : salaire accru, dépenses décrues. Et il resterait à expliquer comment le capital a paré à cette éventualité, peu vraisemblable, de devoir payer partout des salaires plus élevés, tout en recevant de moins en moins pour ses produits.

Cette éventualité improbable est pourtant la réalité. Les faits sont là; nous allons d'abord les laisser parler. Nous prendrons après la parole pour les commenter.

Nous avons déjà mentionné, au cours de ces pages, les célèbres *Index numbers* de Sauerbeck. Ce savant économiste a consacré un immense labeur à suivre au cours du siècle le prix des trente-cinq denrées les plus employées par l'homme, c'est-à-dire presque tout ce qui nourrit, vêt, abrite et outille. Il les classe en six catégories :

1° *Aliments végétaux* : froment, farine, riz, orge, maïs, avoine et pommes de terre;

2° *Aliments du règne animal* : bœuf, mouton, porc, lard et beurre;

3° *Condiments* : sucre, café et thé;

4° *Textiles* : coton, lin, chanvre, jute et laine;

5° *Métaux et produits extractifs* : fer, cuivre, étain, plomb et charbons;

6° *Matériaux et produits divers* : peaux, cuirs, suif, huiles, pétrole, graines de lin, soude, nitrate de soude, indigo et bois de charpente.

Cela fait bien trente-cinq produits. Plusieurs, toutefois, sont comptés en double ou en triple suivant leurs diverses provenances : le coton des Indes et celui d'Amérique, le chanvre de Russie et celui de Manille, etc.

Sauerbeck a établi le prix de tous ces produits pendant la période 1868-77, en Angleterre, c'est-à-dire dans un pays de libre échange, où les valeurs ne sont pas artificiellement relevées par l'arbitraire de l'homme. Ce prix moyen pour dix ans, il le constitue « Nombre indicateur » et lui donne la valeur 100.

Il a alors recalculé le prix des trente-cinq mêmes produits, aussi loin qu'il a pu les suivre, remontant en arrière jusque 1818-27, pour quelle période il a trouvé 111. Ce qui exprime qu'alors les trente-cinq produits coûtaient, *in globo*, 11 p. c. de plus. Et il est descendu de l'autre côté de son Nombre indicateur jusqu'en 1899, où il l'a trouvé réduit à 68.1, c'est-à-dire que le groupe de ses produits a baissé de prix pendant les vingt-trois dernières années du siècle de 32 p. c. (1).

Voici, d'ailleurs, les résultats enregistrés par Sauerbeck. (*Journal of the Royal statistical Society*, mars 1900.)

---

(1) Les mêmes fluctuations, mais avec une moindre amplitude, ont été constatées par Chevalier en France et par M. H. Denis, professeur à l'Université de Bruxelles, en Belgique.

XII. Nombres indicateurs de trente-cinq denrées de consommation courante comparés à leur prix pendant la période 1868-77.

1818-27 . . .	111
28-37 . . .	93
38-47 . . .	93
48-57 . . .	89
58-67 . . .	99
68-77 . . .	100

1880 . . .	88	1890 . . .	72
81 . . .	85	91 . . .	72
82 . . .	84	92 . . .	68
83 . . .	82	93 . . .	68
84 . . .	76	94 . . .	63
85 . . .	72	95 . . .	62
86 . . .	69	96 . . .	61
87 . . .	68	97 . . .	62
88 . . .	70	98 . . .	64
89 . . .	72	99 . . .	68

On voit, par ce tableau, que ces produits ont depuis vingt-cinq ans — car le glissement des prix a commencé dès 1875 — une tendance à diminuer. Cette circonstance heureuse, d'aucuns la déplorent. M. H. Denis, professeur à l'Université de Bruxelles, l'appelle « un mal insidieux pénétrant tout l'organisme social » (1). Cette circonstance, heureuse, selon nous, est due à un ensemble de causes que nous tâcherons de démêler plus tard. Leurs effets se prononcent de plus en plus, et la baisse des prix n'est pas encore arrivée au bout de sa course. Elle n'aura, d'ailleurs, sur les salaires aucun des effets dépressifs et redoutables que lui attribue M. Denis; ce qu'il en dit est contredit par toute l'allure des faits. Depuis un demi-siècle, les produits baissent et les salaires montent, après de courts crochets en sens inverse.

(1) *La Dépression économique et l'Histoire des prix*, page 169. Bruxelles, 1895.

Bornons-nous à examiner pour le moment quel a été sur le monde des travailleurs le retentissement de ce fait dominant : la baisse de tout ce qui nourrit.

C'est bien simple ! Les braves ouvriers de la mine et de l'usine, de la manufacture et de l'atelier, qui peinaient depuis si longtemps pour des salaires médiocres, ont usé à leur tour plus largement de tous les biens de ce monde. Ils ont plus mangé, se sont mieux vêtu, en un mot ils ont mieux vécu, et rien n'était plus légitime.

Des données intéressantes recueillies par Georges Wood (*Journal of the Statistical Society*, décembre 1899) vont faire toucher ce fait du doigt, par la puissance de quelques chiffres.

C'est la comparaison, à trente-six ans de distance, de ce que consomme le Royaume-Uni en victuailles et en vêtements par tête d'habitant, — les masses profondes du peuple donc, car ni le lord ni le gros négociant de la Cité ne mangent ni ne boivent plus que leur grand-père, ce qui serait malaisé d'ailleurs. C'est donc le bien-être accru du peuple dont ces chiffres vont témoigner.

XIII. Consommation par tête.
Royaume-Uni.

		1860	*1896*	AUGMENTATION
Froment . .	Boisseaux.	4.60	5.61	20 p. c.
Viande . .	Livres.	100.51	130.39	30 p. c.
Thé . . .	»	2.67	5.77	120 p. c.
Cacao . . .	»	0.11	0.62	400 p. c.
Riz . . .	»	1.41	6.49	300 p. c.
Sucre . . .	»	34.14	85.29	150 p. c.
Coton . . .	»	39.63	39.81	1/2 p. c.
Laine . . .	»	8.65	13.40	60 p. c.
Vins . . .	Gallons.	0.22	0.40	80 p. c.
Alcool. . .	»	0.93	1.02	10 p. c.
Bière . . .	»	27.79 (1881)	30.89	»
Tabac. . .	Livres.	1.22	1.73	40 p. c.

Il y a de curieuses conséquences à tirer de ce tableau, qui montre si bien la prospérité et l'abondance se répandant au sein du peuple anglais, avec l'essor de la grande industrie capitaliste.

D'abord celle-ci : L'homme de 1896 se nourrit plus et mieux que celui de 1860. Aucun doute à ce sujet. Cependant, celui de 1860 se nourrissait tant bien que mal, mais suffisamment, puisque l'ensemble de la communauté constituait la nation la plus énergique du globe et avait bâti, par son labeur opiniâtre et puissant, le plus grand empire que le soleil ait jamais éclairé. Encore aujourd'hui, la plupart des nations européennes ne se nourrissent guère mieux que l'Angleterre de 1860. Pourtant, celle-ci a augmenté depuis sa dose de nourriture et de jouissance de 51 p. c. (1). C'est fort bien ! Mais il faut retenir le chiffre pour l'instant où nous aborderons les causes des crises économiques. La plupart des commentateurs les attribuent aux excès de la production ; les socialistes dénoncent la production déréglée de la société capitaliste, fouettée par la concurrence, ne poursuivant que des buts égoïstes et ne s'inquiétant ni de s'ajuster à la consommation, ni de courir au-devant des débâcles.

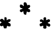
Ce n'est pas tout à fait cela. La consommation ne demande qu'à se développer : elle est très élastique. Mais viennent des circonstances contraires, elle se contracte, se resserre et peut très bien se resserrer considérablement. Ces circonstances contraires sont l'imprévu et l'imprévoyable : famines ou guerres, c'est-à-dire manque de ressources attendues, ou mauvais emploi, destruction de ressources disponibles.

---

(1) Ce chiffre résulte d'un autre tableau publié dans la même livraison de la *Statistical Society* et aussi construit par Wood avec les mêmes éléments, mais en Nombres indicateurs. Nous jugeons inutile de le reproduire, nous contentant d'en donner la conclusion.

C'est le cas actuellement. D'abord de mauvaises récoltes en Russie et aux Indes; en même temps, coup sur coup, les guerres de Cuba et des Philippines, de Chine et du Transvaal provoquant d'énormes dépenses, qui ne se payent qu'en vidant les poches de tout le monde. Chacun a moins à dépenser et se resserre, et il peut se resserrer, car au train ordinaire de ces dernières années, il vivait abondamment, — donc moindre consommation, d'où crise. La crise fait bientôt baisser les salaires, s'étendre les chômages, — d'où encore moins de ressources à dépenser. Tout le monde se restreint de plus en plus, on se contente du strict nécessaire, et comme on vient de le voir, il y a 50 p. c. de marge jusqu'au strict nécessaire. Quand on en est là, l'industrie qui s'était outillée pour la consommation normale des dernières années voit sa production déborder de tous côtés. Dépression économique intense, stagnation, fermeture d'usines, faillites, — tout cela est la conséquence de quoi? D'un excès de production peut-être bien, dans une certaine mesure, mais surtout d'un recul de la consommation, dû à ce que les fléaux du ciel et le fléau des guerres se sont abattus sur notre pauvre humanité, y font reculer le bien-être et obligent chacun de nous à serrer les cordons de la bourse.

Mais tout ceci nous éloigne de notre sujet immédiat, auquel temps est de revenir.



Il est intéressant de voir quelle est, dans ces dépenses de prospérité du peuple anglais, la part que prennent les joies improductives ou néfastes : bière, tabac, alcool. Voici, année par année, leur consommation calculée par Georges Wood en Nombre indicateurs. (*Journal of the Royal Statistical Society*, décembre 1899.) Leur rapport en livres sterling est donné plus loin. Nous laissons de côté le vin, qui n'est que consommation de luxe réservée à une petite portion de la

communauté. En 1896, elle n'arrivait pas à deux litres par habitant.

XIV. Royaume-Uni, 1860-1896.

Consommation bière, alcool, tabac.

	BIÈRE	ALCOOL	TABAC		BIÈRE	ALCOOL	TABAC
	—	—	—		—	—	—
1860	77	80	86	1879	88	94	99
62	79	71	85	80	»	91	100
63	»	»	»	81	100	90	99
64	93	77	91	82	99	89	100
65	92	81	92	83	98	88	101
66	96	86	95	84	100	86	101
67	89	84	95	85	97	82	102
68	92	83	95	86	96	81	101
69	91	83	95	87	98	80	102
70	98	86	94	88	98	80	104
71	91	85	96	89	102	82	106
72	102	95	96	90	108	87	109
73	105	105	99	91	108	88	113
74	103	108	101	92	101	88	115
75	104	111	103	93	106	83	115
76	106	108	103	94	106	83	117
77	102	105	105	95	106	85	117
78	101	102	102	96	111	86	122

Ce tableau est non moins intéressant que les précédents de Georges Wood et de A.-L. Bowley. On peut suivre du doigt les époques d'abondance et les crises de dépression en prenant les hauts et les bas de la bière, du tabac et de l'alcool. On les voit rapidement monter de 1872 à 1875, commencer à baisser alors, pour toucher un premier minimum en 1879, se relever en 1881 pour retomber et toucher au plus bas en 1886. Or, si nous reprenons le tableau XI,

nous verrons les salaires industriels, très élevés de 1872 à 1875, tomber après et toucher un premier minimum en 1879-80, se relever en 1881 et toucher au plus bas en 1886. En 1886 tombent également au plus bas les salaires des ouvriers agricoles (tableau IX). Ces coïncidences, que la logique prévoit, sans oser compter que les faits vont s'y adapter avec tant de précision, témoignent, d'ailleurs, de la justesse des tableaux de Wood et de Bowley.

On remarquera que c'est la consommation du tabac qui est la plus constante et qui finit glorieusement par l'emporter, haut la main, aux années de prospérité. Par contre, l'alcool est l'indicateur le plus impressionnable et le plus agité. Ajoutons à l'honneur du peuple anglais que pendant les années meilleures, depuis 1886, il lui a visiblement serré les freins. En 1896, il est revenu, à 10 p. c. près, aux chiffres de 1860. Cet heureux résultat — heureux surtout, si l'on considère ce qui se passe en France et en Belgique — est dû à la propagande assidue des ligues d'abstinence, à la dignité accrue de l'ouvrier anglais, à ce mot d'ordre que ne cessent de répéter ses chefs : « Fortifiez-vous par l'association, par l'épargne, par une bonne hygiène, et surtout soyez sobres. » C'est là, en quelques mots, l'évangile du travailleur moderne : Le terrain économique est un champ de bataille. Devenez fort en vous associant; fort par l'argent, nerf de toute guerre; fort par l'hygiène, qui fait le corps solide; fort par la sobriété, qui donne une intelligence claire et une volonté énergique.

C'est la pratique de cet évangile qui fait de l'Anglais l'élite du travailleur européen. C'est parce qu'il y est fidèle qu'il fait en moins d'heures plus de travail, de meilleure qualité, et qu'il touche des salaires beaucoup plus élevés que l'Allemand, le Belge ou le Français, tout en donnant des prix de revient moindres à son patron. Schultze-Gävernits a établi cela par quelques chiffres empruntés à la filature de coton.

Schultze-Gävernits est ici très compétent; il est filateur de

coton, et ce titre-là, pour traiter de matières relatives à l'industrie, vaut bien celui de professeur d'économie politique. Au cours de son ouvrage (*Der Grossbetrieb : Eine studie auf dem gebiete der Baumwoll Industrie*, Leipzig, 1892), il mentionne que, pour surveiller 1,000 broches, il faut : A Bombay, 25 ouvriers ; en Italie, 13 ouvriers ; en Alsace (campagnes), 9.5 ouvriers ; en Allemagne (1882), 8 à 9 ouvriers ; à Mulhouse (ville), 7.5 ouvriers ; en Angleterre (1837), 7 ouvriers ; en Angleterre (1887), 3 ouvriers.

Nous répétons : en Angleterre *trois*, afin qu'on ne croie pas à un *lapsus calami*.

Ces quelques chiffres sont d'une éloquence et d'une portée incontestable. Ils répondent d'abord aux craintes tant de fois exprimées et répétées — sans connaissance de cause — sur le péril de la main-d'œuvre exotique à bon marché, bon marché qui n'est qu'un trompe-l'œil. Nous pourrions multiplier les preuves dans le même sens, mais nous devons nous borner à relever par ces remarques incidentes les faits que nous rencontrons spontanément au cours de notre route, sans en prendre texte de nouvelles dissertations.

Ce qui rentre, toutefois, dans le cadre de notre œuvre, c'est de faire remarquer à quel point la qualité de l'ouvrier devient le facteur dominant de son évolution. Et ceci, les chiffres de Schultze-Gävernitz le mettent soudainement en lumière.

C'est pourquoi l'alcool, qui est le plus terrible facteur de dégénérescence physique et morale, est, à l'heure présente, le plus redoutable ennemi des classes laborieuses. Les pays qui s'alcoolisent se feront écraser dans les luttes économiques de l'avenir par ceux qui restent sobres. Cela ne fait plus l'ombre d'un doute.

Pour illustrer encore par un exemple saisissant la loi que formule Schultze-Gävernits : « La qualité de l'ouvrier devient essentielle, la question du salaire perd de son importance »,

rappelons qu'aux Etats-Unis une fabrique de 400 ouvriers produit 1,500 montres par jour. Le salaire est quadruple de celui de l'ouvrier de la Forêt Noire, qui façonne chez lui toute la montre. Pourtant, les frais sont moindres aux Etats-Unis; la montre y coûte sensiblement moins. Et tandis que dans la Forêt Noire la plus petite fluctuation de salaire trouble toute l'industrie, aux Etats-Unis une majoration de salaire de 5 francs (1 dollar) par semaine et par ouvrier ne représente que 400 dollars sur 9,000 montres, soit 22 centimes par montre.

Et remarquons, en passant, que depuis que la machine les fait à la grosse, il ne faut pas moins d'ouvriers, loin de là. La machine n'a privé personne de travail ni de pain. Mais en abaissant le prix, elle a énormément étendu le champ de vente. Les hommes de mon âge se rappellent que, dans leur jeunesse, recevoir en présent une montre, c'était pour un jeune homme de famille aisée un des événements de son adolescence. Qui n'a une montre aujourd'hui?

Il est temps de revenir à notre thèse. Que le lecteur veuille bien excuser ces nombreuses échappées. Le sujet est si vaste, si complexe; il ouvre tant de vues, sinon neuves, du moins bonnes à remettre en lumière, que nous ne pouvons résister au besoin et au plaisir de montrer, en ces questions encore agitées autour de nous, quelles réponses claires leur donnent les faits. Et puis, ces digressions ont peut-être l'avantage de rendre plus légère une matière, de sa nature assez lourde et indigeste.

Nous ne pouvons, toutefois, quitter ce sujet sans donner quelques éléments tangibles d'appréciation quant à l'importance de la consommation des boissons alcooliques et fermentées dans le Royaume-Uni. Les Nombres indicateurs ne sont que des rapports, mais ils voilent la réalité. La voici dans toute son ampleur.

Les dépenses pour bières, vins et liqueurs se sont élevées

de 1860 à 1869 à . . .	.liv. st.	1,021,732,499
de 1870 à 1879 à		1,359,787,804
de 1880 à 1889 à		1,255,388,518
de 1890 à 1900 à		1,621,290,854
Soit à	.liv. st.	5,258,199,675

C'est-à-dire, en francs : 132 milliards 700 millions de francs en quarante et un ans (1).

Dans cette somme, la bière intervient pour environ 80 milliards, l'alcool distillé pour environ 40 milliards, le vin et le cidre pour le reste.

Le tiers environ du budget du Royaume-Uni est équilibré par l'accise. Pendant les onze années 1890-1900, le peuple auglais a dépensé à boire 40 milliards 850 millions de francs, sur lesquels le gouvernement a encaissé environ 7 milliards et demi.

On comprend que les chefs du Parti ouvrier disent avant tout à leurs hommes : « Soyez sobres ». Il y a, en effet, des centaines de millions par an à économiser aisément de ce côté-là !

Et dire que l'Angleterre est beaucoup plus sobre que la France et que la Belgique !

***

Au point où nous en sommes, il nous reste à préciser autant que possible dans quelle proportion l'évolution industrielle du XIXe siècle a profité aux travailleurs anglais.

Nous avons montré déjà à quelle prospérité sont arrivées leurs associations, dont les capitaux et les épargnes touchent à 7 milliards, sans compter que l'Angleterre est de toutes

(1) Le calcul du budget des boissons est publié tous les ans en Angleterre par W. Hoyle et par Dawson Burns. Les chiffres qui précèdent sont tirés de W. Hoyle, du *National drink Bi London* et des rapports annuels de D. Burns.

les nations de l'Europe celle où l'assurance ouvrière mixte, ou après décès, est la plus répandue. A juste titre, pouvons-nous remettre en mémoire au lecteur le tableau que Giffin traçait, en 1889 déjà, des ouvriers de son pays :

« Le corps fortifié par une nourriture substantielle, l'esprit cultivé par la fréquentation des cours, des musées, des bibliothèques, l'ouvrier anglais est devenu physiquement et intellectuellement un type d'homme vraiment progressif. Il touche les plus hauts salaires de l'Europe ; il a les journées de travail les plus courtes : neuf heures, souvent huit ; il peut, en dépensant la même somme que jadis, acquérir plus de choses ; la mortalité a diminué ; l'âge moyen s'est élevé ; la criminalité baisse fortement. »

Nous pouvons ajouter à ces éléments d'appréciation la note plus précise que donne la mise en œuvre des données recueillies au cours de ces pages. Nous avons vu que, parti en 1800 d'un salaire moyen que les Nombres indicateurs renseignent à 57, l'ouvrier devait payer à cette époque 111 pour se nourrir et se vêtir tout en travaillant 13 heures par jour. Il est arrivé en 1899 à un salaire moyen exprimé par le nombre proportionnel 99 ; il ne paye plus que 68 pour le vivre et le couvert, et travaille 10 heures. Ces chiffres sont des rapports, et l'on en peut donc tirer une comparaison.

En 1800, l'ouvrier gagne 57 et doit dépenser 111 multiplié par 13 heures de travail. En 1899, il gagne 99 et dépense seulement 68 multiplié par 10 heures de travail. La proportion qui résulte de ces nombres est comme 100 à 362. L'ouvrier anglais a donc vu, en un siècle, sa situation s'améliorer dans la proportion de 100 à 362.

Mais ces données ne tiennent pas compte du loyer. Nous n'avons trouvé aucun renseignement précis à ce sujet, et en sommes réduits à des conjectures, assez approximatives, il est vrai.

On admet, en effet, que l'ouvrier consacre généralement

au loyer le sixième de son salaire (1). Si on applique ces données aux salaires indicateurs de 1800 et de 1899, on en déduit que les loyers ont monté dans la proportion de 9 1/2 à 16 1/2, ce qui paraît plausible.

Dans ces conditions, refaisant l'opération ci-dessus et diminuant de la différence : soit 7 le rendement du travail actuel : 99, nous obtenons les rapports suivants :

Pour 680 d'efforts, l'ouvrier gagne aujourd'hui 92, tandis qu'en 1800 il dépensait en efforts 1,433 pour gagner 57.

Et on arrive à cette conclusion que, tenant compte de toutes ses dépenses, y compris le loyer, la situation matérielle de l'ouvrier anglais s'est améliorée, au cours du siècle, dans la proportion de 100 à 338.

* * *

Cet heureux changement du sort des classes laborieuses paraîtrait plus considérable encore, si nous avions pris comme point de départ la période normale d'avant les grandes guerres napoléoniennes, 1795-1800, dont le Nombre indicateur (voir tableau VI) est 40. Nous avons évité de le faire, pour ne pas encourir le reproche de pressurer systématiquement les chiffres. Celui de 1795 est donné par l'auteur comme problématique. Il nous a donc paru que celui de 1800-1810 était seul probant. Il est au-dessus de toute discussion, puisqu'il est Nombre indicateur du salaire moyen jusqu'en 1849 et que de 1827 à 1839 l'indicateur reste même au-dessous de la cote de 1810.

On peut en déduire avec d'autant plus de force que toute l'amélioration échue aux ouvriers date de la seconde moitié du siècle, ce qui met nettement en lumière qu'elle est bien due à l'expansion industrielle, qui commence à cette époque

(1) D'après une enquête faite par la Société industrielle de Mulhouse en 1878, le logement représente, en général, 15 p. c., soit un septième, des dépenses générales.

à prendre un essor mondial, grâce aux steamers et aux railways.

Cet immense service rendu par l'industrie moderne à tant de millions d'hommes, en les tirant d'un sort misérable pour les amener à une vie meilleure et en leur donnant plus de bien-être et plus de loisirs, en fait la puissance civilisatrice la plus efficace qui soit en ce monde. Aucune combinaison d'efforts humains n'a eu au XIXe siècle des effets aussi marqués et aussi certains. L'on peut bien objecter que l'industrie n'a été que le bras droit de la science, mais encore a-t-elle nettement et vaillamment mené à bien la tâche que la science lui avait confusément confiée.

Ce rôle hautement civilisateur de la grande industrie est encore davantage mis en relief par cette circonstance que sous le régime corporatif la situation économique du prolétariat empirait depuis des siècles. Telle est, du moins, la conclusion de travaux récents parus en Allemagne. (Wiehe, *Jahrbucher für National Okonomie und Statistik*, 1900, pages 177 à 179.) L'auteur y établit que depuis la seconde moitié du XVe siècle le salaire baissait, tandis que croissait le prix des subsistances (1).

Wiehe a formulé ses données en Nombres indicateurs. Ils suivent le pouvoir d'achat des salaires, donc la relation entre le salaire, d'une part, le vivre et le couvert, de l'autre, pour les métiers du bâtiment en Angleterre, depuis 1450 jusqu'en 1702.

Nous les faisons suivre des données que nous avons calculées pour le XIXe siècle, en multipliant 57, l'indicateur de 1800, par la proportion 338, qui mesure le progrès accompli.

La loyauté nous invite à faire remarquer, toutefois, que

(1) Cela démontrerait une fois de plus, et par une expérience de deux siècles et demi, que le salaire n'est pas fonction du produit, comme le veut l'école marxiste.

notre point de départ n'est pas celui de Wiehe et que nous ignorons sur quelles données il a calculé. Mais comme ses chiffres établissent un rapport et que les nôtres établissent un rapport, ils sont comparables, en ce sens qu'ils indiquent une régression ou une progression et que les nôtres en font autant.

Cette réserve faite, nous donnons le tableau complet.

XV.	1451-1500 . .	100 (indicateur).
	1501-1520 . .	91
	1521-1550 . .	74
	1551-1570 . .	60
	1571-1602 . .	51
	1603-1652 . .	40
	1653-1702 . .	54
	1800-1850 . .	57
	1890-1899 . .	192

Ces chiffres, en leur simplicité, sont une solide et éloquente apologie de l'organisation patronale et capitaliste, telle qu'elle s'est spontanément ordonnée dès que liberté pleine et entière a été assurée à tous les facteurs de la vie économique nouvelle. Non que dans cette organisation il n'y ait plus à perfectionner : que les heures de travail diminuent encore, que les usines soient installées d'une façon plus hygiénique, qu'il y ait partout vestiaires, lavoirs, réfectoires pour les repas, qu'on multiplie les maisons ouvrières confortables et à bon marché. Tout cela, l'avenir le réalisera, tout cela est d'ailleurs dans le programme de l'organisation sociale actuelle. Ce que nous voulons démontrer contre ceux qui l'attaquent pour lui substituer une organisation collectiviste, c'est qu'ils détruiraient un instrument excellent, qui a donné la preuve de son efficacité civilisatrice. Et le moins qu'on puisse reprocher à l'organisme par lequel ils veulent le remplacer, c'est qu'il serait plus lourd, plus imparfait comme rendement et que son

fonctionnement serait entouré de difficultés et d'inconnues formidables.

En outre, l'organisation patronale fonctionne en réduisant automatiquement, par l'afflux constant des capitaux, sa part au produit commun du travail des bras, des cerveaux et du capital. La baisse ininterrompue du prix des produits et de l'intérêt des fonds d'Etat en est l'indice. La démonstration aussi complète que possible de cette thèse suivra au cours de nos travaux. Il nous faut maintenant entreprendre l'examen de la marche des salaires en France et en Belgique. Ils y ont la même allure générale qu'en Angleterre. Et cette double démonstration renforcera notre conclusion de tout le poids de ses résultats identiques.

FRANCE

Hausse des salaires agricoles et de ceux du bâtiment. — Tous deux suivent les mouvements des salaires industriels. — La défaite des dogmes marxistes.

En France, des études sur le salaire ont été publiées à diverses reprises. Citons, parmi les plus estimées, celles de M. de Foville et de M. Em. Chevalier, dont le travail : « Les salaires au XIXe siècle », a été couronné par l'Académie des sciences morales et politiques. Mais cet ouvrage s'arrête à 1883 et n'a pas pu utiliser les admirables travaux fournis tout récemment par l'Office du travail au ministère de l'intérieur. Ce sont ces publications, et particulièrement le tome IV de « Salaires et durée du travail dans l'industrie française,

résultats généraux », que nous mettons en œuvre au cours de ces pages.

Voici d'abord un tableau donnant en Nombres indicateurs un aperçu de la marche des salaires de l'industrie et du bâtiment de 1824 à 1893. La période 1891-93 est « indicateur » avec la valeur 100.

XVI. Coefficient des salaires de l'industrie et du bâtiment de 1824 à 1893 (page 277).

DÉSIGNATION	1824-33	1840-45	1853	1860-65	1874	1883	1891-93
Ensemble des ouvriers (enquête industrielle) . . .	»	52	»	69	»	»	100
Maçons (province).	46	»	52	»	78	91	100
Terrassiers id. .	»	»	49	»	80	89	100
Charpentrs id. .	»	»	51	»	80	92	100
Peintres id. .	»	»	52	»	76	90	100
Ensemble de neuf catégories d'ouvriers (prov.) . .	»	»	52	»	79	90	100
Ouvriers mines de houille, toutes catégories	»	50	52	62	85	91	100
Profession du bâtiment (Paris) . .	»	54	57	70	77	100	100
Evaluation des coefficients normaux aux diverses époques.	46	52	52	68	80	91	100

De 1845 à 1892, la hausse des salaires (industrie et bâtiment) est donc dans les proportions de 52 à 100.

Ce tableau est complété par celui-ci, qui ne porte que sur des salaires industriels seuls et va nous permettre de dégager du précédent la hausse proportionnelle des salaires du bâtiment et de la comparer avec celle des seuls salaires industriels.

XVII. France : Salaire moyen par jour dans l'industrie.

MÉTIERS	OUVRIERS		OUVRIÈRES	
	ENQUÊTE 1840-45	ENQUÊTE 1891-93	ENQUÊTE 1840-45	ENQUÊTE 1891-93
Houillères	1 96	4 25	0 98	1 65
Mines de fer	2 26	3 55	0 86	1 50
Carrières	1 88	3 90	»	»
Minoteries	1 66	3 50	0 81	1 40
Sucreries	1 56	3 70	0 90	1 70
Fabr. de conserves . .	1 95	3 95	1 00	1 45
Id. produits chimiques	2 06	3 40	1 10	1 80
Savonneries	2 15	3 85	1 00	2 00
Papeteries	1 76	3 45	0 84	1 65
Cuirs et peaux. . . .	2 00	3 70	1 00	2 10
Filatures de coton . .	1 96	3 25	1 01	2 40
Tissages de coton . .	1 44	3 35	0 85	2 45
Filatures de laine. . .	1 78	3 40	0 93	1 95
Industries du fer . . .	2 37	4 15	1 02	2 00
Faïenceries.	1 85	3 90	0 79	2 00
Verreries et cristalleries.	2 67	4 50	1 04	2 80
Nombres proportionnels	31 31	59 80	14 13	28 85
Soit en pourcentage .	52	100	42	100

A défaut d'autre méthode plus précise, pour laquelle manquent, d'ailleurs, les éléments à mettre en œuvre, il nous a fallu nous contenter d'additionner les salaires des dix-sept industries renseignées ci-dessus et de réduire les totaux en Nombres indicateurs. C'est, d'ailleurs, la méthode suivie par l'Office du travail lui-même, dans le tableau précédent. Elle n'en donne pas moins ce résultat intéressant que tandis que l'ensemble des salaires (industrie et bâtiment) a augmenté, de 1845 à 1893, dans la mesure de 52 à 100, les salaires industriels (hommes), calculés à part, montrent la même progression, ce qui permet de conclure que ceux du bâtiment, pris à part, montrent, eux aussi, la même marche, dans le même temps et dans les mêmes proportions.

Ici aussi, c'est bien l'industrie qui a déterminé cette hausse

générale; c'est ce qui résulte avec clarté de l'examen du premier tableau. Les salaires restent stationnaires ou peu s'en faut jusque vers 1853, et depuis lors seulement ils montent rapidement. Or, chacun sait que de cette époque date le développement des voies ferrées et l'essor de la grande industrie. La France n'avait en 1852 que 3,800 kilomètres de rails, et son industrie n'occupait que 75,500 chevaux-vapeur. Dix ans après, elle avait déjà 11,000 kilomètres de rails et 205,600 chevaux-vapeur. En 1872, les voies ferrées comptaient 18,700 kilomètres et l'industrie 338,300 chevaux-vapeur. (*Salaires dans l'industrie française*, tome IV, page 494.) C'est bien là la caractéristique de l'essor de la grande industrie. Et la relation de cause à effet entre ses progrès et ceux du salaire est trop évidente pour qu'il soit nécessaire d'insister.

Quant au salaire des ouvriers agricoles, l'Office du travail ne donne pas d'indications, mais nous avons une intéressante statistique d'un spécialiste, M. A. Zola, publiée dans la « Revue agricole » du *Journal des Débats* du 5 mars 1898. Elle se dédouble en ouvriers nourris et non nourris, d'après les documents d'une exploitation agricole de l'Aisne, mais ne mentionne pas si elle s'applique aux deux sexes ou aux ouvriers seulement. Elle n'en garde pas moins sa valeur comme échelonnage progressif.

XVIII. Salaires des ouvriers agricoles en France.

	Non nourris.	*Nourris.*
	—	—
1820-1840	1.25	0.75
1840-1850	1.50	0.75
1850-1860	1.75	1.00
1860-1865	2.00	1.25
1865-1870	2.25	1.35
1870-1880	2.35	1.50
1880-1890	2.50	1.50
1890-1894	2.62 1/2	1.60

Le salaire des ouvriers nourris a plus que doublé, mais comme la nourriture n'a pas doublé, on n'en peut rien arguer de très précis. Quant au salaire des ouvriers non nourris, si on l'estime pour 1845 à la moyenne de fr. 1.37 1/2, ce qui paraît plausible, on voit qu'il est dans la proportion de celui de 1890-1895 comme 53 1/2 est à 100. La hausse des salaires agricoles est à peu près identique à celle des salaires du bâtiment et des salaires industriels. Et ici encore il apparaît clairement que cette heureuse ascension est due au développement de la grande industrie. Tandis que de 1820 à 1850 les salaires agricoles ne s'élèvent que de 25 centimes, de 1850 à 1880 ils montent de 85 ; la relation de cause à effet est encore une fois incontestable.

Elle apparaît non moins dans le tableau ci-dessous, que nous empruntons à M. Em. Chevalier (*Les salaires au XIX*[e] *siècle*, p. 50) et que nous reproduisons parce que ses données remontent au début du siècle.

XIX. Salaires ouvriers du bâtiment.

	1805	*1853*	*1881*
	—	—	—
Terrassier. . . . . fr.	2.25	3 »	5 »
Tailleur de pierres.	3.35	5 »	8 »
Charpentier	3 »	5 »	7.85
Menuisier.	3.50	4 »	7 »
Forgeron	5 »	5 »	7 »
Vitrier.	3 »	3.75	5.50
Plombier	4.25	4 »	6 »
Couvreur	5 »	5 »	7.35
Peintre	4.25	4 »	7 »
Maçon.	3.25	4.25	7.50
	36.85	43.00	68.10

Voilà donc dix métiers où le salaire moyen ne progresse

de 1805 à 1853 que de 60 centimes, tandis qu'il monte de fr. 2.50 au cours des vingt-huit années qui suivent.

Les écoles socialistes prétendent avant tout que c'est aux Trade's Unions et aux syndicats qu'il faut faire remonter l'honneur de l'amélioration du salaire. Nous ne prétendons pas que les associations ouvrières aient été sans effet; nous avons nous-même fait ressortir combien le droit de coalition refusé aux ouvriers français et belges retarda leur émancipation. Mais les faits parlent plus haut que les hypothèses, et tout en admettant l'influence partielle des syndicats, il nous faut remarquer que la hausse des salaires s'est fait sentir autant sur les ouvriers agricoles, qui n'ont ni syndicats ni Trade's Unions, que sur ceux du bâtiment, qui en sont abondamment dotés.

Cela étant, c'est à une cause plus générale qu'il faut faire remonter l'amélioration du sort des travailleurs. Et après tous les faits que nous avons dégagés, il serait puéril de ne pas vouloir voir cette cause là où elle est : dans le développement de la grande industrie.

Et quoique la preuve en soit solide, il n'en est pas moins remarquable de voir combien elle est appuyée par un ordre de faits inattendus, mais que les documents de l'Office du travail mettent en lumière, à savoir que plus l'industrie est vraiment organisée en grande industrie, mieux elle paye ses ouvriers, toutes autres conditions égales d'ailleurs.

En voici la démonstration. Dans les tableaux ci-dessous, les industries françaises sont divisées en cinq catégories : 1° Celles employant de 1 à 24 ouvriers ; 2° celles allant de 25 à 99; 3° celles allant de 100 à 499 ; 4° celles allant de 500 à 999 ; 5° celles employant plus de 1,000 ouvriers. Eh bien, ce sont ces dernières qui payent le mieux leur personnel, tant hommes que femmes, et c'est la petite industrie qui les paye le moins bien. Nous renseignons quelques-unes seulement des industries reprises par l'Office du travail; elles

sont trop nombreuses pour les énumérer toutes. La conclusion d'ensemble que donne l'Office et que nous reproduisons intégralement est d'ailleurs nettement probante. Les documents invoqués sont renseignés dans le volume IV de *Salaires et durée du travail en France*, pages 166 et suivantes.

XX. — Salaire moyen des ouvriers suivant l'importance des établissements appartenant à la même industrie dans la même région.

INDUSTRIES	Salaires moyens par dix heures dans les établissements dont le nombre d'ouvriers est de				
	1,000 et au-dessus	500 à 999	100 à 499	25 à 99	1 à 24
Mines de houille . .	4 90	4 45	4 05	3 85	2 40
» métalliques. .	»	3 85	3 45	3 45	3 05
Ardoisières	3 40	»	2 50	2 50	»
Usines à gaz . . .	»	4 80	3 25	3 20	3 55
Parfum. et stéariner.	»	3 95	3 15	3 15	4 »
Chaussures	»	4 40	3 70	3 40	4 40
Filature de chanvre .	»	2 90	2 65	2 30	»
» coton . .	»	2 75	2 70	2 45	»
Tissage de coton . .	»	4 »	2 75	2 65	3 70
Filature de laine . .	»	3 30	2 60	2 75	2 40
Tissage de laine . .	»	3 75	3 15	2 70	3 40
Fabrique de draps. .	»	3 60	2 85	2 85	1 »
Filature de soie . .	»	3 20	1 95	2 70	»
Teinturerie	»	3 45	3 65	3 40	2 80
Métallurgie (fer) . .	4 15	3 50	3 75	3 90	»
Fonderie.	»	6 »	4 25	3 65	3 35
Construction mécan.	4 35	3 40	4 25	3 95	3 75
Horlogerie	4 90	»	3 30	»	3 30
Chaux et ciments . .	»	4 10	3 15	3 »	2 90
Faïence et porcelaine.	6 85 (sic)	3 75	3 15	3 35	2 70
Glaces et cristaux . .	3 55	4 60	3 50	»	»
Gobeleterie	»	3 35	3 25	3 95	»
Ensemble des ouvriers dans les groupes observés	4 45	3 80	3 85	3 55	3 15

XXI. **Mêmes constatations.**

Ouvrières.

INDUSTRIES	1,000 et au-dessus	500 A 999	100 A 499	25 A 99	1 A 24
Mines de houille . .	1 75	1 45	1 65	»	»
» diverses. . .	»	1 75	1 40	1 »	»
Stéarinerie et parfum.	»	2 60	1 55	1 65	1 65
Papeterie	»	1 90	1 50	1 25	1 10
Filat. de lin, chanvre.	»	1 60	1 25	1 25	»
Fab. draps et molletons	1 35	»	1 65	1 65	0 85
» tapis	»	1 75	1 65	2 25	2 75
Filature de soie . .	»	1 75	1 10	1 55	»
Tissage de soie. . .	»	1 65	2 30	2 »	1 30
Teinturerie, apprêts .	»	2 45	2 05	2 »	»
Métallurgie (fer) . .	1 75	1 65	1 90	1 60	»
Horlogerie et bijoux .	2 00	»	2 30	»	»
Faïence et porcelaine	2 20	1 80	1 85	1 50	0 90
Ensemble des ouvrières dans les groupes observés	2 15	1 80	1 80	1 80	1 60

On voit par ces tableaux que c'est, à conditions égales, la grande industrie qui, somme toute, paye les plus hauts salaires. Ceci va à l'encontre de cette affirmation, souvent répétée, que la société anonyme est une puissance sourde, aveugle et sans cœur, et qu'elle n'a pas pour l'ouvrier la sollicitude presque paternelle du petit patron.

A l'actif encore de la grande industrie, cette remarque de l'Office du travail (page 22) « que les grands établissements assurent à leur personnel plus de fixité, évitent les fluctuations fréquentes et rapides du chiffre du personnel et tendent à diminuer le chômage ».

Terminons cette étude sur le salaire en France par le tableau d'ensemble que fournit l'Office du travail (page 26, introduction).

XXII. Résultats d'ensemble quant aux salaires moyens en France.

	1840-45	1853-57	1860-65	1874	1891-92
Ensemble des ouvriers. — Départements	2.07	»	2.76	»	3.90
Ensemble des ouvrières. — Départements	1.02	»	1.30	»	2.15
Personnel ouvrier des mines de houille	2.10	2.35	2.60	3.56	4.20
Maçon. — Départements .	»	2.25	»	3.15	4.05
Maçon. — Paris	4.15	4.25	5.25	5.50	7.50

La hausse est la plus forte dans les industries extractives. C'est un point sur lequel nous aurons à revenir.

Enfin, voici le salaire des professions du bâtiment à Paris, en Nombres indicateurs, donné par l'Office du travail (page 274), de 1842 à 1880. L'année 1880 est l'aboutissant indicateur. Les prix effectifs, en francs, pour 1880 sont donnés dans la dernière colonne, d'après les documents fournis par MM. les architectes.

XXIII. Professions du bâtiment à Paris.

PROFESSIONS	1842	1852	1863	1873	1880	1880
						Fr.
Terrassier.	50	50	73	73	100	5.50
Maçon.	55	57	70	73	100	7.50
Garçon maçon . . .	49	52	67	70	100	5 »
Tailleur de pierres . .	55	57	73	73	100	7.50
Ravaleur	47	50	70	75	100	10 »
Charpentier	50	62	75	75	100	8 »
Couvreur	73	77	80	83	100	7.50
Garçon couvreur . .	70	75	80	85	100	5 »
Ajusteur couvreur . .	55	55	63	72	90	7.25
Menuisier	46	50	53	71	100	7 »
Serrurier	44	46	55	69	90	7.25
Homme de peine . .	31	31	48	76	95	5.25
	625	662	807	894	1,175	»

Les résultats qui se dégagent nettement de cette étude des salaires en France sont :

1° Que le salaire a augmenté surtout pendant la seconde moitié du siècle;

2° Que cette augmentation est due au développement de la grande industrie;

3° Que la hausse s'est étendue non seulement aux travailleurs industriels proprement dits, mais encore aux ouvriers des champs et à ceux du bâtiment;

4° Que sa force ascensionnelle dans les trois directions a été presque identique et qu'elle s'exprime par le rapport de 52 à 100, en d'autres termes qu'elle a été de 92 p. c. environ.

A ces conclusions, ajoutons encore celles-ci, que nous renseigne explicitement l'Office du travail :

5° La durée du travail journalier ressort à dix heures et demie environ pour l'ensemble des établissements de l'industrie privée. Dans ceux de l'Etat, elle est de dix heures un quart (p. 62). Dans la première moitié du siècle, elle était de quatorze heures environ;

6° Le nombre de femmes et d'enfants employés par l'industrie diminue. Lors de l'enquête de 1860-65, la proportion était encore de 35 p. c. (p. 267); en 1891-93, elle n'est plus que de 26 p. c. (p. 13). La composition du personnel sur 674,000 ouvriers touchés par l'enquête est de :

Contremaîtres	3 p. c.
Ouvriers adultes	71 p. c.
Ouvrières adultes	18 p. c.
Enfants et apprentis des deux sexes . . .	8 p. c.

En France, comme en Belgique et en Angleterre, la grande industrie tend à substituer le travail des forts à celui des faibles, à réduire le temps de la journée-travail et à accroître les salaires. Toutes ces conquêtes sont des pas en

avant dans les voies civilisatrices. Elles sont toutes les suites logiques de l'évolution capitaliste dans la grande industrie, puisqu'elles se retrouvent partout où celle-ci entre en scène et à partir du moment où elle y apparaît.

Ces résultats, attestés par toute une légion de faits et de chiffres concordants, il nous sera bien permis de les opposer aux affirmations, d'ailleurs non documentées, d'un des chefs de la doctrine collectiviste. (Em. Vandervelde : *Le Collectivisme et l'évolution industrielle*, p. 114. Paris, 1900.)

« Tandis que la tendance à réduire le salaire au minimum, à prolonger jusqu'à ses limites les plus extrêmes la journée de travail, à remplacer l'ouvrier par la machine, l'homme adulte par sa femme et ses enfants, afin d'accroître sans cesse le profit, reste la préoccupation dominante, inévitable, de la production capitaliste, elle engendre en même temps, creusant sa propre tombe, les forces révolutionnaires, qui s'organisent, prennent conscience de leurs moyens et de leur but et constituent, dès à présent, dans les entrailles de la société moderne, le puissant embryon de la société collectiviste. »

C'est le finale d'un des chapitres du leader socialiste. La phrase est un peu lourde et empêtrée d'incidentes, à la mode d'Allemagne. Elle eût été allégée et rendue plus française à être vidée des erreurs qui la gonflent. Telle qu'elle est, elle est de point en point le contre-pied de la vérité.

Car, précisément, la tendance générale de l'évolution industrielle, quels que puissent être les efforts en sens inverse de quelques isolés, cette tendance générale que M. Vandervelde incrimine est nettement d'augmenter les salaires, de réduire le temps de travail, de remplacer par l'homme adulte et par la machine l'enfant et la femme. Les faits qui le prouvent sont en telle masse accumulés, qu'ils font crouler sous leur poids toute dénégation.

Mais il semble bien que les faits importent peu au leader socialiste et que ses préoccupations soient ailleurs. Il veut

reprendre et affirmer une fois de plus, au nom de son église, les axiomes de la doctrine marxiste, tels que les reproduit encore le texte officiel, édité sous le patronage du Parti ouvrier belge. (*Le Manifeste du Parti communiste*, par K. Marx et F. Engels. Bruxelles, 1896.)

« L'ouvrier moderne, loin de s'élever avec les progrès de l'industrie, descend toujours plus bas, au-dessous même du niveau des conditions de sa propre classe. Le travailleur tombe dans le paupérisme, et le paupérisme s'accroît plus rapidement encore que la population et que la richesse.

» La machine efface toute différence dans le travail et presque partout réduit le salaire à un niveau également bas.

» Plus l'industrie moderne progresse, plus le travail des hommes est supplanté par celui des femmes.

» Mais la bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui doivent lui donner la mort; elle a produit aussi les hommes qui manieront ces armes, les ouvriers modernes, les prolétaires. »

Les accusations de M. Vandervelde ne sont que la paraphrase de ces anathèmes aussi erronés que célèbres. Mais si l'erreur de Marx était excusable en raison des spectacles douloureux qu'il avait sous les yeux, celle de son commentateur l'est-elle encore, alors qu'il lui eût suffi de la moindre enquête pour reconnaître combien tout a changé depuis un demi-siècle? Est-ce la recherche de la vérité qui l'a poussé, ou n'est-ce pas plutôt le besoin d'affirmer encore et obstinément et malgré tout un dogme de combat qui doit exciter et soulever les ouvriers de l'industrie contre ceux qui les emploient et qui les guident?

Pas un fait, pas un chiffre n'est du côté de ces accusations; tous sont contre elles. Le lecteur jugera si telle œuvre est d'un homme de science, soucieux de vérité, ou s'il convient plutôt de lui donner un autre nom.

France (suite) : Baisse du prix des subsistances. — Effets du régime protectionniste. — Hausse des loyers. — Le XIX[e] siècle double les ressources du travailleur français.

Il nous reste à considérer, comme nous l'avons fait pour l'Angleterre, dans quelle mesure la hausse des salaires a augmenté le bien-être des masses profondes dont elle a été relever les conditions de vie. Y a-t-il eu simultanément baisse des produits ? Ou bien le système protectionniste que la France a repris depuis 1880 a-t-il fait renchérir tous les objets d'emploi général ? Interrogeons encore une fois les chiffres, ils répondront avec clarté.

Les publications de l'Office du travail mettent en parallèle le budget d'une famille de six personnes pendant les périodes 1849-53 et 1895-96. Ces dates sont bien choisies, en ce sens que c'est surtout à partir de 1853 que les salaires montent, mais il est à remarquer que l'Empire ne proclama que plus tard le libre échange. L'Office du travail compare donc deux périodes de régime protectionniste. S'il eût eu le souci de montrer ce que coûte au peuple français la politique douanière par laquelle il prétend protéger le travail national, il eût dû comparer 1863, par exemple, avec 1896.

Quoi qu'il en soit, et comme notre tâche est d'exposer quelle est la situation économique échue au prolétariat depuis l'essor de la grande industrie, les dates choisies par l'Office du travail répondent à notre objet. Nous citons donc comme éléments d'appréciation le tableau représentant à ces deux époques le budget annuel d'une famille de six personnes, en supposant la même consommation en 1853 et

en 1893. (*Salaires et durée du travail dans l'industrie française*, tome IV, p. 281.)

XXIV. Budget annuel d'une famille de six personnes. Principales denrées.

DENRÉES	QUANTITÉS	PRIX UNITAIRES		DÉPENSE RÉELLE	
		1849-53	1893	1849-53	1893
		Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
Pain, 1re qualité.	1,000 kil.	0.36	0.274	360	548
Pain, 2e qualité .	1,000 »	0.30		300	
Bœuf	60 »	0.82	1.241	49	74
Mouton. . . .	15 »	0.88	1.313	13	20
Veau	20 »	0.86	1.313	17	26
Porc.	40 »	1.00	1.429	40	57
Beurre	40 »	1.60	2.488	64	100
Œufs	60 douz.	0.47	0.853	28	51
Pommes de terre.	1,100 kil.	5.66	8.50	62	93
Vin	300 litres	0.37	0.41	111	123
	Dépenses totales. . fr.			1,044	1,092

Voici maintenant un tableau plus détaillé, qui tient compte des périodes intermédiaires. C'est le budget annuel d'un ouvrier du bâtiment à Paris. Il est donc grevé, non seulement des droits perçus par l'État, mais encore de l'octroi à Paris. Ce sont là charges arbitraires et variables de décade en décade et qui ne permettent d'autre conclusion que celle-ci : Etant donné, d'un côté, les efforts de l'industrie pour abaisser le coût des substances alimentaires, de l'autre la tendance des pouvoirs publics, en France, à les grever d'impôts de plus en plus lourds, on peut constater qu'à cinquante ans de distance ces deux tendances se sont fait équilibre. En effet, le coût de la vie n'est guère plus élevé en 1884-93 qu'en 1844-53. Le tableau que nous donnons est emprunté au tome IV de *Salaires et durée du travail en France*, page 282.

XXV. Budget annuel d'un ouvrier du bâtiment à Paris.

DENRÉES	QUANTITÉS	VALEUR EN FRANCS				
		1844-53	1854-63	1864-73	1874-83	1884-93
Pain	800 kilos	268	312	316	328	304
Viande	150 »	150	170	204	214	194
Charcuterie. . .	20 »	33	37	36	35	34
Poisson	30 »	26	26	25	22	18
Beurre	10 »	22	23	29	33	32
Œufs.	200	10	12	15	19	17
Sucre.	20 kilos	30	29	28	27	21
Sel	20 »	7	5	4	4	4
Vin	400 litres	216	264	252	276	236
Vinaigre. . . .	10 »	4	5	4	5	4
Huile à manger .	10 »	14	18	18	18	15
Pommes de terre .	2 quinteaux	8	12	14	14	12
Huile à brûler . .	20 litres	25	28	30	28	23
Charbon de bois .	10 hectolitres	40	39	39	39	36
Houille	10 quintaux	33	40	38	39	33
Bougies	10 kilos	45	30	21	12	10
		931	1052	1073	1093	993

Il est à remarquer que tout ce que fournit l'industrie a beaucoup baissé de prix dans ce budget : le sucre, le sel, l'huile à brûler, la houille, la bougie ; le coût en a diminué de 140 à 91 francs : c'est plus de 50 p. c., ce qui est une baisse correspondant aux *Index Numbers* de Sauerbeck.

Par contre, les aliments fournis par le paysan : le beurre, les œufs, la viande, les pommes de terre, ont haussé de 190 à 225 francs. Mais c'est surtout sur le pain que cette action du paysan-électeur se fait sentir. Le pain est frappé d'un droit énorme : 7 francs à l'hectolitre, dont le résultat doit être de le faire payer cher au consommateur, c'est-à-dire

aux masses profondes des travailleurs industriels, de qui le pain est le principal élément de vie. L'industrie, fidèle à sa mission instinctive, cherche à en diminuer de plus en plus le prix (car la culture du blé en Amérique est aujourd'hui industrialisée : elle se fait exclusivement à la machine, sur de vastes espaces, et l'industrie du transport amène le grain, à un bon marché extraordinaire, du fond du Far West jusqu'au Havre). Tandis donc que l'industrie s'épuise à faire de la vie à bon marché, le paysan, lui, met tout en œuvre pour la renchérir, et quand il n'y parvient pas directement, c'est le gouvernement à qui il enjoint de l'y aider.

La conclusion fort nette qui se dégage de cette rapide étude, c'est qu'en France le paysan a réussi à contrecarrer les efforts de l'industrie pour réduire le coût de la vie dans les proportions où elle y est arrivé en Angleterre. Le gouvernement a aidé le paysan à cette œuvre, et tout ce que l'industrie a pu faire, c'est d'équilibrer, à cinquante ans de distance, les surtaxes et les renchérissements que les paysans de France ont imposé aux ouvriers de France.

On pourrait alléguer qu'entretemps l'industrie s'est fait protéger à son tour. Il n'en reste pas moins qu'elle a considérablement réduit le coût de ses produits, tandis que l'agriculture n'a cessé de majorer les siens.

L'Office du travail ne donne pas de statistique comparative pour le prix du vêtement : coton, laine, lin ; mais le prix de ces fabricats dépend, avant tout, de ceux de leurs matières premières, et chacun sait qu'elles ont considérablement baissé depuis cinquante ans. Si la comparaison entre budgets avait compris le vêtement, les remarques que nous faisons plus haut au sujet des bienfaits de l'industrie opposés aux exactions de l'agriculture y puiseraient une force nouvelle.

* * *

Par contre, l'Office du travail aborde la question des

loyers, sur laquelle les documents anglais sont muets. Voici ce qu'en disent ceux de la France (p. 285) :

« En ce qui concerne la variation du prix des loyers, les documents précis font défaut. Il a bien été fait une enquête en 1844 sur le prix habituel du logement d'une famille d'ouvriers, mais cette enquête n'a pas été renouvelée. On peut essayer d'utiliser les chiffres publiés sur les valeurs locatives par l'administration des contributions directes. Les valeurs locatives des habitations imposables ont été appréciées en 1841; la valeur moyenne par habitant ressortait alors à 15 francs, tandis que lors de l'enquête de 1887-89 elle atteignait 41 francs. Admettons que le coût des loyers ait augmenté parallèlement, ils auront presque triplé.

» En 1844, le loyer ordinaire d'une famille ouvrière à Paris était estimé par la préfecture de police à 117 francs; aujourd'hui, le chiffre devrait être de 320 francs. En France, le loyer annuel d'une famille d'ouvriers était estimé en 1889 à 100 francs; en 1850, on l'évaluait à 40. »

Ces données vont nous permettre de constituer le budget d'un ouvrier du bâtiment parisien, vivre et logement d'une part, salaire de l'autre, depuis 1844 jusqu'en 1893, en combinant les tableaux XXII et XXV.

Prenons celui d'un charpentier, — salaires en 1880. Ce salaire n'a plus guère augmenté. Nous l'appliquons à la dernière période du tableau XXV 1884-1893 et comptons deux cent soixante-quinze jours de travail par an, cinquante-cinq jours de repos et de fêtes, vingt jours de maladie ou de ballade.

Pour la période 1874-83, nous admettons le même salaire, réduit à 87 1/2 p. c.; pour la période 1864-73, les 3/4 du même salaire; pour 1854-63, les 67 1/2 p. c.; pour 1844-53, les 56 p. c., — tous ces pourcentages étant intermédiaires entre ceux fournis de 1842 à 1880 par le tableau XXII.

Quant au logement, nous l'augmentons de 50 francs par

période, partant de 120 francs pour 1844-53, de façon à aboutir au chiffre actuel de 320. Tous ces éléments mis en œuvre nous donnent le tableau que voici :

XXVI. Moyenne des recettes et des dépenses d'un charpentier parisien par période décennale de 1844 à 1893.

PÉRIODES	NOURRITURE CHAUFFAGE ÉCLAIRAGE	LOGEMENT	TOTAL DES DÉPENSES	RECETTES SALAIRES	EXCÉDENT
	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs
1844-53	931	120	1,051	1,232	181
1854-63	1,052	170	1,222	1,485	263
1864-73	1,073	220	1,295	1,650	355
1874-83	1,093	270	1,313	1,925	612
1884-93	993	320	1,353	2,200	847

Nos calculs sont évidemment des approximations; tous sont le résultat de moyennes, et nous avons dit déjà dans quelle mesure les moyennes sont démonstratives. Elles ne révèlent avec certitude qu'une tendance. Mais lorsque des moyennes ponctuent la marche régulière d'un phénomène dans la même direction pendant cinquante ans, on peut accepter l'orientation qu'elles donnent comme l'expression d'une vérité incontestable. Il est certain donc que la situation de l'ouvrier en France s'est graduellement améliorée, pendant toute la seconde moitié du XIXe siècle, de décade en décade.

Tâchons maintenant de chiffrer cette amélioration et d'en trouver le pourcentage d'une façon aussi précise possible.

* * *

Nous avons vu page 13 que la situation matérielle de l'ouvrier anglais s'était améliorée au cours du XIXe siècle dans la proportion de 100 à 338. Pour la France, il nous faut

remarquer d'abord que les éléments remontant au début du siècle nous font défaut. Nous n'en avons guère qui soient précis et concordants que depuis 1840.

A cette époque, les heures de travail allaient de 14 à 13 h. 1/2 par jour. Prenons ce dernier chiffre. Elles sont aujourd'hui réduites à 10 en moyenne. Les salaires ont augmenté de 92 p. c. Quant aux dépenses de vivre et de loyer, nous avons vu que, somme toute, elles ont augmenté. Pour Paris, cette majoration serait de 30 p. c., dus surtout au progrès des loyers. Si l'on compte toutefois l'ensemble de la France, nous pensons que le coefficient 120 est une bonne approximation des dépenses accrues : vivre, couvert et gîte, c'est-à-dire que ce qui coûtait 100 en 1840 en coûte 120 en 1895.

Mettant tous ces éléments en œuvre, nous arrivons à ce résultat que de 1840 à 1895 la condition matérielle du travailleur français s'est améliorée dans la proportion de 100 à 203. Pour ne point outrer la précision en une matière où tout est calcul de moyennes, disons dans la proportion de 1 à 2.

Il n'est que juste toutefois de faire remarquer que ce qui vient améliorer encore sa situation présente, c'est que les institutions patronales, qui n'existaient pas il y a cinquante ans, se sont développées partout dans la grande industrie française : secours gratuits en cas de maladie, chauffage gratuit, logements à bon marché, économats, caisses et pensions de retraite, etc. Il y a là un avantage important qu'il est impossible de chiffrer, mais qu'il faut mentionner à l'honneur des industriels français.

Ni le grand usinier, ni même la société anonyme ne sont, comme l'affirment trop souvent les collectivistes, « des coffres-forts sans entrailles et sans cœur ». Tandis qu'il y a cinquante ans l'ouvrier n'était qu'un instrument qu'on payait d'un salaire argent, sans s'en inquiéter davantage, aujourd'hui il est traité en homme, en faveur de qui parle et agit le profond

sentiment de fraternité et de solidarité qui unit tous les travailleurs, qu'ils soient patrons ou ouvriers. Cette modalité nouvelle est l'évolution morale de l'industrie. Nous la notons et la saluons au passage.

Cela dit, on voit que néanmoins l'ouvrier anglais est beaucoup mieux loti que son camarade français. L'unique cause en est dans le régime protectionniste adopté par la France et dont on aperçoit, par ces faits et par ces chiffres, que le fardeau retombe surtout sur les épaules des travailleurs industriels, sur leurs femmes et sur leurs enfants.

Les mauvais effets en sont annulés et même dépassés par les conséquences heureuses qu'a développées le régime industriel nouveau. Par l'afflux de plus en plus considérable de capitaux, il a augmenté graduellement les salaires et diminué graduellement le prix de ses produits. Grâce à lui sont compensées les suites funestes de tant de guerres et de tant de désastres, inscrites au Grand-Livre pour une dette de 3o milliards; grâce à lui, leur rente, que le peuple paye en mangeant son pain quotidien, pèse aujourd'hui moins lourdement sur le dos du pauvre homme.

France (suite) : Le peuple se nourrit beaucoup mieux. — Il boit aussi beaucoup plus. — Budget annuel de quatre milliards en vins, cidres, bières, alcools. — Progrès rapides de l'alcoolisme dans les villes et dans les campagnes.

Si la conclusion que nous venons de formuler est vraie, il faut nécessairement en trouver la confirmation dans l'amélioration du *standart of life*. De même qu'en Angleterre nous avons constaté, avec la hausse des salaires, une consommation rapidement croissante de tout ce qui nourrit et de tout ce qui vêt, de même devons-nous la retrouver en France. Car l'homme est le même sous toutes les latitudes : dès que ses ressources augmentent, il satisfait plus largement ses besoins; augmentent-elles encore, il se crée de nouveaux besoins, et bientôt ceux-ci veulent être aussi impérieusement obéis — c'est ce que nous allons voir une fois de plus — que ceux qu'il tient de la bonne mère Nature.

Ces corollaires, qui doivent confirmer nos conclusions, faute de quoi celles-ci seraient hypothétiques et sujettes à caution, les faits les justifient au delà même de nos prévisions. La consommation s'est développée en France avec une force qu'un coup d'œil sur le tableau XXVII suffira à mesurer. Nous en devons encore les éléments à l'Office du travail. (*Salaires et durée du travail dans l'industrie française*, tome IV, page 494.) Il donne une vue d'ensemble de l'activité économique de la France à six dates, espacées, de 1840 à 1892. On remarquera dès la première ligne que la population n'a augmenté que de 12 p. c.

XXVII. Activité économique de la France de 1840 à 1892.

DÉSIGNATIONS	1840	1852	1862	1872	1882	1892	Pourcentage de 1840-1892
Nombre d'habitants, en milliers	34,174	35,954	37,518	36,100	37,780	38,450	112
Chemins de fer, milliers de kilomètres	0.4	3.8	11	18.7	28.6	38.3	9,600
Commerce extérr général, millions de francs, importation	1,052	1,392	2,899	4,501	5,962	5,136	488
Commerce extérr général, millions de francs, exportation	1,011	1,680	3,049	4,756	4,764	4,551	450
Objets fabriqués, millions de francs, importation	50	52	151	452	775	615	1,230
Objets fabriqués, millions de francs, exportation	611	840	1,360	1,905	1,888	1,879	302
Milliers d'établissemts possédant des machines à vapeur	3.2	6.5	15	23.4	37.5	47.7	1,480
Puissance, milliers de chevaux	34.3	75.5	205.6	338.3	611.8	965.9	2,800
Evaluation de la consommation moyenne annuelle, périodes de dix ans							
Froment, millions d'hectolitres	66	72	81	81	98	103	156
Pommes de terre, millions de quintaux	65	41	100	»	99.4	133.7	205
Bœuf, mouton, porc, millions de kilogrammes	671	834	973	»	1,240	1,393	207
Café, milliers de tonnes	14	17	29	40	53	68	485
Coton et laine, consommat. intérieure, milliers de tonnes	53	72	»	80	111	177	334
Sucre, milliers de tonnes	108	137	235	285	371	453	420
Fonte » »	348	522	1,091	1,208	2,039	2,057	590
Acier » »	245	320	701	1,025	1,531	1,511	610
Boissons alcooliques et tabacs							
Vins, millions d'hectolitres	20	24	22	43	45	47.3	236
Cidres » »	7.2	10.8	7.5	8.7	11.6	12.5	173
Bières » »	3.6	4.2	6.3	7.2	»	9	250
Alcool pur, milliers d'hectolitres	450	605	800	940	1,200	1,600	355
Tabac, milliers de tonnes	13	18.5	26.1	29.8	31.6	35.8	275

Les pourcentages sont calculés en partant non de l'unité, mais de 100.
La population a donc été portée de 100 à 112, la consommation de l'alcool de 100 à 355, et ainsi de suite.

La première partie de ce tableau témoigne du développement industriel qu'a pris la France surtout depuis 1852 et montre une fois de plus qu'il est la cause initiale des formidables changements qui se sont opérés dans la vie populaire.

Ceux-ci sont tellement extraordinaires qu'on est tenté de se demander d'abord s'il n'y a pas erreur dans les données de l'Office du travail. Nous les avons trouvées confirmées d'autre part et devons les tenir pour exactes.

Donc, pour une population qui en cinquante ans n'a augmenté que de 100 à 112, la consommation du blé a été portée de 100 à 156, celle de la viande et des pommes de terre a plus que doublé, celle du sucre et du café a plus que quadruplé, celle des vêtements, laine et coton a passé de 100 à 234. Tout cela peut s'ajuster d'ailleurs à un salaire doublé. Remarquons, en effet, que le gros de la dépense d'un ménage ouvrier est en pain, dont la consommation n'a augmenté que de 39 p. c. L'augmentation des dépenses sucre, café, vêtements paraît considérable en pourcentage, mais est minime en fait. Si un ménage qui prenait 10 francs de café en 1840 en prend 30 en 1895, le pourcentage monte à 300 p. c., alors que l'augmentation de dépense réelle n'est que de 20 francs.

Mais ce sont surtout les consommations alcooliques dont il faut relever la redoutable aggravation.

Le vin, le cidre et la bière ont, dans leur ensemble, plus que doublé; l'alcool a passé de 100 à 355! On a longtemps prétendu que l'usage des boissons alcooliques suppléait à l'insuffisance de l'alimentation quotidienne; or, voici l'alimentation beaucoup plus riche et les boissons progressant encore plus. On a professé aussi — et cette doctrine est encore en pleine vogue — que les boissons dites hygiéniques élimineraient l'alcool; or, voici ces boissons en grand progrès et l'alcool augmentant encore plus. En réalité, l'expérience en grand poursuivie par la France pendant cinquante ans prouve combien toutes ces opinions complaisantes, tendant

à excuser un vice en l'interprétant comme un besoin ou comme une faiblesse passagère, sont fallacieuses et erronées.

La vérité est que les boissons alcooliques créent un penchant redoutable qui devient plus exigeant à mesure qu'on le satisfait. Ce penchant s'est donc insensiblement accru avec le développement du salaire et des ressources quotidiennes. Et ainsi la France tend à tomber du côté où elle penche de plus en plus, vers l'alcoolisme intensif; de la plus sobre des nations européennes qu'elle était au début, elle est devenue, au cours de ce siècle, la plus alcoolisée. Et encore les documents de l'Office du travail ne disent-ils qu'une partie de la vérité.

* * *

Il importe d'abord de faire remarquer en quoi ce développement de l'alcoolisme touche particulièrement notre sujet. La consommation de l'alcool se répartit en France fort irrégulièrement. Tout le sud de la Loire et le bassin du Rhône en sont relativement indemnes. C'est à peine si elle y est de trois litres à 50° par habitant en 1891, d'après les documents officiels. Il est vrai que probablement y supplée l'alcool distillé sur place par les bouilleurs de cru. En tous cas, il est certain que la consommation est surtout considérable dans tout le Nord, le Nord-Est et le Nord-Ouest, c'est-à-dire dans la partie industrielle du pays. L'alcool a suivi l'industrie et les hauts salaires : c'est pourquoi il relève de cette étude.

Voici, au cours du siècle, quels sont ses progrès. Nos chiffres sont empruntés, jusques et y compris 1886, au rapport de M. Claude (des Vosges), fait au nom de la Commission chargée par le Sénat français d'une enquête sur la question et annexé au procès-verbal de la séance du 7 février 1887; pour les années ultérieures, nous nous en référons aux statistiques officielles.

La consommation moyenne par décade s'établit comme suit, en alcool à 50° et par habitant :

De 1830 à 1839	. . . .	2.41 litres
» 1840 à 1849	. . . .	3.28 »
» 1850 à 1854	. . . .	3.40 »
» 1855 à 1860	. . . .	4.52 »

On remarquera l'aggravation subite à cette époque, que nos données antérieures tendent toutes à identifier avec l'essor de la prospérité industrielle.

De 1860 à 1869	. . . .	4.80 litres
» 1870 à 1879	. . . .	5.40 »
» 1880 à 1886	. . . .	7.74 »
1896	. . . .	8.08 »
1897	. . . .	9.08 »
1898	. . . .	10.16 »
1899	. . . .	9.62 »
1900	. . . .	9.76 »

De 1830-39 à 1900, la progression est de 100 à 405.

Ce sont là les chiffres officiels, mais ce n'est pas toute la réalité. Il y a les bouilleurs de cru, de qui la production échappe au fisc, d'abord en raison de leur privilège, ensuite en raison de la fraude, qu'ils ne se font pas faute d'exercer largement.

Cela résulte des révélations de la Commission du Sénat. Son rapport établit (tome I, n° 42, annexe II, page 40) qu'environ 400,000 hectolitres d'alcool pur sont fraudés dans les régions qui distillent le vin. Et les pays du cidre en fraudent au moins autant. Ces chiffres sont fournis par M. le sénateur Claude (des Vosges), président de la Commission, et par M. Belle, pour les alcools de vins ; par M. Levillain, président du Syndicat de la Seine-Inférieure, pour les alcools de cidres. Enfin, M. Luzet, de la Haute-Savoie, les confirme par ses recherches, en estimant la

fraude comme suit en 1884 (Rapport, tome II, page 191) :

Cidres et poirés	640,000	hectol.	d'alcool	pur.
Vins, marcs et raisins secs .	427,000	»	»	»
Cerises et prunes	5,000	»	»	»
Soit.	1,072,000	»	»	»

L'étude de M. Luzet est très approfondie. Elle examine la fraude en détail :

1º Chez les propriétaires qui cultivent avec intention, en vue d'une grande récolte, des produits à distiller;

2º Chez ceux qui achètent des grains soi-disant pour les bestiaux et qui les distillent;

3º Chez ceux qui distillent d'autres produits que ceux qu'ils ont récoltés;

4º Chez ceux qui achètent les produits de leurs voisins;

5º Chez ceux qui, sous le couvert du titre de bouilleur de cru, sont distillateurs de profession;

6º Chez l'individu qui parcourt les campagnes pour acheter les produits du cultivateur et du vigneron et qui distille chez ces derniers pour son compte à lui, acheteur;

7º Chez ces grands tripoteurs qui sont tantôt bouilleurs de cru, tantôt bouilleurs-distillateurs de profession et qui ne sont, en somme, que de grands fraudeurs;

8º Enfin, dans les grandes distilleries clandestines, qui sont semées un peu partout.

Et il donne des détails circonstanciés sur les procédés employés par les fraudeurs dans quarante et un départements.

Cette étude, très documentée, établit l'existence d'une fraude considérable : au moins un million d'hectolitres d'alcool pur. Le rapport de M. Claude (des Vosges) mentionne encore une note publiée par un syndicat de négociants et d'industriels qui s'appuient sur le rapport de M. Cavalié, député du Tarn, pour porter à deux millions d'hectolitres la quantité d'alcool frauduleusement soustraite à l'impôt

(p. 302). Nous ne la mentionnerons toutefois que pour donner plus de crédit à l'estimation plus modeste de M. Luzet. Il s'agit peut-être, d'ailleurs, d'alcool à 50 degrés; on oublie fréquemment de préciser s'il s'agit d'alcool pur ou d'eau-de-vie à 50 degrés.

Et cet oubli, par parenthèse, donne parfois lieu à des erreurs déroutantes pour le lecteur. Ainsi M. E. Levasseur, dans son beau et savant traité *L'Ouvrier américain* (t. II, p. 22), introduit la note que voici :

« En France la consommation de l'alcool payant le droit général de consommation était de 4.02 par tête en 1894; elle n'était que de 1.46 en 1850. En 1891, la Belgique avait une consommation de 12 litres, l'Allemagne de 8, la Russie de 3.5, l'Angleterre de 2.7. »

Il y a là une confusion presque inextricable :

La cote pour la France 4.02 en 1894 et 1.46 en 1850 s'applique à de l'alcool pur à 100 degrés; celle de 12 litres pour la Belgique n'est que de l'alcool à 40 degrés. Ce titrage a été choisi par moi-même (1) parce que le genièvre belge est consommé d'ordinaire à cette dilution. Les cotes de M. Levasseur pour l'Allemagne et la Russie sont du 50 degrés; celle pour l'Angleterre est, par contre, du 100 degrés.

Il est donc impossible au lecteur de s'y retrouver. La comparaison n'est praticable que si l'on commence par établir partout un degré uniforme de dilution, soit par exemple 50 degrés. Et alors nous obtenons l'échelonnage suivant :

France,	consommation	1850	litres	2.92
»	»	1894	»	8.04
Belgique	»	1891	»	9.60 (2)

(1) L'*Alcoolisme en Belgique, le mal, les causes, le remède*. Bruxelles, 1893, p. 35 et 36.

(2) Douze litres à 40 degrés font 480 degrés, donc 9.60 litres à 50 degrés.

Allemagne,	consommation	1891	litres	8,00
Russie	»	»	»	3.50
Angleterre	»	»	»	5.40

Ceci, en acceptant comme base les données de M. Levasseur, qui nous paraissent peut-être sujettes à caution, pour la Russie, entre autres. Nous nous contentons de remettre tout au point, c'est-à-dire de comparer entre elles des consommations ramenées à une teneur identique en alcool.

Cela dit, reprenons notre démonstration.

***

Un million d'hectolitres d'alcool pur fraudé est donc venu en France se surajouter, en 1884, à une consommation de 1,500,000 hectolitres frappés par le fisc. La fraude représente les 66 p. c. de la consommation taxée.

Nous n'avons pas de chiffres pour les années plus récentes, mais nous croyons faire la part de toutes les probabilités, en admettant que la fraude, si elle a diminué, n'est pas tombée en dessous de 50 p. c. de la consommation officielle.

Il y a donc lieu, pour établir la consommation actuelle, de majorer de 50 p. c. celle des dernières années (1), ce qui la porte à 14 1/2 litres à 50 degrés par habitant et par an. Celle du Royaume-Uni est d'environ 6 1/2 litres.

Cette consommation équivaut à 5,650,000 hectolitres à

---

(1) Des quantités assez importantes d'alcool vont à viner des vins trop légers, mais il est à remarquer que presque tous ces vins additionnés sont consommés en France, leur bas prix et leur défaut de qualité ne permettant guère de les exporter à grands frais et de leur faire supporter les droits de douane de l'étranger. Le peu qui s'en exporte est largement compensé par la réduction que nous faisons subir à nos estimations, maintenues en dessous des chiffres officiels ou de ceux renseignés par les spécialistes les plus autorisés.

50 degrés. En admettant que cet alcool vaille en moyenne, au détail, 2 francs le litre, cela constitue une dépense de 1,130 millions par an.

Restent le vin et la bière, dont il est intéressant de faire rapidement le compte.

La consommation des vins est montée à 48 millions d'hectolitres, vendus en moyenne, droits et transport compris, 45 francs l'hectolitre. Les cidres et les bières comptent pour 21 1/2 millions d'hectolitres à 25 francs en moyenne. Cela fait un total de 2,700 millions. Avec les 1,130 millions de l'alcool, c'est, en chiffres ronds, environ 4 milliards par an.

Le Royaume-Uni dépense à peu près autant, mais le fisc y frappe l'alcool de 507 francs par hectolitre pur et ne laisse rien passer, ou du moins y tâche ; le fisc français ne prélève que 220 francs par hectolitre pur et laisse couler à flots l'alcool en fraude.

Onze cent trente millions pour l'alcool seul : voilà un joli denier. Ce n'est toutefois pas la dépense qui est surtout regrettable. La France est riche : l'on estime son revenu annuel à environ 25 milliards ; mais les conséquences de cette énorme débauche d'alcool sur la valeur physique et intellectuelle du peuple qui s'y abandonne sont autrement déplorables. L'alcool est de nos jours la cause la plus active de dégénérescence et d'abaissement ; il déprime, démoralise et abrutit l'homme ; il frappe de déchéance l'enfant. Laissons d'ailleurs parler les faits : ils ont une éloquence qu'aucun commentaire n'égale.

Pour des raisons que chacun saisira, nous ne demanderons rien, qu'à des témoignages français.

Voici celui de M. le Dr Raoul Brunon au VIIe Congrès international contre l'abus des boissons alcooliques, Paris, 1899 :

Alcoolisme des ouvriers des villes. — Du samedi soir au lundi,

nos vieilles rues offrent un spectacle attristant(1). On ne peut parcourir cent mètres sans rencontrer un ivrogne titubant au milieu de l'indifférence générale; tantôt il est seul, tantôt il est soutenu par un camarade ou accompagné patiemment par sa femme. C'est le plus souvent un ouvrier qui a déjà bu une grande partie du salaire de la semaine. J'ai vu souvent des vieillards, horriblement ivres, s'accrocher aux murs et suivis ou précédés de leurs fils ou de leurs petits enfants, qu'un tel spectacle ne scandalise nullement.

Ouvriers du fer et du feu. — Les chauffeurs, forgerons, mécaniciens, chaudronniers, boivent beaucoup et leurs habitudes d'ivrognerie sont lamentables. Dans un atelier qui occupe 150 ouvriers, le patron n'en connaît que cinq qui soient susceptibles d'être envoyés en ville pour monter ou réparer quelque machine. Dans ce même atelier, un homme ne buvait pas; *il a dû abandonner Rouen:* ses camarades lui rendaient la vie insupportable et le frappaient...

Aucun de ces ouvriers n'est misérable: ils peuvent se bien nourrir; ils boivent quand même. Les mécaniciens et les chauffeurs du chemin de fer appartiennent à ce même groupe; ils en sont même l'élite. Gagnant de gros salaires (3,600 francs par an environ), ils vivent bourgeoisement et ne se privent de rien. Les provisions nécessaires pour chaque voyage sont contenues dans un panier et comprennent de 500 grammes à un litre d'eau-de-vie ou de rhum. Vins et boissons sont consommées en route à des endroits déterminés; arrivés à destination, les mécaniciens, les chauffeurs et les conducteurs du train ont un rendez-vous dans un café, où ils prennent des liqueurs.

Beaucoup de mécaniciens sont alcooliques. Au point de

C'est une monographie qui s'applique surtout à Rouen et à la Normandie, mais qui est vraie pour la plupart des centres industriels du Nord et de l'Est.

vue social, leur alcoolisme peut avoir des conséquences terribles. Les troubles de la vision, le daltonisme, les hallucinations, peuvent apparaître tout à coup.

Ouvriers du bâtiment. — Voici ce que fait couler d'eau-de-vie la construction d'un chalet à X... Soixante hommes y sont employés : le plus âgé a cinquante-quatre ans, le plus jeune seize. Tous boivent, et pour exprimer leur résistance, ils disent : « Nous avons une bonne « chervelle ». Ils mangent peu : un hareng saur, du pain et du beurre, mais tous les jours ils sont « éméchés ».

Que boivent-ils? Des bistouilles; 15 ou 20 bistouilles par jour. Une bistouille est une tasse de café avec deux grands verres d'eau-de-vie.

Les femmes boivent autant. Une femme et son mari apportent de la brique; ils conduisent chacun un cheval et font quatre kilomètres à chaque voyage. La femme boit autant de bistouilles que l'homme. Leur abrutissement est tel, que pour les heures supplémentaires, ils préfèrent boire une bistouille que de toucher 18 sous de plus que leur salaire.

Menuisiers. — Voici le résultat d'une enquête faite dans un atelier de menuiserie d'une grande ville de Normandie : Cinquante ouvriers; tous boivent, sauf un, qui est un ouvrier exceptionnel et que je connais depuis dix ans. Le contremaître, type du brave homme, boit plus que les autres. On boit du champoreau (café sucré et eau-de-vie). L'homme de peine sort dix fois par jour; chaque fois il rapporte une bouteille de champoreau.

Le contremaître gagne 200 francs par mois; il a 700 fr. de dette chez le cabaretier d'en face.

Ouvriers des quais. — Ces ouvriers se recrutent dans toutes les professions, depuis le cocher jusqu'à l'ancien étudiant, en passant par l'employé de bureau; ils gagnent de 5 à 7 sous par heure et ne travaillent que pour boire. Ils ne dépensent pas plus de 5 à 6 sous pour la nourriture par

jour ; tout le reste passe au cabaretier en échange de boissons terribles.

Il faut citer, comme formant une élite, les charbonniers. Ceux-ci travaillent à la journée; ce sont souvent de beaux hommes, d'une force et d'une agilité remarquables. Ils peuvent gagner 8 à 12 francs par jour. Ils se nourrissent assez bien; ils boivent du café cinq ou six fois par jour, avec 20 centimes d'eau-de-vie chaque fois. Relativement sobres pendant le jour, ils se grisottent tout le soir, et quelques-uns boivent alors tout ce qui leur reste de leur paye. Ils ont de vingt-cinq à trente-cinq ans, et la moitié d'entre eux ont un ménage. Après quelques années de ce régime, leurs forces ont diminué, ils ont l'aspect de vieillards rabougris et tombent de l'aristocratie qu'ils représentaient dans une catégorie inférieure d'ouvriers du port.

Les femmes attendent leurs hommes à la porte du débit. A la longue, l'attente les fatigue ; elles entrent et finissent par boire, comme Gervaise avec Coupeau. Il y a nombre d'ivrognesses parmi elles. On peut les voir abruties, muettes, immobiles dans un coin du débit comme des statues, puis chancelant, tout d'une pièce, les plus ivres soutenues par les autres, qui leur servent de support.

Valeur individuelle de l'ouvrier.— Voici, toujours d'après M. le Dr Brunon, l'opinion d'un des grands industriels de Rouen :

« Dans un personnel nombreux (400 ouvriers), nous avons beaucoup de peine à trouver quelques jeunes gens capables d'apprendre le métier d'ajusteur. Ils ne sont pas capables de la plus petite initiative; la plus légère responsabilité est trop lourde pour eux. Ils préfèrent pousser une brouette dans l'usine que pratiquer un métier. *Le niveau intellectuel baisse rapidement,* comme la taille d'ailleurs. Je citerai une famille-type, grand-père, fils et petits-fils, tous buveurs, dans laquelle l'intelligence et l'habileté professionnelle ont été en diminuant à chaque génération ; les petits-fils sont de

simples manœuvres dans la maison et ne voudraient pas accepter d'autre travail. »

La famille à laquelle mon correspondant fait allusion, ajoute M. le Dr Brunon, est très curieuse. Le grand-père était d'une taille au-dessus de la moyenne; le père est au-dessous de la moyenne; les fils sont rabougris, maigres, presque nains : ils ont reçu plus d'instruction que le père et le grand-père, et cependant ce sont des *minus habens;* ils gagnent 1,000 francs par an; on voulait les pousser à être lamiers, avec des appointements de 3,000 à 3,400 francs par an; ils préfèrent rester manœuvres, ouvrant et fermant les robinets de vapeur au commandement du lamier!

Conséquences économiques. — M. Claude (des Vosges) a dit dans son rapport que l'ouvrier laisse au cabaret la moitié de son salaire quotidien. M. Rochard a calculé que les journées de travail perdues grâce au cabaret représentaient une somme de 1,340 millions; mais l'intérêt de l'ouvrier ne se sépare pas de celui du patron ni de l'intérêt de l'industrie nationale.

Voici, continue M. le Dr Brunon, ce que dit à ce sujet un industriel particulièrement intelligent :

« L'alcoolisme est une cause capitale d'infériorité pour l'industrie française. Elle tend à la ruine du patron et au chômage de l'ouvrier. L'ouvrier sous l'influence de l'alcool produit de moins en moins. Par suite du chômage, il touche moins; il boit au cabaret une partie de sa paye : donc, appauvrissement pour lui.

» Le patron, par suite du chômage de l'ouvrier, a plus de peine à faire exécuter les travaux en temps utile; ils lui coûtent plus cher : donc, réduction des bénéfices.

» Mon industrie a perdu la moitié de ses fabriques, dont l'équivalent a été remplacé par une importation de produits étrangers, obtenus à bas prix, grâce au moindre coût de la main-d'œuvre. »

A cette question : « Quelle est la valeur de vos ouvriers? »,

un commerçant de Rouen me fait une réponse brève, ajoute M. le Dr Brunon :

« Il n'y a plus de bons ouvriers à Rouen : tous boivent. Ils sont plus payés qu'autrefois ; ils travaillent moins et moins bien. Les miens touchent fr. 4.50 à 6 francs par jour. Sur les quais, ils touchent fr. 4.30, y compris les centimes d'assurances. Tous, sans exception, sont des ivrognes. Toute la question sociale est dans l'alcoolisme des ouvriers. »

M. Em. Chevalier, dans son livre : *Les Salaires au XIXe siècle*, page 60, fait déjà des observations qui tendent dans le même sens, quoiqu'elles s'arrêtent à 1880. Nous les reproduisons intégralement :

M. S..., maître de forges dans la Haute-Marne, nous communique une note des salaires mensuels payés de 1823 à 1880 dans la forge dont il est le directeur.

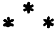
Nature du travail	1823	1830	1840	1850	1860	1870	1880	Augment. p. c.
Chargeurs de fourneaux . . . fr.	33	35	35	40	55	78	115	248
Fondeurs et sous-fondeurs . . .	45	50	50	55	66	85	125	177
Affineurs	66	70	70	75	90	110	140	112
Chauffeurs . . .	70	70	75	75	100	125	150	114
Marteleurs et lamineurs	70	70	75	75	100	125	150	114
Tréfileurs. . . .	»	65	65	70	85	100	120	»

Remarquons encore une fois, en passant, l'augmentation partant entre 1850 et 1860. Or, à quoi a-t-elle abouti ?

Le maître de forges, ajoute M. Em. Chevalier, à qui nous devons ce tableau si intéressant nous fait observer que ses ouvriers reçoivent, à titre gratuit et en sus de leur salaire, le logement, le chauffage, un jardin ou une petite parcelle de terre. Et il ajoute que jusqu'en 1865, malgré le prix élevé du blé, malgré le taux assez faible de leurs salaires, les ouvriers faisaient de sérieuses épargnes, tout en ayant de beaux et nombreux enfants, dont ils faisaient des forgerons comme eux. Aujourd'hui, ajoute-t-il, la majorité n'économise pas, et

une bonne partie n'arrive qu'avec peine à équilibrer son budget.

Ne faut-il pas voir là une boutade un peu trop pessimiste, ajoute M. Em. Chevalier, qui ne se doutait pas de l'étendue du mal. Il apparaît trop clairement, aujourd'hui, que ce n'est pas une boutade, mais la constatation d'un mal de plus en plus alarmant.



Car les centres ouvriers ne sont pas seuls atteints : l'alcoolisme gagne avec une redoutable rapidité les campagnes, c'est-à-dire la réserve des villes et de l'industrie et la ressource la plus précieuse de la race. Voici ce qu'en dit au Congrès de Paris (*VIIe Congrès international contre l'alcool*, tome I, page 302) le Dr Baratier, de Jeugny (Aube) :

« C'est par milliers que l'on rencontre dans nos campagnes des individus déjà touchés par le poison; c'est par milliers que l'on rencontre les malingres, les dégénérés, les fous, les criminels déséquilibrés par la boisson ; le fléau s'étale, se répand, envahit tout, et partout où il passe, il corrompt l'organisme si pur et si sain du paysan de France de jadis.

» Autrefois, l'usage journalier du vin était peu répandu, même dans les contrées vignobles, totalement inconnu dans d'autres. La plus grande partie des produits de la vigne était vendue dans les villes.

» Pendant la saison des vendanges, on goûtait largement le jus de la vigne ou des pommes; on s'invitait à tour de rôle, de voisin à voisin, pour apprécier les qualités des nouvelles cuvées, et après de fortes libations prolongées pendant un certain temps, chacun retournait à ses travaux.

» La boisson principale du paysan était l'eau ; le cidre était gardé pour les veillées des premiers jours de septembre à mars. Aux repas, on buvait peu de vin : il était réservé aux vieillards; ce liquide, pur de tout mélange, ranimait leurs

sens glacés et maintenait leur activité déclinante; les femmes, les servantes, les enfants, petits ou grands, n'en buvaient jamais.

» Pour ces paysans, travaillant la terre, harassés par un labeur pénible et constant, la peau ruisselante de sueur, le corps à moitié nu, à l'époque des semailles, des labours, de la fauchaison ou des moissons, la boisson en grande quantité était absolument nécessaire à leur santé, à leur vigueur. Et cette boisson, c'était l'eau pure, bue en abondance aux champs; ils ne pensaient même pas à boire du cidre ni du vin pur. Et si on leur en avait offert, ils auraient refusé, parce qu'un tel breuvage aurait été une cause d'incapacité de travail. Après quinze, seize ou dix-huit heures de besogne, ils rentraient, mangeaient et se couchaient immédiatement, sans songer à boire.

» Si après de tels labeurs ils couronnaient gaiement les gerbes de blé ou les hottées de vendange par quelques jours de repas joyeux et de franches lippées, ces accrocs donnés par hasard à la sobriété quotidienne ne pouvaient influer en rien sur la forte et robuste complexion de leur corps. Après ces libations fiévreuses, ils redevenaient sobres, n'en gardant dans leur cœur qu'un bon souvenir, sans arrière-pensée de recommencer, et par une longue abstinence ils rachetaient l'orgie d'un jour. »

Une parenthèse. Quoique ceci ne soit pas tout à fait notre sujet, nous continuons ces extraits, parce qu'il est d'un poignant intérêt de voir comment un peuple passe de la sobriété virile, qui a fait sa force et sa grandeur, à l'alcoolisme, qui prépare traîtreusement sa décadence. C'est un vaste drame auquel nous assistons, nous, les hommes d'aujourd'hui, inavertis et insouciants, mais que nos petits-neveux apercevront peut-être tout entier dans ses péripéties. Cela dit, revenons au Dr Baratier :

« Avec la civilisation moderne, l'homme des champs a

voulu laisser aux anciens la sobriété d'une autre époque, et, peu à peu, lentement, mais progressivement, l'ivrognerie a fait son apparition dans les milieux ruraux. »

Qu'on veuille bien nous permettre une seconde parenthèse.

La civilisation moderne n'a rien à voir ici. Le reproche ne supporte guère l'examen. Les principales causes sont ailleurs. Elles sont simplement dans le service militaire personnel, qui a amené et enfermé, pendant des années, la jeunesse des campagnes dans les villes, où elle a appris à boire, et dans la hausse des salaires agricoles et industriels. Voilà les causes positives et palpables du mal. Les données du rapport de Claude (des Vosges) le montrent clairement. Voyez la marche rapide après 1870-1873 :

1870-1873, consommation moyenne.		. . .	4.85 litres à 50°
1874-1876 »	»	. . .	5.48 »
1877-1879 »	»	. . .	5.95 »
1880-1882 »	»	. . .	7.62 »

Quels progrès terrifiants en quelques années. Autant en une décade que de 1830 à 1869 !

L'influence déprimante de la civilisation moderne n'a-t-elle opéré que depuis 1873 ? Et pourquoi en France seulement et pas en Angleterre ? Non, non ! les chiffres sont encore une fois ici des témoins accusateurs d'une implacable éloquence. L'aggravation de l'alcoolisme en France est due à des causes qu'il ne faut chercher qu'en France. Le bien-être matériel accru sans que, simultanément, se renforçât le ressort moral, et alors que celui-ci s'est, au contraire, lentement détendu sous la pression croissante du scepticisme ambiant, voilà le principal mobile qui a poussé les masses vers les satisfactions sensuelles de l'alcool.

Y ont contribué : la liberté des débits votée dès l'avènement de la République ; l'exemple venu des classes supérieures, même dans l'armée; le long séjour de trois ans dans les villes imposé à toute la jeunesse par la nouvelle loi militaire; enfin,

cette circonstance, particulière à la France seule, qu'elle a aujourd'hui 850,000 familles de paysans où l'alcool se distille au foyer paternel.

Fermons définitivement les parenthèses et écoutons le Dr Baratier :

« Le paysan a pris goût à ce breuvage et il en a rapporté les relents à son logis; peu à peu, le nécessaire de chaque jour pris chez lui, à la table commune, a été insuffisant : le vin d'abord a été bu aux repas; la quantité s'en est accrue chaque jour; l'homme a soif, s'attarde à table : il boit sans motifs plausibles; il mange moins : l'appétit se perd et le vin et l'eau-de-vie remplacent la nourriture; au vin est venu s'ajouter l'alcool, avant ou après un simulacre de repas; on en prend à jeun, on en boit entre deux attelées de charrue; on prétexte des indispositions pour en augmenter la ration, pour en tripler l'ingestion journalière, et *on arrive à ne boire que de l'alcool, dix verres, vingt verres par jour*. A l'eau-de-vie naturelle, distillée par le paysan, succèdent les eaux-de-vie de commerce : les toxiques, les dangereux produits de l'industrie, les amers, les absinthes, les vermouths, ne tardent pas à envahir le cabaret et s'introduisent même à la chaumière; le pli est pris, on ne s'arrête plus; nulle considération, nul respect n'entravent la passion horrible, et en peu de temps le paysan sobre est devenu l'alcoolique que l'on rencontre dans nos villages actuels; l'exemple funeste, l'habitude, le manque d'appui moral et l'auberge font le reste.

» L'auberge est toujours pleine, et à côté de l'unique cabaret d'autrefois, d'autres auberges se sont montées. Chez le paysan même, la cuve est là qui le guette, qui le tente, qui l'absorbe; les marcs ne sont plus perdus (dans le temps, on les jetait aux fumiers) : on les recueille aujourd'hui précieusement pour en faire de l'alcool; les menus fruits du verger, pêches, prunes, cerises, sont distillés, et de nos jours, même dans les petits villages, on utilise les céréales, les

betteraves, les pommes de terre, les mélasses, pour fabriquer de la basse eau-de-vie. Il faut de l'alcool : on le prend où l'on peut.

» Dans sa passion pour l'alcool, le paysan ne reste pas seul en cause : il devient, par le fait de son alcoolisme, une cause de déchéance dans sa progéniture ; il crée une hérédité morbide dans ses rares descendants. Cette progéniture conservera cette tare indélébile. Arrivés à l'âge adulte, quand ils y arrivent, les fils de parents alcooliques procréeront à leur tour des débiles, des idiots, des épileptiques, des arriérés cérébraux.

» De ce triste état de choses découle forcément cette dépopulation effrayante qui menace notre pays, et l'abâtardissement des représentants de la société nouvelle. »

Laissons maintenant la parole au Dr Charcot :

« Une goutte de... sang d'un alcoolique contient en germes toute la famille névropathique. Entendez par là toutes les tares et toutes les maladies du cerveau et du système nerveux. Hystériques, épileptiques, aliénés, idiots, imbéciles, dégénérés, tels sont les produits que l'alcoolique verse dans la circulation. Et il n'a pas à se poser la question obsédante : Que faire de mes fils ? L'avenir des siens est tout indiqué : l'hôpital ou l'asile, à moins que ce ne soit la prison. »

Et la part de la prison devient chaque jour plus grande.

M. le Dr Paul Garnier vient de l'établir une fois encore au dernier Congrès d'anthropologie d'Amsterdam : les héros de Cours d'assises sont aujourd'hui des gamins de seize à vingt ans.

La progression des adolescents va en s'accentuant. En moins de treize ans, de 1888 à 1900, la criminalité juvénile est devenue six fois plus fréquente que la criminalité adulte.

Tous ces désordres qui se manifestent sourdement dans la nation ne sont pas sans remplir de crainte les gens de cœur.

Aussi, comprend-on l'adresse suivante envoyée à leurs compatriotes par les médecins du Finistère. Nous l'empruntons au journal *L'Alcool*, juin 1899 :

« Nous soussignés, médecins, résidant dans le département du Finistère :

» Considérant que l'alcool porte des atteintes de plus en plus funestes aux forces vitales de la France et se révèle comme l'ennemi le plus dangereux que notre pays ait encore rencontré ;

» Ne pouvant rester spectateurs impassibles d'un fléau dont plus que personne nous pouvons scruter les profondeurs, et qui menace de destruction notre race tout entière ;

» Parlant au nom de l'hygiène, de la santé publique et de l'intérêt national, nous déclarons que :

» L'alcool sous toutes ses formes est un poison.

» L'alcool ne soutient ni ne réchauffe : c'est un excitant dangereux qui dégrade tous les organes, les affaiblit et les rend incapables de résister efficacement aux maladies même légères.

» L'alcoolisme attaque le buveur non seulement dans sa personne, mais dans sa postérité : la plupart des enfants d'alcooliques sont atteints d'épilepsie, de haut mal, d'hystérie et sont inféconds.

» L'alcool remplit d'aliénés les asiles publics et de criminels les prisons.

» L'alcool est un des facteurs les plus importants de la dépopulation qui amoindrit notre pays, et il tend à ruiner sa puissance militaire (1).

» Nous adressons à nos compatriotes les plus chaleureuses, les plus pressantes, les plus patriotiques exhorta-

---

(1) Et ce ne sont pas là menaces exagérant la vérité afin d'effrayer salutairement. M. le docteur Bertillon, dans une lettre adressée au *Temps* (23 juin 1902), établit que la diminution cons-

tions, les suppliant — s'ils veulent que la France reste la France — de se garder de l'alcool et des apéritifs comme des plus dangereux de tous nos ennemis.

» Nous adressons aux pouvoirs publics un respectueux mais énergique appel, les sollicitant de mettre un terme à l'invasion du pays par l'alcool et de s'opposer à la dégénérescence nationale, certaine et prochaine si des mesures efficaces ne sont pas bientôt prises. »

Suivent soixante-huit signatures.

* * *

Nous publions une fois de plus cette véhémente requête, sans aucun espoir d'ailleurs de la voir ébranler l'indifférence ambiante. Voilà trois ans qu'elle a été publiée, n'ayant provoqué aucune initiative ni éveillé même aucune attention. Chacun court à ses affaires ou à ses plaisirs et n'écoute qu'à regret et d'un esprit distrait et incrédule ceux qui demandent un grand effort en faveur du bien général.

Quant aux pouvoirs publics, l'alcool les toise en maître. Il est omnipotent et intangible. Par les flots d'or qu'il verse à l'Etat, il règne et s'impose, non moins que par l'armée immense de fidèles enchaînés à son triomphe. La France, au début du XXe siècle, a 450,000 cabaretiers et 850,000 bouilleurs de cru, sans compter — car ils sont aujourd'hui une

---

tante du nombre des naissances assure, d'ores et déjà, la réduction du contingent militaire annuel jusqu'en 1919.

Les	années	1896-1900	ont fourni par an	330,000	conscrits
»	»	1901-1905	en fourniront	328,000	»
»	»	1906-1909	»	317,000	»
»	»	1910-1914	»	300,000	»
»	»	1915-1919	»	295,000	»

Ce sont là chiffres terriblement éloquents en leur froide rigidité et sur la signification desquels il n'y a pas à épiloguer, et il n'y a guère à douter non plus que la source du mal soit l'alcool.

innombrable légion — ces sombres masses d'hommes pour qui l'alcool est seul synonyme de bonheur. Tous sont électeurs, même ces centaines de milliers que l'alcool a déjà frappés de déchéance intellectuelle. Ils sont une part importante du peuple souverain.

Le XIXe siècle a vu, grâce à la poussée de la France, le sort des Etats passer aux mains des multitudes. La puissance aveugle et imbécile du nombre décide de nos destinées, alors que le nombre n'écoute que ses intérêts momentanés et ses passions éternelles (1). La voix calme et impérieuse du devoir et de l'intérêt collectif ne se fait entendre qu'à une élite. Comment, où trouver, dès lors, dans l'Etat moderne le levier qui tirera le pays du gouffre de l'alcool dans lequel il s'enfonce lentement.

Il nous peine de dire que pour l'heure rien ne paraît. Chaque fois que ce redoutable problème s'est posé devant les Chambres françaises, il a été écarté avec la préoccupation visible de ne pas compromettre le sort de l'élection prochaine (2). Il apparaît de plus en plus que le gouvernement représentatif, tel qu'il est pratiqué par l'Europe occidentale, est un instrument imparfait et dont la durée sera transitoire. Basé sur l'égoïsme du plus grand nombre et nommant des mandataires payés, dont la première préoccupation est de voir leur mandat renouvelé, il n'aboutit le plus souvent qu'à agir dans le sens des poussées et des passions du moment. Gouverner, c'est prévoir.

---

(1) En 1875, des considérations plus politiques qu'économiques firent malheureusement rendre aux bouilleurs de cru un privilège que rien ne justifie et qui n'existe qu'en France. (Rapport Claude des Vosges, nº 42. Annexe II, p. 39.)

(2) Il en est d'ailleurs de même en Belgique, en Allemagne et en Autriche. La Norwège, seule, paraît avoir trouvé une solution énergique. La Russie s'y achemine peut-être, grâce à la puissance absolue dont dispose le pouvoir souverain.

Les parlements font de l'empirisme alors que légiférer est une science et la plus compliquée de toutes.

Il est de plus en plus probable qu'une lente évolution mènera à ce gouvernement d'une élite intellectuelle, conçu par le puissant esprit d'Auguste Comte. La formule s'en dégage, peu à peu, des contingences actuelles, dont tout homme qui pense aperçoit les imperfections et le danger.

Cette digression, qu'on voudra bien excuser, s'est imposée à nous par ce redoutable problème de l'alcoolisme, ensuite de la conviction où nous sommes qu'il est à la fois urgent à résoudre et presque insoluble, étant donné la composition et l'esprit des parlements contemporains. Mais il nous faut abandonner ces considérations, qui éloignent de notre thème, auquel nous revenons en exprimant l'espoir que la vitalité du peuple de France, que son ardent patriotisme lui inspireront des résolutions à la hauteur du péril. Nous le désirons de tout cœur pour les destinées futures d'une noble et vaillante race.

Constatons, en terminant cette étude, que nous sommes heureux de finir, d'ailleurs, sur une note plus optimiste, le changement qui s'opère depuis trente ans dans les modalités de la lutte que poursuit le travailleur français pour le mieux-être.

Nous l'avons vu, privé par ses gouvernants, pendant plus de la moitié du XIXe siècle, des droits d'association et de coalition, poussé, dès lors, à chercher dans la violence et dans l'insurrection l'issue vers de meilleures destinées et tomber de ce côté dans de terrifiantes catastrophes. Depuis que la liberté de s'associer et de se concerter a été garantie par le régime républicain, on a vu, petit à petit, s'effacer dans l'âme des masses les pensées et les impulsions de violence. Et l'aboutissement de ce nouvel esprit a été la déclaration pacifique du Congrès socialiste de Paris en 1900.

« La conquête du pouvoir ne peut être que le résultat long et pénible de l'organisation politique et économique du prolétariat, de sa régénération physique et morale. »

Et, entretemps, se fondaient partout des coopératives, des syndicats et des associations professionnelles et philanthropiques. Au 1er juillet 1900, il y avait 641 coopératives de boulangerie (soit 29 de plus qu'en 1899) et 822 coopératives s'occupant de négoces divers (45 de plus qu'en 1899). 91 de ces sociétés avaient publié leurs bilans pour 1897-98, réalisé un chiffre d'affaires de 16,846,000 francs et encaissé un bénéfice de 1,174,652 francs (1).

C'est peu, dira-t-on, en regard de la puissance des coopératives anglaises, mais n'oublions pas que les Anglais, grâce à l'équité et la prévoyance d'un gouvernement libéral, ont eu quarante ans d'avance sur les travailleurs de France.

Mais, en tous cas, c'est très intéressant comme tendance. Ainsi que le fait remarquer à juste titre M. Eug. Rostand, le savant sociologue du *Journal des Débats* (17 juin 1902), « les formes diverses de la coopération, bien loin de nier ou d'affaiblir la propriété individuelle, non seulement la reconnaissent légitime, mais en poursuivent la patiente conquête, la servent et l'étendent. Toutes, ajoute-t-il, ont pour but de constituer un capital nouveau aux mains des travailleurs, sans détruire ou réduire le capital existant, fruit et prix du travail antérieur. Toutes visent à mettre plus d'équité ou d'exactitude distributive dans la vie économique, non par des procédés de crise, de divorce et de luttes entre classes, mais par des perfectionnements pacifiques et graduels, par l'initiative privée et le rejet des contraintes de l'Etat, par l'effort personnel, par la discipline sous des chefs choisis, par la prévoyance volontaire et l'épar-

(1) *Bulletin de l'Office du travail*, 1900, p. 174.

gne, par l'union étroite des éléments sociaux. La coopération n'est pas simplement séparée du socialisme par cet abîme qu'elle est œuvre de liberté et que le socialisme est par définition un régime de coaction légale imposé à tous, elle est, en outre, profondément contraire à tout ce que les socialismes préconisent. *Elle vit de tout ce que les socialismes repoussent et combattent.* » On ne saurait mieux dire. Aussi saluons-nous avec joie la belle expansion du mouvement coopérateur en France.

Les syndicats professionnels français étaient, au 1er janvier 1900, au nombre de 7,081 (sans compter les agricoles) et réunissaient 1,192,260 membres. Les sociétés de secours mutuels étaient près de 12,000, avec 2,000,000 de membres (1). Enfin, l'épargne atteignait, au 31 décembre 1900, 4,274,257,375 francs, répartis sur 10,680,866 livrets et représentant donc 400 francs par livret. 10,680,000 livrets, pour un pays qui a environ 9,000,000 de familles ! C'est assez dire combien l'aisance est générale, ou tout au moins combien elle l'est devenue. Car c'est surtout dans les vingt dernières années que les progrès ont été rapides. En 1882, le nombre des livrets était de 4,645,893 et le montant des dépôts n'atteignait que 1,820,000,000 de francs. Il a beaucoup plus que doublé (2). Ce sont là des résultats magnifiques. Une nation prospère, entrée si résolument dans les voies fécondes de l'association et de l'épargne, semble vouloir donner force

(1) *Bulletin de l'Office du travail*, janvier 1902.

(2) Ces chiffres et la plupart de ceux que nous avons rencontrés au cours de cette étude confirment la thèse de M. P. Leroy-Beaulieu, dans son remarquable traité de la *Répartition des richesses*, que tout le mouvement du siècle porte vers une moindre inégalité de conditions : « Le gros de la population française continue à voir son aisance s'accroître, mais ceux qui vivent de la fortune acquise, non seulement ne sont pas dans le même cas, mais voient plutôt la leur se restreindre. » (P. 610.)

et raison nouvelle à ce dicton, partout répandu en Europe : « C'est en France que la vie est la plus clémente et qu'on connaît le moins la misère. »

Si la France peut arriver à vaincre l'alcoolisme, les jours les plus heureux de son histoire sont devant elle. Mais il est urgent qu'elle le vainque. La France est puissamment riche ; sa fortune est estimée à plus de deux cent vingt cinq milliards. Mais l'or ne tient lieu ni de sang ni de nerfs. Les millions d'un cancéreux ne le sauvent pas de la mort. Quand un peuple s'abandonne, les richesses ne lui servent guère, et elles peuvent attirer les convoitises.

LIVRE III

L'avenir est aux
peuples sobres.



LIVRE III

Développement des moyens de transport au XIX[e] siècle.

Belgique : Hausse simultanée des salaires dans l'industrie, l'agriculture, la construction et les métiers. — Baisse du prix des subsistances. — Le XIX[e] siècle augmente les ressources de l'ouvrier belge dans la proportion de 100 à 270.

Belgique (suite) : Progrès dans l'alimentation. — Consommation croissante de boissons fermentées et distillées. — L'alcoolisme, fléau des prospérités matérielles.

États-Unis d'Amérique : Leur expansion industrielle. — Leur concurrence menace de plus en plus l'Europe. — Une cause peu connue de leur supériorité. — L'avenir est aux peuples sobres.

Résumé.

Développement des moyens de transport au XIXe siècle. — Belgique : Hausse simultanée des salaires dans l'industrie, l'agriculture, la construction et les métiers. — Baisse du prix des subsistances. — Le XIXe siècle augmente les ressources de l'ouvrier belge dans la proportion de 100 à 270.

Les phénomènes que nous avons vu se développer en France et en Angleterre avec un remarquable parallélisme nous allons les suivre en Belgique, faisant le même chemin dans le même sens. Cette coïncidence prouve encore une fois qu'ils sont dus à une même et grande cause, à l'expansion rapide et vraiment formidable de la grande industrie, conséquence elle-même du développement des moyens de transport et de pénétration. Le moment est venu d'en donner un rapide aperçu.

Le développement, dû à la vapeur, des moyens de transport et de pénétration mit tous les hommes en rapports plus aisés, plus rapides, donc plus fréquents, fit pénétrer partout la civilisation, multiplia les besoins qu'elle crée, les échanges qu'elle provoque, de même que ces moyens de pénétration permirent d'atteindre dans le monde entier des richesses jusqu'alors inconnues ou inexplorées.

Un coup d'œil sur le tableau ci-contre suffit pour juger de l'action de cette cause si puissante et décider à quel moment son essor s'est le plus prononcé.

XXVIII. Développement des moyens de transport au XIXe siècle.

—

MARINE (1)

ANNÉES	STEAMERS	VOILIERS	TOTAUX
	Tonneaux nets	Tonneaux nets	Tonneaux nets
1816	1,500	3,415,100	3,416,600
30	30,200	4,016,000	4,046,200
40	97,000	4,556,000	4,653,000
50	216,800	6,983,900	7,200,700
60	764,600	10,712,000	11,476,600
70	1,109,100	12,352,600	14,061.700
80	4,745,700	13,267,500	18,013,200
90	8,286,747	10,540,051	18,826,798
1900	12,165,251	8,347,596	20,512,877

—

RAILWAYS (2)

1830	. . . . . kilomètres exploités	195
40	. . . .	7,712
50	. . . .	38,592
60	. . . .	107,915
70	. . . .	206,651
80	. . . .	370,978
90	. . . .	607,925
1900	. . . .	790,570

(1) Nous devons ce travail, établi par la section de géographie commerciale de la Chambre de commerce d'Anvers, à l'obligeance de M. Ch. Lejeune, à Anvers.

(2) Document publié par le Ministère des travaux publics de France.

On voit que, dans les deux cas, c'est de 1850 à 1860 que la progression s'accélère; la longueur des voies ferrées triple, le cube des navires augmente de 60 p. c., le tonnage des vapeurs triple; c'est évidemment alors que s'étend et s'enfle l'expansion mondiale du commerce et de l'industrie. Et c'est la cause initiale du mouvement qui devait, en moins de deux générations, changer du tout au tout les conditions de travail de l'immense armée du prolétariat.

Il serait donc puéril de continuer à prétendre que les efforts des syndicats et des groupements ouvriers ont surtout provoqué la hausse des salaires, quoique nous admettions volontiers qu'ils l'ont favorisée, poussée et soutenue. Tandis que les syndicats anglais se forment dès 1825, en Belgique et en France il n'existe aucune organisation syndicale sérieuse avant 1870 (1). Et pourtant la hausse se fait dans les trois pays, vers 1855, avec le même élan. Les ouvriers agricoles ne se sont jamais syndiqués, et pourtant la hausse les favorise tout autant que les ouvriers d'usine. De telles constatations emportent l'évidence quant à la cause à la fois générale et puissante de la progression des salaires au XIXe siècle. Elle est due au développement de l'industrie trouvant de nouveaux marchés le long de chaque railway, au bout de chaque ligne de steamers; à l'abondance des capitaux qui se sont portés en masses énormes vers l'industrie, qui les rémunérait alors si bien. La demande de bras fit monter les salaires; la concurrence et les progrès incessants du machinisme firent baisser les prix des produits et le taux des profits. Si bien que le développement industriel du XIXe siècle présente un ensemble harmonique où l'on voit lentement décroître la part du capital et lentement s'élever la part du travail.

(1) Octors déclare au Congrès syndical socialiste de 1900 que 10 p. c. à peine des ouvriers belges sont syndiqués. En 1870, il n'y en avait probablement pas 3 p. c.

Les masses sombres du peuple sortent enfin des profondeurs de misère noire où les avaient fait descendre, au XVIIIe siècle, la politique ruineuse, les guerres incessantes, les défenses et les barrières corporatives plantées partout devant l'initiative et l'énergie individuelles. Elles en sortent pour marcher lentement vers l'aisance, vers le bien-être, de même qu'elles marchent vers plus de lumière par l'école pour tous.

Ce vaste mouvement d'ensemble, c'est du progrès; on a mis en doute que l'humanité progresse, d'aucuns par conviction, d'autres par recherche du paradoxe. Le progrès est indéniable. Certes, il entraîne et noie dans son cours, avec ce flot de démocratie qu'il pousse devant lui, bien des choses aimables et charmantes du passé, que nous voyons s'éloigner et disparaître, le cœur gros de regrets. Mais la voix de plus en plus dominante de l'altruisme nous ordonne d'accepter de tels sacrifices au nom du principe qui commande à toute l'évolution contemporaine : le plus grand bien du plus grand nombre.

* * *

Au point où nous en sommes, il serait presque fastidieux de multiplier les tableaux montrant la hausse des salaires en Belgique. Il suffira d'établir la concordance du mouvement dans les principales industries, dans les corps de métier et dans l'agriculture. Cela fait, nous aurons suffisamment indiqué que la loi de simultanéité établie pour la France et l'Angleterre se vérifie également en Belgique.

La plus puissante des industries belges est, sans conteste, celle de l'extraction de la houille. Elle occupait, en 1900, 132,749 ouvriers. Un document fourni à l'enquête du travail de 1886 par la Société des Produits du Flénu (Commission du travail, vol. II, sect. E, p. 25), va nous permettre de

suivre la marche des salaires dans les mines du Hainaut depuis trois quarts de siècle :

XXIX. Mines de houille : Hainaut.
Salaires moyens fond et surface.

1823. . .	fr. 1.40	**1865.** . .	fr. 2.61
36. . .	2.09	**70.** . .	2.63
40. . .	2.25	**75.** . .	3.30
45. . .	1.87	**80.** . .	3.01
50. . .	1.78	**85.** . .	2.71
51. . .	1.80	**95.** . .	3.13
52. . .	1.79	**96.** . .	3.22
53. . .	1.86	**97.** . .	3.36
54. . .	2.24	**98.** . .	3.61
55. . .	2.69	**99.** . .	3.83
60. . .	2.48	**1900.** . .	4.65

Ce tableau appelle quelques commentaires : La Société des Produits du Flénu renseigne ses salaires depuis 1812 et les porte à cette date à un franc par jour.

Mais à cette époque le travail n'avait rien de régulier; on venait à la mine quelques jours par semaine, parfois quelques heures de temps en temps; le nombre de femmes et d'enfants était considérable. Nous tenons donc à ne mentionner que pour mémoire ce chiffre, qui servirait trop notre thèse et permettrait de conclure que dans les charbonnages les salaires se sont élevés de 400 p. c.

Les salaires de 1900 sont, d'ailleurs, excessifs dans l'autre sens. Les houillères bénéficient depuis deux ans d'une prospérité anormale; les profits et les salaires y ont monté d'une façon à ce point exorbitante qu'ils ont amené une situation ruineuse pour toute la grande industrie, de qui le charbon est le pain quotidien. En tirer argument ce serait prendre comme termes de comparaison légitimes des chiffres évidemment exceptionnels. Le point de vue que nous exposons

étant l'expression de la vérité, n'a nul besoin d'arguments dont on découvrirait trop aisément le côté factice et occasionnel.

Nous ne faisons donc état que des salaires à partir de 1823, qui vit, au Flénu, le début d'une exploitation normale (180 tonnes par jour), et nous arrêtons la comparaison à 1899, année de progrès régulier marquant seulement une nouvelle étape, égale à celles des cinq précédentes. C'est pourquoi nous indiquons, année par année, la période 1895-1899.

Quant à la période 1850-55, nous la donnons aussi année par année ; elle est particulièrement intéressante : elle marque le départ de la hausse définitive des salaires. Jusque-là ils oscillaient ; en 1855, ils partent de l'avant pour progresser d'une façon presque ininterrompue, malgré les crises et les circonstances adverses, jusqu'à la fin du siècle.

Enfin les renseignements suivants, que nous devons à M. Harzé, directeur général honoraire des mines, sont encore plus complets. Nous les concentrons en un seul tableau ci-contre.

Ce tableau montre dans quelle mesure le travail manuel a été bénéficiaire de l'évolution du siècle. Il prouve clairement la justesse de cette remarque que la part de l'ouvrier augmente tandis que celle du capital diminue.

Pour l'ensemble des cinquante dernières années (les renseignements précis manquent pour 1831-50), l'ouvrier a reçu en salaires 53 p. c. de la valeur produite et les exploitants 10 p. c. (1). Les frais : consommations, boisages, achat de matériel, constructions nouvelles et frais généraux, ont absorbé 37 p. c.

Pour l'ensemble des sept décades, il a été extrait du sol

(1) Dans la *Dépression économique et l'histoire des prix*, Bruxelles 1895, p. 93 et suivantes, M. H. Denis, député socialiste, attribue aux salaires 85 p. c. environ, au capital 15 p. c.; mais ces chiffres ne sont pas, comme ceux de M. Harzé, appuyés de documents.

XXX. Histoire économique de l'exploitation de la houille en Belgique, 1831-1900.

PÉRIODES	Quantités extraites Tonnes	Valeur globale	Valeur à la tonne	Ouvriers Nombre moyen	Somme des salaires	Salaires annuels moyens	RÉPARTITION Salaires P. c.	Autres frais P. c.	Bénéfices P. c.	Nombre de tués par 10,000 travailleurs
1831-40	29,165,520	322,120,000	11.04	31,795	153,570,000	483	»	»	»	31.07
41-50	48,152,880	430,557,000	8.94	42,807	212,523,000	496	»	»	»	29.74
51-60	80,522,160	875,470,000	10.70	66,429	445,739,000	671	50.8	35.3	13.8	29.32
61-70	117,806,260	1,281,644,000	10.88	85,467	676,899,000	792	52.3	38.1	9.6	26.05
71-80	150,322,150	1,980,321,000	13.17	103,096	1,044,362,000	1,013	52.8	37.9	9.3	24.50
81-90	183,250,380	1,757,482,000	9.60	104,964	963,160,000	918	54.7	37.5	7.8	19.32
91-1900	210,029,480	2,363,287,000	11.25	121,096	1,278,196,000	1,055	54.1	34.8	11.1	13.91

belge 819 millions de tonnes de houille, représentant une somme de 9,013 millions de francs, sur lesquels les ouvriers ont reçu 4,750 millions et les patrons 900 millions.

Encore faut-il déduire de la part du capital tous les sondages infructueux dont l'exposé ci-dessus ne tient pas compte, quoique de nombreux millions y aient été perdus. Ainsi, dans ces dernières années, on a fait dix-neuf sondages dans le Pas-de-Calais pour recouper les couches qui, d'après M. le géologue Gosselet, devaient relier le bassin franco-belge au bassin anglais de la Manche; 12 millions se sont engloutis dans ces foncements de puits, dont un seul a atteint le dépôt houiller.

Ce n'est pas ici le lieu de pousser plus avant cette démonstration que les profits industriels baissent tandis que les salaires s'élèvent. Nous en réservons l'exposé complet pour une étude ultérieure. Mais il nous a semblé désirable de donner, en passant, une indication empruntée à l'industrie la plus considérable du pays.

Les chiffres de la dernière décade ne prouvent point, d'ailleurs, contre cette thèse. On sait à quel point les industries charbonnières ont été favorisées en ces dernières années. Elles sont restées prospères, malgré la crise intense qui a affecté tout en 1901 et 1902. Les hauts prix que les houillères ont su maintenir, grâce à leurs cartels et à leurs syndicats, ont même aggravé la situation des industries qui dépendent le plus d'elles, comme les transports et la métallurgie. Mais l'intervention croissante des huiles grasses comme moyen de chauffage, la force énorme des torrents et des chutes d'eau, jusqu'à présent presque inutilisée (1) et que les progrès récents du transport à distance par l'électricité

(1) La France seule a plus de dix millions de chevaux en chutes et en cours d'eau torrentueux. C'est beaucoup plus que n'emploie toute son industrie.

vont mettre à la disposition de l'industrie, enfin la découverte de nombreuses mines de charbons sur tous les points du globe, ramèneront bientôt les houillères à subir la loi commune, c'est-à-dire les hauts et les bas de toute la grande industrie mondiale.

Passons à l'examen des salaires dans d'autres domaines de la grande industrie. Voici un tableau édifié et publié par M. H. Denis dans la *Dépression économique et sociale et l'histoire des prix* (p. 125). Il ne part que de la période 1850-54 et ne couvre que quarante ans, mais c'est la plus importante du siècle; les salaires de la grande industrie avant 1850 sont ou problématiques ou se lient à des genres de besogne que la division ultérieure du travail a complètement modifiés :

XXXI. Salaires moyens en francs par an.
Grande industrie.

PÉRIODES	Ouvrier hauts-fourneaux	Ouvrier zinc V.Montag.	Extracteur de carrières	Ouvrier cotonnier	Tisserand de laine	Ouvrier agricole
1850-54	816	588	531	624	855	357
55-59	774	660	684	»	»	408
60-64	753	687	693	»	900	»
65-69	768	753	687	884	»	»
70-74	936	873	852	»	»	609
75-79	918	951	654	»	»	»
80-84	834	942	780	936	900 à 1050	720
85-89	726	945	660	»	»	»

Nous n'avons pas pu contrôler ces chiffres et devons nous couvrir de l'autorité de M. H. Denis. Il nous faut ajouter, d'ailleurs, qu'au cours de son ouvrage il donne (p. 355) une autre progression, plus nette et plus allongée, du salaire

moyen de l'ouvrier du zinc (Vieille-Montagne). On verra dans quelle mesure elle diffère des chiffres ci-dessus :

Ouvrier moyen du zinc. — Vieille-Montagne.

1838-46. . . fr.	535	1857-66. . . fr.	754
47-56. . . .	656	67-76. . . .	936
1877-86. . . fr.	993		

Voici maintenant le tableau de la hausse du salaire moyen aux carrières d'Ecaussines et de Soignies. Les éléments nous en ont été communiqués par une des exploitations les plus considérables de la région. Les chiffres expriment la valeur de l'heure de travail en centimes, salaire moyen :

XXXII. Salaires moyens.
Carrières d'Ecaussines et de Soignies.

CATÉGORIES D'OUVRIERS	1850	1860	1880	1900
Extracteurs de rocher. .	30	33 1/2	42 1/2	55
Epinceurs	25	27 1/2	37 1/2	45
Tailleurs de pierres . .	32 1/2	36	41	47 1/2
Bardeurs et manœuvres .	21	23 1/2	27 1/2	32 1/2
	108 1/2	120 1/2	148 1/2	180

Si la méthode un peu fruste d'additionner les salaires en comparant une heure de travail aux différentes époques, toutes catégories réunies, peut être employée ici, à défaut d'autre plus précise, on en peut conclure que les salaires dans les carrières ont monté de 70 p. c. dans la seconde moitié du XIXe siècle.

Nous avons fourni (page 64) le progrès des salaires dans l'industrie du lin de 1846 à 1897 : il est de 87 p. c. Complétons ces données par le tableau ci-dessous, qui fournit encore d'autres éléments de comparaison intéressants et que nous devons à l'obligeance de la Société linière La Lys, à Gand :

XXXIII.

ANNÉES	Heures de travail par semaine	Nombre total d'ouvriers	Pour cent d'enfants et d'adolescents	Pour cent de la production par ouvrier
1846	75	877	17.7	1 »
58	75	1,509	17.6	1.31
67	72	1,947	15.1	1.65
77	72	2,172	13.6	1.74
87	72	2,140	13.7	1.97
97	69	2,138	12.4	2 »

En cinquante ans, l'effet utile par ouvrier a doublé, quoique le nombre d'heures de travail ait baissé ; ce résultat est dû, pour la plus forte part, au perfectionnement constant du matériel. La proportion d'enfants et d'adolescents a constamment diminué.

Quittons la grande industrie pour aborder les industries du bâtiment et les corps de métiers. Nous avons ici d'intéressants documents publiés dans la *Réforme sociale* (XXIV[e] année, p. 463) par M. J. Hubin, chef de division au ministère du travail. M. Hubin ne donne que deux périodes, mais elles permettent de juger tous les progrès accomplis par le salaire dans la seconde moitié du siècle, quoique avec moins de précision que les Nombres indicateurs de Wood et de Bowley.

XXXIV. Progrès du salaire moyen dans les industries du bâtiment. — Salaires par jour.

PROFESSIONS	1846	1891
Maçons.	1 70	3 75
Tailleurs de pierres	1 79	4 »
Menuisiers.	1 95	3 80
Plafonneurs	1 88	3 50
Mouleurs en plâtre.	2 25	4 »
Peintres	1 70	3 75
	11 27	22 80

On voit que dans l'ensemble les salaires ont augmenté de 100 p. c. pour ces catégories de travailleurs.

Passons maintenant aux petits métiers, qui sont ceux dont vit surtout l'ouvrier bruxellois. Les constatations y sont non moins intéressantes :

XXXV. Progrès du salaire moyen dans les métiers de Bruxelles.

MÉTIERS	1846	1891
Ebénistes et sculpteurs.	1 98	5 »
Tourneurs en bois	1 85	4 »
Forgerons	1 75	4 50
Maréchaux-ferrants	2 »	4 50
Serruriers-poêliers	2 38	4 50
Tourneurs en fer.	1 84	4 50
Tanneurs	1 62	4 10
Mégissiers	2 24	4 »
Gantiers	4 »	5 30
Chapeliers (feutres)	2 25	4 75
» (paille)	1 80	4 15
Fondeurs en caractères	1 88	4 50
Typographes	2 »	5 50
Relieurs	2 55	3 50
Orfèvres	2 50	4 50
Bijoutiers	2 55	6 »
Horlogers	2 20	6 »
Graveurs	2 10	4 50
	39 49	83 80

On remarquera que les petits métiers, qui occupent beaucoup d'ouvriers d'élite, ont été plus favorisés encore que les ouvriers du bâtiment et que leur salaire moyen a monté dans la seconde moitié du siècle de 112 p. c.



Il est très difficile, sinon impossible, en l'état présent des études sur les salaires belges, de fixer avec exactitude le pourcentage de la hausse pendant la première moitié du siècle. Nous appelons sur ce point l'attention des jeunes savants, qui auront bientôt à leur disposition les collections que réunit l'Institut Solvay et celles qui se forment au Ministère du travail.

Nous en sommes, entretemps, réduit à des approximations basées sur l'allure générale des salaires dans les pays voisins, de 1800 à 1850. Et ces approximations, pour ne pas prêter le flanc à la critique, doivent être maintenues plutôt en dessous qu'au-dessus de la réalité. Cela étant, et tout en consentant à ce qu'il y ait eu une certaine hausse, nous croyons qu'il serait téméraire de l'estimer à plus de 20 p. c., quoique les charbonnages indiquent une proportion beaucoup plus élevée, d'après les données des Produits du Flénu depuis 1812.

Quant aux salaires, depuis 1846 nous avons des éléments plus précis. En effet, les métiers du bâtiment donnent 100 p. c.; les petits métiers, 112; les charbonnages, qui emploient une si forte proportion des ouvriers de la grande industrie, indiquent 115. Par contre, les industries du lin ne donnent que 87 et les carrières 70. On peut admettre, pensons-nous avec sincérité, que la moyenne pour l'ensemble des travailleurs a été de 90 p. c. au moins

M. E. Waxweiler, directeur de l'Institut de sociologie Solvay, qui présida au Recensement général des industries et des métiers de 1896, estimait, au cours d'une

conférence donnée à la Société belge des ingénieurs et des industriels (24 avril 1902), que de 1846 à 1896 les salaires des ouvriers industriels, hommes adultes, ont doublé ; celui des femmes, plus que doublé. Ces résultats lui ont été fournis par les livres de paye des patrons, toutes les données incomplètes ayant été rigoureusement écartées. La méthode suivie par M. Waxweiler a été non plus le calcul d'après le salaire moyen, mais d'après des diagrammes établissant l'échelle du salaire exact par échelon de 50 centimes et comparant les trois quarts au moins du chiffre total des ouvriers.

Le résultat auquel est arrivé le savant directeur de l'Institut Solvay vient, en somme, confirmer nos données de toute la force d'une démonstration précise. Nous croyons pourtant devoir nous en tenir à 90 p. c. pour la seconde moitié du siècle, préférant rester en deçà de la vérité plutôt que de paraître forcer les chiffres. Nous tenons donc pour suffisamment acquis que la hausse totale du salaire au cours du XIX[e] siècle a été en Belgique d'au moins 110 p. c.

Enfin voici, comme contre-épreuve, les salaires agricoles moyens tels que les renseigne M. H. Denis (*Dépression économique*, p. 113) (1) :

Salaires agricoles moyens. Hommes.

1830. . . fr.	1 08	1860. . . .	»
35. . . .	1 12	66. . . .	»
40. . . .	1 14	74. . . fr.	2 03
46. . . .	1 18	80. . . .	2 40
50. . . .	1 19	86. . . .	1 92
56. . . .	1 36		

(1) Voir toutefois les réserves que nous faisons plus loin pour la période 1830-1850.

1886 fut une période de violente dépression économique, qui retentit sur le salaire des campagnes ; d'après les renseignements que nous avons pu recueillir, ils ont remonté depuis lors d'environ 20 p. c. et peuvent s'établir pour 1899 à environ fr. 2.30.

Cela étant, nous avons pour les salaires agricoles une hausse depuis 1830 d'environ 110 p. c., ce qui correspond à la hausse de même importance que nos supputations nous mènent à admettre pour les salaires de la grande industrie et des métiers. Si le lecteur veut bien se rappeler avec quelle précision les salaires agricoles se règlent à la longue sur ceux de l'industrie en Angleterre et en France, où les données rétrospectives abondent, il verra certainement dans la concordance qui s'établit ici un argument de plus en faveur de nos conjectures.

* * *

Il nous faut examiner maintenant, comme pour la France et pour l'Angleterre, quelle a été, parallèlement à la hausse des salaires, la marche du prix des denrées en Belgique.

Que le prix des subsistances y a baissé considérablement dans la seconde moitié du XIXe siècle, c'est ce qui se peut induire *a priori* de ce fait, qu'ayant des droits de douane très modérés, la Belgique a bénéficié dans la même mesure, à peu près, que l'Angleterre des réductions de prix que les progrès du machinisme dans l'industrie et dans l'agriculture ont provoquées sur le marché du monde.

Il importe toutefois de remarquer, au passage, que la Belgique n'est pas libre échangiste dans le sens absolu du mot. Elle impose à ses frontières, de taxes légères, il est vrai, les animaux vivants, les viandes et les poissons conservés, les grains et leurs dérivés, les cafés, fromages, beurres et margarines, les épiceries, sirops, mélasses et sucres, les fruits, les fils et tissus de coton, laine, chanvre,

jute et soie, les habillements tout faits, la mercerie, les machines, les outils, les meubles, certains bois et certains métaux. Nous mentionnons à part de cette trop longue énumération : le tabac, la bière, le vin et les alcools, sur lesquels l'impôt est de tous points légitime et qu'il faudrait majorer pour exonérer les denrées utiles dont la taxe revient à 6 francs environ par habitant et par an (1). Cela ne paraît guère, et pourtant une famille ouvrière comptant en moyenne cinq têtes est frappée de 30 francs par an, c'est-à-dire que huit à douze journées de travail du père vont à payer à l'Etat des impôts sur des objets nécessaires à la vie. C'est trop ! Dans un pays à population surabondante, obligé d'importer ce qui la nourrit, il est inique que la viande, le poisson, le grain, le fromage, les fruits n'entrent pas librement. Dans un pays qui ne peut payer tout ce qu'il prend de l'étranger qu'en développant à outrance son industrie et en soldant ses achats par des produits manufacturés, il est inique que les mécaniques, les machines et les outils n'entrent pas librement. Il ne faut frapper ni le modeste repas du peuple, ni l'outillage national. La plupart de ces impôts sont dus d'ailleurs à cette circonstance que le parti conservateur est au pouvoir depuis dix-huit ans en s'appuyant surtout sur les campagnes. Il a frappé le sobre menu du pauvre pour complaire à ses partisans. Tous ces impôts pourraient aisément, et en toute justice, être remplacés par l'impôt sur le revenu comme en Angleterre : il faut attendre d'un régime plus démocratique, qu'il en prenne l'initiative.

Cette réserve faite, il reste constant que la Belgique est un des pays dont les douanes sont le moins lourdes, et il s'en suit qu'elle a largement bénéficié des réductions successives qu'ont éprouvées, depuis un demi-siècle, toutes les denrées de grande consommation.

---

(1) *Annuaire statistique officiel*, 1900, p. 336.

C'est ce qui résulte d'ailleurs des tableaux élaborés par M. H. Denis sur le type des Nombres indicateurs de Sauerbeck, tableaux donnant les fluctuations de prix de 1865 à 1890 des denrées suivantes : espèces bovines et viandes, beurres, sucres bruts, cafés, graines, froment, seigle, orge, avoine, maïs, sarrasin, huiles, bougies, charbons, fers, aciers, zinc, fils et tissus de coton, cuir, laine et jute, textiles bruts, machines, papiers, peaux brutes, pierres sciées, verres (vitrage).

Il divise cette longue théorie de produits divers en importés et exportés et calcule leur progression ou leur régression en Nombres indicateurs, en prenant, comme Sauerbeck, la moyenne de la période 1867-1877 comme point de repère, dont la valeur est ramenée à 100.

Voici le tableau élaboré dans ces conditions (*La Dépression économique et les prix,* H. Denis, pp. 32 et 410. Bruxelles, 1895) :

XXXVI. Nombres indicateurs belges.
Prix des subsistances. — Importations et exportations.

ANNÉES	Importation	Exportation	ANNÉES	Importation	Exportation
1865	103	104	**1879**	95.4	93
66	96.4	104	**80**	101.7	97
67	101	90	**81**	100	95
68	95.3	93	**82**	91.3	82
69	96.9	89	**83**	92.1	85
70	94.7	89	**84**	90	80
71	102.2	96	**85**	83.8	77
72	103.3	106	**86**	81.4	75
73	101.5	105	**87**	81.4	74
74	99.8	105.9	**88**	79	75
75	101.6	110.9	**89**	78.9	70
76	102.1	104	**90**	78.7	70
77	100.8	103	**1900**	74 (?)	65 (?)
78	96.6	97			

M. H. Denis arrête ses calculs à 1890, tandis que Sauerbeck a mené les siens jusqu'en 1899. Or, de 1890 à 1898 les Nombres de Sauerbeck indiquent encore une baisse de 8 p. c., suivie d'une hausse momentanée en 1899 et 1900, mais qui, ainsi que chacun sait, rebaisse depuis 1901.

Comme la Belgique subit presque autant que l'Angleterre, grâce à ses faibles douanes, la pression des grands marchés internationaux, il est légitime d'admettre que de 1890 à 1900 les chiffres indicateurs doivent y fléchir au moins de cinq unités et établir à environ 74 les importations et à environ 65 les exportations, la moyenne étant donc de 69.50 pour le pays, consommateur lui-même de ce qu'il importe et de ce qu'il exporte. Il y a donc eu de 1865 à 1900 une baisse de prix de 35 p. c., soit en moyenne de 1 p. c. par an dans l'ensemble des produits qui servent à la vie et à l'industrie du pays.

Nous n'avons pu recueillir aucune donnée sur l'ensemble des subsistances avant cette date. Si l'on considère que la Belgique était protectionniste avant 1860, on peut admettre pour elle au moins une marche dans le même sens que celle que fournit l'Angleterre, qui de 1827 à 1865 établit une nouvelle régression vers la hausse de 11 p. c.

Toutefois, nous ne ferons entrer en ligne de compte que la moitié du chiffre acquis pour l'Angleterre, ce qui donne 5 p. c., soit, de 1825 à 1900, une diminution de 40 p. c. dans le coût général des objets nécessaires à la vie, ce qui ne paraît nullement invraisemblable, en raison de cette circonstance que les sept huitièmes de cette amélioration ont été enregistrés depuis 1865 et correspondent à des données acquises et vérifiées.

Le dernier huitième reste conjectural, mais il répond à un ensemble de probabilités qui en font une quasi-certitude.

D'ailleurs, en ces matières, il n'y a plus dans la première moitié du siècle que des probabilités. Voici pourquoi :

Avant les chemins de fer, il n'y a pas de moyenne de prix s'étendant à toute la Belgique. Prenons le blé. Chaque province vivait de sa récolte locale. Manquait-elle, les prix s'élevaient, parce qu'il fallait faire venir des blés à grands frais des provinces voisines où régnait l'abondance et, partant, le bas prix. Ces phénomènes, qui nous paraissent à peine croyables aujourd'hui, sont attestés par les mercuriales du temps. Ducpétiaux en cite des exemples topiques dans son *Mémoire sur le paupérisme en Flandre*. Contentons-nous d'en rapporter un : les prix comparatifs du seigle dans deux provinces voisines, Flandre orientale et Flandre occidentale. Voici, pendant dix-sept ans, leurs fluctuations par hectolitre :

SEIGLE

	Flandre orientale	Flandre occidentale
	—	—
1830	14 07	10 98
35	12 01	8 89
40	16 83	13 78
42	16 60	12 64
44	12 22	9 68
47	21 28	21 88

Les prix ne s'équilibrent qu'en 1847, avec l'extension des voies ferrées. En fait, on voit que tout calcul de moyenne s'appliquant à tout le pays pour une même denrée est illusoire avant 1850-55.

Ce que nous disons ici du prix des denrées s'applique évidemment aussi au salaire agricole, qui varie encore aujourd'hui sensiblement, suivant qu'il s'agit du Hainaut ou des parties reculées des Flandres ou du Limbourg, suivant qu'on le prend autour des grandes villes ou au fin

fond des campagnes; il tend pourtant à s'équilibrer, grâce aux abonnements ouvriers par rail.

Sous ces réserves, nous transcrivons ici les renseignements que donne M. H. Denis sur le salaire agricole comparé au prix de l'hectolitre de froment (*Dépression économique*, p. 113). M. H. Denis ne cite aucune source ni aucun élément de calcul, ce qui ne permet pas de s'assurer si ses renseignements s'appliquent à une localité restreinte toujours comparée à elle-même, ou s'ils embrassent tout le pays. Dans ce dernier cas, et pour les motifs que nous avons indiqués plus haut, nous les considérons comme sujets à caution, tout au moins pendant les époques précédant 1850 :

XXXVII.

ANNÉES	SALAIRES PAR JOUR (BELGIQUE)	PRIX DE L'HECTOLITRE DE FROMENT	
		FRANCS	PÉRIODES
1830	1 08	18 51	1830-34
35	1 12	18 38	35-39
40	1 14	20 30	40-44
46	1 18	22 20	45-49
50	1 19	22 70	50-54
56	1 36	24 88	55-59
60	»	22 84	60-64
66	»	23 57	65-69
74	2 03	26 13	70-74
80	2 40	22 16	75-79
86	1 92	14 69	1886

Comme document pouvant servir de guide dans cette question du salaire effectif en Belgique à la fin du XIXe siècle, nous renvoyons le lecteur à la remarquable enquête faite par le Ministère de l'industrie et des travaux publics au mois

d'avril 1891 (1). Elle donne un très grand nombre de renseignements recueillis dans le pays tout entier. Nous en détachons ceux qui peuvent servir de comparaison avec les salaires effectifs payés dans le Royaume-Uni, relatés au tableau XII.

XXXVIII. Salaires effectifs, par jour, payés en Belgique et relevés en avril 1891 :

Serruriers. . . . . fr.	4 » à 4 50
Marbriers.	3 80 à 4 »
Tailleurs de pierre	4 »
Fondeurs de fer.	4 25 à 4 75
Mineurs (charbonnages) . . .	5 10 à 5 90
Peintres	3 50 à 6 »
Paveurs	4 »
Ebénistes	4 50 à 4 90
Machinistes (mécaniciens) . .	5 » à 7 »
Plafonneurs	3 50 à 4 25
Puddleurs	4 50 à 5 60
Carriers	2 75 à 3 50
Forgerons	4 50
Chaudronniers	5 » à 7 »
Charpentiers.	3 60 à 4 »
Maçons	3 75 à 4 »
Menuisiers	3 80 à 5 50

Voici encore deux tableaux dressés d'après la même source et indiquant quelles sont pour les hommes adultes les professions les mieux et les moins payées. Ces dernières relèvent presque exclusivement des industries textiles. Ce sont aussi celles qui maintiennent les longues heures de travail : douze heures par jour, tandis que presque toutes les autres professions vont de onze à neuf heures.

(1) Bruxelles, Weissenbruch, 1892.

XXXIX. Professions les mieux rémunérées recencées en avril 1891.

Imprimeurs . . . . fr.	5 50 à 6 »
Typographes.	5 50 à 6 »
Conducteurs typographes . .	6 50
Essayeurs typographes . . .	7 »
Sculpteurs (bâtiment)	6 50
Sculpteurs (bois)	6 »
Tournuriers (chapellerie). . .	5 » à 6 »
Bijoutiers.	6 » à 6 50
Horlogers.	5 » à 6 »
Monteurs (électriciens) . . .	8 »
Ajusteurs (électriciens) . . .	7 »
Souffleurs (verriers)	15 » à 17 50
Bouveleurs (charbonnages) . .	6 30 à 7 »
Marteleurs (métallurgie) . . .	6 » à 6 60
Chefs mouleurs (métallurgie) .	6 »
Chauffeurs (laminoirs). . . .	7 »

Professions les moins rémunérées recensées en avril 1891.

Tisserands (laine) . . . . fr.	3 »
Teinturiers (laine)	2 80
Ponceurs (toiles cirées) . . .	2 65
Découpeurs (toiles cirées) . .	2 65
Ourdisseurs (toiles lin) . . .	2 90
Tisserands (toiles lin)	4 »
Plieurs (toiles lin)	2 90
Peigneurs (filature lin) . . .	2 28 à 2 76
Ouvriers des séchoirs (filature lin)	2 28 à 2 40
Garçons coupeurs (lin) . . .	1 80
Peigneurs à la main	3 10
Cardeurs	3 » à 3 30

On voit que l'industrie a ses heureux et ses malchanceux. Il y a certes dans la filature et dans le tissage des ouvriers aussi bien doués, aussi intelligents que maints de leurs camarades dans la métallurgie, la chapellerie ou l'imprimerie. Ils travaillent plus d'heures par jour, mais leur avenir est arrêté au modeste salaire qui sera tout le budget de leur existence.

Il reste à examiner quel bénéfice a été acquis au travailleur industriel quant au temps de la journée de travail.

Elle était en Belgique, comme dans toute l'Europe, de 13 à 14 heures au commencement du siècle, et elle dépassa souvent ce chiffre déjà excessif pendant la période chaotique, nous allions dire inhumaine, que traversa la grande industrie de 1830 à 1850. Depuis lors, elle a constamment tendu à baisser, en raison de cette loi de progrès spontané longtemps niée, aujourd'hui indiscutablement établie, qui règle les conditions de vie du travailleur de la grande industrie.

Il est incontestable que jusqu'à nos jours et sous nos yeux c'est la petite industrie et l'industrie à domicile qui exigent de l'ouvrier, et de l'ouvrière surtout, les plus longues heures de travail. A côté de la grande usine, où 10 à 11 heures sont la règle pour tous, depuis l'ingénieur en chef jusqu'au dernier des manœuvres, certains magasins de confections de nos grandes villes sont de véritables bagnes où de pauvres femmes s'étiolent jusque passé minuit, des enfers où l'anémie et la consomption guettent leurs victimes. La grande industrie est humaine et progressive. On a vu qu'en Angleterre et en France elle tend de plus en plus à raccourcir le jour-travail. Il en est de même en Belgique, par un accord spontané ou plutôt par une pression inconsciente, mais permanente et générale.

M. Waxweiler termine comme suit sa remarquable enquête sur la journée de travail dans la grande industrie belge (*Recensement général. — Exposé des méthodes et des résultats,*

p. 231) : « En chiffres ronds, on peut dire que, non compris les mines de houille, dans 10,000 établissements, soit 16 p. c., la journée n'atteint pas 9 heures; dans 18,000, soit 28 p. c., elle est de 10 heures environ; dans 8,000, soit 13 p. c., elle est de 10 h. 1/2 environ; dans 14,000, soit 22 p. c., elle est de 11 heures environ; dans 13,000, soit 21 p. c., elle dépasse 11 heures environ, et si l'on considère le nombre d'ouvriers, sur 454,155 qui ont été recencés, un huitième environ travaillent moins de 10 heures, un tiers 10 heures environ, un tiers 10 h. 1/2 ou 11 heures et un quart plus de 11 heures. Ne sont pas compris dans ce dénombrement, les ouvriers des mines de houille, au nombre de 122,000, qui, à très peu d'exceptions près, travaillent moins de 10 heures. Si l'on considère qu'en y comprenant les houilleurs c'est là une statistique portant sur 580,000 ouvriers, c'est-à-dire les trois quarts des ouvriers industriels du pays, on peut admettre, en toute sécurité, que le temps moyen du travail à l'usine, en Belgique, ne dépasse plus 11 heures et même qu'il n'y atteint pas »

* * *

Nous avons maintenant sous la main tous les éléments pour établir dans quelle mesure se sont améliorées les conditions économiques de l'ouvrier industriel belge au cours du XIXe siècle.

Le salaire s'est accru de 110 p. c.; donc, si on donne au salaire moyen de 1900 le Nombre indicateur 100, celui de 1800 descend à 47.60 (1). Les denrées ont baissé de 40 p. c.,

---

(1) Il est au moins intéressant de noter à quel point ce chiffre s'approche de la progression trouvée, de son côté, par Bowley pour les industries du bâtiment en Angleterre. Les salaires de 1793-1900 ont pour Nombre indicateur, comme nous l'avons vu page 78, environ 40. Ils haussent par le fait de la guerre, et la période 1800-1810 donne 57. Si l'on prend la moyenne, on trouve 48.50, chiffre qui coïncide presque avec le nôtre.

donc le Nombre indicateur pour 1900 étant 100, il devient 140 en 1800. Enfin, le temps du travail quotidien s'est abaissé de 13 à 11 heures.

Mais reste à tenir compte de la différence du prix des loyers. Si l'on applique la méthode, consentie par l'Office du travail de Paris, que le loyer représente le sixième du salaire (1), on peut conclure qu'il s'est élevé dans la proportion de $\frac{47.60}{6}$ contre $\frac{100}{6}$, soit 8 contre 17. Il a donc augmenté de 9 unités, qui sont à déduire du chiffre 100, produit du travail, ce qui le ramène à 91.

Mettons ces éléments en œuvre comme suit :

Le coût des subsistances, multiplié par les heures de travail, représente l'effort; le salaire représente le résultat atteint. Donc, en 1800, 140×13, soit 1,820, donnent 47.60 p. c.; en 1900, 100×11, soit 1,100, donnent 91 p. c.

En 1800, il faut, si l'on nous permet l'expression, 1,820 calories de travail pour obtenir un résultat de 47.60; en 1900, il ne faut plus que 1,100 calories de travail pour arriver à 91. Calculant la proportion renversée qui relie les deux éléments, nous constatons que le progrès se mesure par $\frac{0.0827}{0.0261}$, soit par 313 p. c.

Une objection, toutefois, c'est que si la diminution du temps-travail constitue un progrès au point de vue physiologique, elle ne peut strictement entrer en ligne de compte au point de vue recettes, c'est-à-dire au point de vue économique pur. L'heure de travail a bénéficié d'une plus-value de 100 à 313. Et si l'ouvrier de 1900 travaillait 13 heures comme celui de 1800, toutes autres choses restant d'ailleurs égales,

(1) On verra plus loin que cette évaluation est aujourd'hui trop forte, du moins en Belgique. Nous préférons toutefois appliquer cette proportion, consacrée par la tradition, parce que nos données ne nous fournissent que pour la fin du siècle des renseignements positifs.

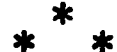
son *standart of life* se serait amélioré dans la proportion de 100 à 313. Mais il ne travaille plus que 11 heures, et dans l'examen des ressources totales dont il dispose au cours d'une année, c'est à ce chiffre qu'il faut se tenir.

En consentant à cette objection, les calculs que nous établissons se modifient comme suit :

En 1800, le produit 47.60 exige 140 d'efforts, chaque unité d'effort fournissant donc 0.34 comme produit;

En 1900, le produit 91 exige 100 d'efforts, chaque unité fournissant donc 0.91 comme produit, ce qui donne la proportion de 100 à 270.

De 1800 à 1900, la situation de l'ouvrier industriel belge s'est donc améliorée d'une façon absolue de 100 à 270, malgré qu'il ait vu son temps de travail diminuer de 20 p. c.



Encore une fois, les résultats atteints ici sont approximatifs : toutes les données qui les soutiennent étant des moyennes. Le lecteur aura remarqué toutefois que nous avons pris soin de rabaisser nos estimations au-dessous de la vérité probable, plutôt que de les étirer dans le sens de notre thèse. Si des données plus exactes sont à la disposition de ceux qui auront la curiosité de reprendre cet intéressant problème, nous avons la confiance qu'ils arriveront à des résultats confirmant non seulement les nôtres, mais les renforçant encore.

Quoi qu'il en soit, il paraît certain que l'amélioration dans la situation de l'ouvrier belge, si elle est moindre qu'en Angleterre, est plus considérable qu'en France, non que son salaire soit aujourd'hui plus élevé, mais l'ouvrier belge partait d'un gain beaucoup plus bas.

En Belgique, d'ailleurs, les pouvoirs publics ont favorisé le mouvement, tandis qu'en France ils l'ont contrarié par le régime des droits protecteurs. Il n'est que juste de rap-

peler ici que c'est au premier ministère nettement libéral, le ministère Frère-Rogier, arrivé au pouvoir en 1857, que les travailleurs belges doivent les mesures qui ont tant contribué à améliorer leur sort. Nous les avons déjà exposées : abolition des octrois et des droits de barrière, traités de commerce libre-échangistes, rachat du péage de l'Escaut, le droit de coalition reconnu aux ouvriers. Ajoutons que quoique proclamée par le ministère catholique de 1870, la loi donnant l'existence aux coopératives ouvrières fut encore l'œuvre des Libéraux. Dès 1868, M. Couvreur obtint du ministère la promesse d'une loi sur cet objet. M. le ministre Bara chargea bientôt M. Waelbroeck, professeur d'économie politique à Gand, de se rendre en France et en Allemagne et de faire rapport sur l'organisation de leurs coopératives ouvrières. Le rapport fut publié dans les documents parlementaires de 1868-69 et 1869-70. Un projet de loi fut déposé par M. Bara, sur lequel M. Guillery fit rapport dans la session 1869-70. La dissolution des Chambres, en 1870, empêcha qu'il ne fût définitif. Il fut repris en 1873 par M. De Lantsheere, ministre conservateur, et devint loi.

Enfin, il reste à mentionner dans ce même ordre d'idées que la loi du 16 août 1887 organisa les Conseils de l'industrie et du travail, qui ont pour objet de délibérer sur les intérêts communs des patrons et des ouvriers, de prévenir et au besoin d'aplanir les différends qui peuvent naître entre eux. Cet organisme bienfaisant a eu pour effet de terminer rapidement nombre de différends et de grèves industrielles. Les Conseils sont composés par moitié d'ouvriers et de patrons, élus par leurs pairs. Leur autorité, pour être purement morale, n'en est pas moins considérable. Ce rouage tend à régler par voie d'arbitres tous différends entre ouvriers et patrons. C'est un progrès dans le sens des sentiments de dignité et de respect réciproques qui doivent régner entre travailleurs.

Ne quittons pas le sujet du développement industriel de notre pays sans rappeler quelques-uns des remarquables résultats auxquels sont arrivés les auteurs du *Recensement général des industries et des métiers* en 1896. Ce qui intéresse ici particulièrement, c'est la partie de leur travail qui institue à cinquante ans de distance des comparaisons avec le célèbre recensement entrepris en 1846 par M. Quetelet, le fondateur de la sociologie statistique. Ces comparaisons portent, entre autres, sur le plus ou moins de concentration des usines et métiers, sur le caractère qu'a revêtu le développement de l'industrie en Belgique, sur les proportions respectives d'hommes, de femmes et d'enfants qu'elle emploie, — toutes matières dont les écoles socialistes ont tiré argument contre le milieu créé par l'industrie moderne et par le régime de l'initiative libre, sorti des révolutions des deux derniers siècles. Nous avons déjà vu quelles solutions les événements ont données à ces questions longtemps controversées. La Belgique répète leur démonstration et la renforce encore de nouvelles preuves et de nouveaux arguments.

La Belgique avait en 1846, pour une population de 4,335,000 habitants, 160,000 usines, ateliers, mines, chantiers, etc., où un patron travaillait pour son propre compte, seul ou avec d'autres ouvriers (1).

En 1896, avec une population de 6,495,000 habitants, elle a 247,000 patrons (2).

La population a augmenté de 50 p. c., le nombre de patrons indépendants de 54 p. c.; la prétendue concentration au détriment de la petite et de la moyenne industries est une hypothèse erronée. Sur ces 247,000 patrons, 230,000 occupent moins de 5 ouvriers; les sept dixièmes des patrons travaillent seuls.

---

(1) *Recensement général*, 1896. Analyse des vol. I et II, p. 41.

(2) *Idem*. Exposé général des résultats, p. 137.

Et pourtant la Belgique est bien un pays où s'est développé la grande industrie et où elle aurait dû faire sentir sa néfaste influence, pour néfaste qu'elle fût. 117,000 ouvriers dépendent de 59 firmes seulement, chacune d'elles en employant plus de 1,000. Mais la Belgique permet les mêmes constatations que celles faites par Ed. Bernstein pour l'Allemagne et pour l'Angleterre. La petite et la moyenne industries s'accommodent parfaitement du voisinage de la grande et prospèrent à côté d'elle sans se laisser absorber.

En entrant dans le détail, on remarque que les industries restées en arrière du développement de la population sont celles des tailleurs, des chaudronniers, des tonneliers, des menuisiers, la filature et le tissage de la laine et la tannerie.

Par contre, il y a surcroît dans la construction des machines, la fabrication des produits chimiques, la scierie mécanique, la typographie, la plomberie et la sellerie, les industries du plafonnage et de la peinture et, par extraordinaire, dans la cordonnerie et la boulangerie, malgré la concurrence des cordonneries à la machine et des boulangeries coopératives. Il y avait 7,506 boulangeries en 1846; il y en a, en 1896, 14,124. Les cordonneries se sont accrues de 13,858 à 20,679.

L'ingéniosité humaine et les circonstances créent d'ailleurs de nouvelles industries, succédanées ou corollaires des développements de la grande industrie. Tandis que le recensement de 1846 ne décèle que 331 industries et métiers, celui de 1896 en compte 667. (Analyse, vol. I et II, p. 18.)

Bernstein a fait ressortir quelle était la valeur de ces phénomènes en faveur de la légitimité du régime de la libre initiative sous lequel nous vivons et avec quelle puissance ils sapent la théorie collectiviste. C'est à leur force démonstrative qu'il attribue surtout l'évolution qui s'est accomplie dans son esprit et qui en a fait un adversaire du marxisme. Si le développement du régime capita-

liste n'est pas un obstacle péremptoire à la libre expansion de chacun, si les petits et les humbles peuvent encore s'élever et parvenir aux premiers rangs (1), à quoi bon le lourd, despotique et coûteux appareil du collectivisme! Rien ne vaut alors l'initiative privée, parce qu'elle seule développe au maximum l'ingéniosité et l'activité de chacun, parce que, mieux qu'aucune autre forme du travail, elle engage la responsabilité de chacun, parce que, de tous les modes de l'activité humaine, elle est la plus directe et la plus économique. Or, un mode simple et économique n'est jamais supplanté par un autre qui serait plus compliqué et plus dispendieux. C'est parce que le régime actuel produisit à moins de frais que celui des corporations qu'il le renversa partout d'une façon si prompte et si décisive.

***

Continuons à suivre les résultats de l'enquête de 1896, comparés à ceux de 1846, et passons aux ouvriers. Les 160,000 patrons de 1846 employaient dans leurs usines 314,842 ouvriers, soit 19 ouvriers pour 10 patrons. En 1896, les 247,000 patrons emploient 671,596 ouvriers, soit 27 ouvriers pour 10 patrons.

Puisque le patronat s'est développé plus que la population, cet excédent d'ouvriers n'est pas composé, comme on l'a prétendu dans le camp socialiste, de patrons ruinés et tombés dans le prolétariat. Ce sont tout simplement des campagnards devenus ouvriers industriels. Notre pays a la population la plus dense de l'Europe. Il ne voit pas sa superficie augmenter, tandis que sa population a, depuis un demi-

---

(1) Ils le peuvent si bien que Carnegie a constaté récemment dans un livre digne d'être lu et relu, *The Empire of business*, que toutes les hautes situations industrielles sont occupées par d'anciens ouvriers ou d'anciens petits employés. Les fils de milliardaires ne font plus rien qui vaille.

siècle, augmenté encore de 50 p. c. Ces millions d'hommes en excédent ne peuvent plus se consacrer dans la même proportion à l'agriculture; celle-ci, limitant forcément ses travailleurs, est arrivée au trop plein et a déversé bon nombre de ceux qui naissent aux champs vers l'industrie, qui peut les employer en nombres illimités.

Les chiffres confirment ces déductions. En 1846, les ouvriers industriels représentaient 7.3 p. c. de la population. En 1896, ils ont monté à 10.3 p. c.

Mais voyons comment se composait en 1846 le prolétariat industriel et comment il se compose aujourd'hui :

En 1846, les 314,842 ouvriers que l'industrie employait dans ses usines comptaient 244,140 hommes et garçons, 70,702 ouvrières et jeunes filles, ces dernières formant donc 22 1/2 p. c. de la population ouvrière totale.

En 1896, les 671,596 ouvriers comptent 561,295 ouvriers et garçons, 110,301 femmes et filles, soit 16 1/2 p. c. de la population ouvrière totale. *Grosso modo*, on peut dire qu'en 1846 nos usines et ateliers comptaient une femme pour trois hommes; aujourd'hui, une femme pour cinq hommes.

Et encore la plupart de ces femmes sont-elles célibataires. Dans l'ensemble, 85 p. c. des ouvrières d'usines ne sont pas mariées. On compte en tout 17,494 ouvrières mariées, veuves ou divorcées.

L'ouvrière de fabrique mariée, qu'on le sache bien, est une exception, sauf dans les industries textiles, où le quart des ouvrières sont ou ont été mariées. (*Recensement*, résultats, p. 382.) Encore faut-il mentionner que dans le nombre ci-dessus, 4,500 ouvrières mariées n'ont pas d'enfants. En somme, sur les 414,000 familles d'ouvriers que compte notre pays, il n'y en a que 13,000 où la mère de famille soit ouvrière d'usine, soit 3 p. c. seulement.

Venons-en aux enfants. Tandis qu'en 1846 le recensement accusait dans l'industrie 66,385 enfants de moins de

16 ans : 36,356 garçons et 30,029 filles, celui de 1866 renseigne 76,147 enfants : 50,493 garçons et 25,654 filles. En 1846, la population ouvrière des usines comptait donc 21 p. c. d'enfants ; en 1896, elle n'en compte plus que 11.3 p. c. On remarquera la diminution absolue du nombre de filles.

En résumé, en 1846, l'industrie employait 43 p. c. de femmes et d'enfants, 57 p. c. d'hommes. En 1896, elle emploie 28 p. c. (1) de femmes et d'enfants et 72 p. c. d'hommes. Et voilà comme se vérifie cette accusation de Marx que l'industrie moderne tend de plus en plus à remplacer l'homme adulte par sa femme et par ses enfants.

D'ailleurs, tout dans le pamphlet exaspéré que Marx dirigea contre l'organisation industrielle, tout se retourne aujourd'hui contre lui :

« La petite bourgeoisie, dit-il, les petits industriels, les marchands, les petits rentiers, les artisans et les paysans propriétaires tombent dans le prolétariat, parce que leurs petits capitaux ne leur permettent pas d'employer les procédés de la grande industrie ; ils succombent dans leur concurrence avec les grands capitalistes. » (*Manifeste du parti communiste.*) On vient de voir combien cela est faux !

« La machine efface toute différence dans le travail et presque partout réduit le salaire à un niveau également bas... Le constant perfectionnement de la machine rend la position de l'ouvrier de plus en plus précaire. » (*Op. cit.*) On a vu à chaque page de ce travail combien cela est faux !

« Le producteur devient un simple appendice de la machine ; le coût de l'ouvrier se réduit à peu près aux moyens

---

(1) Nous avons vu que l'industrie française en emploie 26 p. c. Ces parallélismes spontanés sont vraiment dignes de remarque. Ils sont l'expression de grands mouvements instinctifs dans la conscience des peuples ou de lois sociologiques encore obscures.

d'entretien dont il a besoin pour propager sa race. La somme de travail s'accroît avec le développement de la machine, soit par la prolongation de la journée de travail, soit par l'accélération du mouvement des machines. » (*Op. cit.*) On a vu à chaque page de ce travail combien cela est faux !

« L'ouvrier moderne, loin de s'élever avec le progrès de l'industrie, descend toujours plus bas, au-dessous même du niveau des conditions de sa propre classe. Le travailleur tombe dans le paupérisme, et le paupérisme s'accroît plus rapidement encore que la population et que la richesse. » (*Op. cit.*) Rien ne pouvait être plus faux !

Jamais les faits n'ont donné à visionnaire clamant contre les iniquités du siècle plus évident démenti. Si quelque économiste classique avait accumulé dans ses prévisions la moitié seulement des erreurs dont K. Marx a émaillé son réquisitoire, on n'aurait pas pour lui assez de sarcasmes ni de huées.

Ce qu'il convient d'ajouter pour excuser K. Marx, c'est que les faits qu'il avait sous les yeux au temps où il écrivit le *Manifeste* semblaient donner fondement à ses accusations. Mais, depuis lors, les conditions économiques de l'ouvrier moderne se sont totalement modifiées. Et si Marx reste excusable, rien plus n'excuse les marxistes de 1900 continuant à broder sur des affirmations, dont l'erreur est irrévocable, des thèmes agressifs ou révolutionnaires qui vont suggérer la haine et la révolte aux masses ouvrières du continent. Alors que les usines de France et de Belgique ont déjà tant de peine à lutter contre celles de l'Angleterre et de l'Amérique, les marxistes leur rendent la bataille plus chanceuse encore, par la désaffection qu'ils entretiennent parmi les travailleurs. Triste besogne que de semer la discorde dans les armées industrielles de leur pays ! Ne feraient-ils pas infiniment mieux d'enseigner aux ouvriers à tirer meilleur parti de leur salaire actuel en leur répétant, comme les

chefs du prolétariat anglais : « Soyez sobres, fortifiez-vous par la tempérance et l'épargne » ?

***

Il est au moins intéressant de faire connaître, à la suite des quelques résultats empruntés à cette vaste et remarquable enquête en dix volumes qu'est le ***Recensement industriel belge de 1896***, les principales données que fournissent, à l'appui de notre sujet, deux monographies plus modestes. L'une est due au Ministère de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics, qui institua au mois d'avril 1891 une enquête sur le salaire et les conditions de vie des ouvriers industriels par tout le pays. Les renseignements furent fournis par les Conseils de l'industrie et du travail. Ils renseignent sur 188 budgets d'ouvriers d'usine, sur leurs recettes et sur leurs dépenses.

L'autre monographie est due à M. Ch. De Quéker, secrétaire de la Bourse du travail à Bruxelles. Sous le titre de ***Cent budgets ouvriers à Bruxelles en 1897***, il a refait le même travail pour Bruxelles seul et en portant ses recherches plutôt sur l'ouvrier de métier des villes, du moins si l'on en peut juger par les professions qu'il relève. Il est regrettable qu'il ne les relève pas toutes. Souvent l'on trouve cette mention : « Le mari gagne fr. 3.50 par jour », sans plus. Les professions relevées sont celles de garçon de café, cordonnier, magasinier, garçon de course, camionneur, tapissier, charpentier, chauffeur, paveur, emballeur, chiffonnier, journalier, menuisier, en somme les petits métiers de la ville, tandis que l'autre porte surtout sur l'ouvrier de la grande industrie en province.

La comparaison entre ces deux groupes d'ouvriers ne manque pas d'intérêt.

Dans les 188 ménages industriels, il n'y en a qu'un sans enfants; les autres se comportent comme suit :

1	avec 1	enfant		12	avec 6	enfants
6	» 2	enfants		4	» 7	»
21	» 3	»		4	» 8	»
115	» 4	»		1	» 10	»
23	» 5	»				

donc 793 enfants, soit 42 par 10 familles.

Tous les maris travaillent à l'usine. Parmi leurs femmes, 6 travaillent à l'usine, 11 font un travail intermittent au dehors, 4 gagnent quelque chose par un travail à la maison; toutes les autres sont exclusivement ménagères au foyer familial.

Par contre, dans 142 maisonnées, les fils ou les filles, et parfois les deux, contribuent au budget quotidien.

Donc, le travail des maris vaut 100 p. c.; celui des femmes, 11 p. c.; celui des enfants, 75 p. c.

Il n'y a environ que 3 p. c. de mères de famille travaillant au dehors tout le jour; ce chiffre confirme celui de la grande enquête de 1896.

Par contre, les 100 ménages bruxellois donnent :

4	ménages	sans	enfant	7	ménages	avec 5	enfants
26	»	avec 1	»	1	»	» 6	»
26	»	» 2	enfants	2	»	» 7	»
22	»	» 3	»	1	»	» 8	»
10	»	» 4	»	1	»	» 9	»

soit 256 enfants pour 100 ménages.

Dans 85 ménages, le mari travaille; dans les 15 autres, c'est la femme ou les enfants. Ces 15 ménages comptent 2 femmes abandonnées, 3 maris infirmes, 8 veuves, 2 cas où le père et la mère sont trop vieux et sont soutenus par leurs enfants.

Dans 53 ménages, la femme gagne sa part du budget quotidien; 47 fois elle travaille dehors tout le jour, 6 fois d'une

façon intermittente ou comme commerçante; 36 fois les enfants contribuent au budget du ménage.

Donc, nous avons ici pour établir la comparaison avec les ouvriers industriels : le travail du mari, 85 p. c.; celui des femmes, 53 p. c.; celui des enfants, 36 p. c.; mères travaillant au dehors tout le jour, 47 p. c.

Ces chiffres sont suggestifs et indiquent, sans qu'il soit besoin de commentaires, combien la situation de l'ouvrier de la grande industrie est plus normale et plus saine que celle de la classe laborieuse de nos grandes villes.

Venons-en aux budgets. Celui des ouvriers industriels ne dépasse pas 125 francs par mois dans 62 cas. Il atteint de 125 à 175 francs dans 66 cas, et 57 fois il dépasse 175 francs. L'ensemble atteint par mois fr. 29,317.88, soit une moyenne de fr. 155.71 par famille.

Loyer. — Sur les 188 ménages, 12 ne payent pas de loyer, soit que la maison leur appartienne, soit qu'elle leur soit concédée gratuitement à titre de prime par le patron. Les autres payent par mois un total de fr. 2,484.08, soit 9.08 p. c. du salaire total. On voit que la proportion traditionnellement acceptée du sixième ou du septième doit être revisée.

Quant au budget des 100 ménages bruxellois, M. De Quéker commence par admettre, d'après enquête et expérience personnelle, cinq semaines de chômage moyen par an. Rien de pareil dans la grande industrie. Aucune grande usine ne peut se permettre de chômer le dixième de l'année : ce seraient des frais et des pertes énormes.

En tenant compte de ces cinq semaines, le budget annuel des 100 familles (qui est de fr. 2,496.55 par semaine) s'établit à fr. 1,173.37 par an, soit à 98 francs par mois.

Le loyer annuel moyen atteint fr. 149.46, soit 12.74 p. c., le huitième environ du budget. Ici la proportion se rapproche beaucoup plus de la tradition.

Toutes les comparaisons tournent, comme on voit, à l'avantage de l'ouvrier industriel. Nous convenons qu'il serait téméraire de juger définitivement sur des éléments aussi restreints que 288 cas ; il est à remarquer, toutefois, que les deux enquêtes ont été menées sans être connexes, et que leurs auteurs n'ont pas même songé à les comparer. C'est ici que leurs résultats sont pour la première fois mis en regard.

M. De Quéker termine son intéressante monographie en donnant le budget des dépenses des 100 familles qu'il a étudiées. Ces dépenses se répartissent comme suit :

Nourriture . . . . p. c.	53.82
Loyer	12.74
Vêtement.	7.65
Chauffage	4.02
Blanchissage	1.66
Literies	1.51
Eclairage.	1.31
Mobilier	0.33
Association, épargne et lecture	0.46
Plaisirs, jeux, boissons	16.50 (1).

On voit que l'élément « prévoyance et moralisation » est lamentablement représenté. Et il ne faut pas en accuser la précarité d'un budget trop exigu, puisque l'élément « plaisirs, jeux, boissons » pourrait aisément être un peu restreint.

Les dépenses pour nourriture se répartissent comme suit :

Pain . . . . p. c.	23.22
Café, chicorée	9.33

---

(1) Le tableau ne porte que 13.50 p. c., mais un commentaire, page suivante, montre qu'il faut ajouter ici 3 p. c., à déduire du chapitre « nourriture ». Nous avons rectifié suivant ces indications.

Lait	2.21
Viandes	22.73
Lard et graisses	2.44
Sucre, sel, épices	1.99
Beurre et margarine	16.28
Pommes de terre	12.24
Légumes.	3.26
Boissons	6.30

Ces pourcentages représentent de la dépense en argent. Armand Julin nous donne *(Enquête en Belgique sur les salaires, Réforme sociale,* t. XXIV, p. 761) des quantités en poids, calculées pour tout le pays, à trois époques, en prenant pour base les budgets de Ducpétiaux, ceux de la Commission du travail et ceux recueillis par les Conseils de l'industrie et du travail.

XL. — Consommation mensuelle moyenne du travailleur belge, en kilogrammes.

DENRÉES	1853	1886	1891	Pourcentage comparatif 1853-91
Pain . . . kilog.	15.920	17.677	20.770	130
Pommes de terre .	22.573	21.966	17.886	79
Viandes et lard . .	0.757	1.627	1.828	240
Beurre et graisses .	0.875	1.233	1.246	142

Il y a progrès évident. Les aliments azotés sont plus abondants et les hydrocarbures diminuent d'importance ; mais le travailleur belge se nourrit encore mal, si l'on en juge par la comparaison établie par M. Waxweiler entre les éléments de son alimentation et celle de l'ouvrier européen. Il compare également avec l'alimentation de l'ouvrier aux Etats-

Unis ; nous nous réservons d'y revenir plus tard. Voici ce qui concerne les deux premiers (1) :

XLI. Consommation annuelle.

DENRÉES	EUROPE	BELGIQUE
Viande . . . . kilog.	30.04	25.70
Lard et graisses	7.65	3.99
Beurre	13.75	13.15
Farine	128.87	183.30
Pommes de terre.	214.20	243.08
Sucre	8.42	2.26
Café	5.12	4.56
Œufs . . . . nombre.	155	80

Mais là où la Belgique ne le cède à personne en Europe, sauf au Danemark et à la France, c'est dans la consommation des boissons distillées et fermentées.

Nous disons « boissons distillées et fermentées », parce que la bière, quoique n'encourant pas la réprobation qui s'attache aux boissons fortes, est bue en Belgique en quantités immodérées, dépassant de beaucoup les besoins physiologiques et grevant d'un lourd impôt le budget strictement mesuré du travailleur.

En Belgique, comme en France et en Angleterre, ces dépenses se sont développées à mesure que s'élevaient les salaires. L'enchaînement de cause à effet est partout apparent. En Belgique, nous voyons le budget des boissons fortes fléchir à l'époque de la détresse de 1846-49

(1) *Les Hauts salaires aux Etats-Unis,* par Em. Waxweiler. Paris, 1895, p. 68.

et s'élever d'un bond à l'époque de l'inflation économique 1871-74.

Voici le tableau que nous en avons pu dresser pour la période 1834-1901. Nos sources sont les Annuaires officiels de Belgique et les Relevés officiels de la direction des accises au Ministère des finances :

XLII. Consommation par période triennale et par habitant. Alcool à 50°.

ANNÉES	ALCOOL LITRES	ANNÉES	ALCOOL LITRES
1834-36 (1)	7.41	1876-78	9.03
37-39	7.70	79-81	9.56
40-42	7.82	82-84	8.52
43-45	5.51	85-87	9.03
46-48	5.07	88-90	8.82
49-50	6.00	91-93	9.30
51-54	5.87	94-96	9.10
55-57	5.86	1897	9.39
58-60	7.48	1898	8.58
61-63	6.82	1899	8.53
64-66	7.76	1900	9.37
67-72	7.94	1901	9.92
73-75	8.82		

Quelques remarques d'abord quant à la signification de ces chiffres. De 1834 à 1896, ils doivent être majorés de 7 à 10 p. c. En effet, le fisc évaluait le rendement probable d'après la contenance de la cuve matière et

(1) Nous ne notons pas la période 1831-33 parce que les relevés de l'accise au début du nouveau régime ont été irréguliers et la perception des droits défectueuse.

d'après la nature des céréales servant à la distillation. Ces évaluations étaient nécessairement approximatives et toujours un peu en dessous du rendement réel. On s'accorde à admettre que dans la dernière décade la majoration devait être de 8 p. c. Et c'est le taux admis par M. le ministre des finances lui-même dans l'exposé qu'il a fait aux Chambres, le 22 décembre 1899.

Depuis 1897, la loi taxe le rendement réel. Nous l'avons obtenu en déduisant des quantités relevées par l'accise l'exportation et les alcools dénaturés pour l'industrie, auxquels il faut adjoindre environ 5,000 hectolitres par an non dénaturés, quoiqu'employés par l'industrie; il faut, en outre, ajouter l'importation. Ces opérations donnent :

Années	Hectolitres	Population	Litres
—	—	—	—
1898 . . .	563,631	6,568,900	8.58
1899 . . .	565,990	6,631,300	8.53
1900 . . .	627,297	6,693,800	9.37
1901 . . .	670,025	6,756,270	9.92

Sauf pour les cinq dernières années du tableau XLII, nous avons exprimé la consommation par période triennale, afin de la serrer de plus près. Toutes nos données renseignent, en effet, la production; celle-ci est irrégulière et peut-être exagérée ou restreinte pour toutes sortes de raisons techniques ou spéciales. On n'obtient le quotient réel de la consommation qu'en écartant ces causes perturbatrices. En raisonnant par périodes triennales, on peut admettre que la consom nation correspond à la production, à très peu près.

On remarquera que nous réunissons en une période de six ans les deux périodes triennales 1867-69 et 1870-1872. Voici pourquoi. Une augmentation du droit d'accise était annoncée pour 1870 : de fr. 2.45 par hectolitre de contenance imposable, l'impôt allait être porté à fr. 4.55. C'était

une aubaine pour tous ceux qui fabriqueraïent ou importeraient promptement de l'alcool. Aussi, voyons-nous l'accise en 1869 et en 1870 accuser respectivement 431,000 et 586,000 hectolitres, tandis que 1871 et 1872 n'en renseignent plus que 259,000 et 337,000. Il est évident que la consommation n'est pas parallèle à ces mouvements désordonnés. Il y a là une période profondément troublée et dont on ne parvient à dégager la consommation qu'en laissant se compenser sur plusieurs années ces influences perturbatrices.

En 1897, il y a eu une nouvelle élévation de l'accise, mais elle a été soudaine, et, par conséquent, les violents remous de 1869-1871 n'ont pas eu le temps de se produire.

* * *

Si nous examinons maintenant l'allure de la consommation en Belgique, nous constatons une tendance générale ascendante, coupée par une période de forte dépression et aboutissant à une progression brusque, qui devient rapidement la normale.

Ces mouvements correspondent à des phénomènes économiques affectant profondément les ressources des masses. La période de dépression marque l'époque où notre situation industrielle a été le plus violemment atteinte par la concurrence étrangère et par le déséquilibre que le développement croissant du machinisme avait provoqué dans tous les anciens modes industriels. Elle a son point le plus bas en 1846-1848, qui fut le plus profond de notre détresse économique. La consommation de l'alcool baisse avec la baisse des salaires et descend jusqu'à 5 litres. Il faut dix ans pour que l'alcool reprenne son niveau. Et nous le voyons alors de 1858 à 1872 au même étiage que de 1834 à 1842, soit à 7 1/2 litres.

La seconde période va de 1872 à 1896. Elle débute par

une brusque hausse consécutive de la prospérité industrielle qui suit la guerre franco-allemande. Une fois établie, cette hausse se maintient malgré les vicissitudes des années de crise, qui d'ailleurs ne ramenèrent pas aux salaires d'avant la guerre. Nous avons vu déjà, par de nombreux exemples, que les temps de crise, c'est le capital qui en porte surtout le poids. Car le travailleur, lui, s'est créé de nouveaux besoins, et, qu'ils soient normaux ou artificiels, il tâche désormais à un salaire qui les satisfasse.

A travers la marche ondulante des chiffres (tableau XLII), il est aisé de retrouver le nouvel étiage, qui est l'indice que la période de hauts salaires de 1873-1875 a développé en Belgique l'appétit des boissons fortes et l'a maintenu à ce niveau pendant les vingt années qui suivent. En calculant la moyenne de la consommation de 1876-1896, on la trouve, en effet, à 9.07 d'après le fisc, soit à 9.80 en ajoutant les 8 p. c. d'excédents indemnes de droits. Elle a avancé de 1 1/2 litre à la suite de la hausse des salaires de 1873-1876 et conserve désormais cette avance imperturbablement.

En 1897, un facteur nouveau intervient : une loi présentée et votée en quelques heures porte de 64 à 100 francs l'accise par hectolitre à 50°. La consommation fléchit, mais temporairement ; elle tend promptement à reprendre son niveau : elle y est dès 1901, qui indique 9.92 par habitant. C'est, une fois de plus, la confirmation de ce que l'on peut appeler aujourd'hui une loi sociologique : les charges fiscales ne font jamais baisser à demeure la consommation de l'alcool.

En France, comme en Belgique, ces charges ont été décuplées au cours du siècle. Après quelques à-coups, la consommation est revenue à son niveau antérieur avec une déconcertante élasticité. Les données suivantes permettent d'en juger.

La consommation totale du peuple belge pendant la période 1866-69 avait été (1) :

Bières . .	42,760,896	hect. à fr.	17.50,	soit	748,315,680 fr.
Eaux-de-vie	2,180,244	»	170,	»	370,641,480 »
Vins. . .	679,953	»	130,	»	88,263,890 »
			Total. . .		1,207,221,050 fr.

Soit la très grosse somme de plus de 1 milliard et demi en quatre ans.

Mais quelle progression de 1873 à 1876!

Bières . .	57,406,689	hect. à fr.	17.50,	soit	1,004,617,050 fr.
Eaux-de-vie	2,602,113	»	170,	»	442,359,210 »
Vins. . .	874,107	»	130,	»	103,633,910 »
			Total. . .		1,550,610,170 fr.

Soit 343 millions de plus; 25 p. c. de majoration, alors que la population ne s'est accrue que de 7 1/2 p. c.

On estime qu'entre 1866-69 et 1873-76 la différence de salaire acquis en plus a été de 100 millions par an, soit 400 millions. De ces 400 millions, 250 à 275 millions ont passé à boire, si l'on admet que la part du bourgeois et du patron est de 70 à 95 millions dans l'excédent constaté, ce qui est certes au-dessus plutôt qu'en dessous de la réalité.

Et les conséquences! Hélas! De 1870 à 1889, la criminalité passe de 383 à 795 par 100,000 habitants, la population

---

(1) Tous nos chiffres sont empruntés aux statistiques officielles du royaume. L'exposé détaillé en a été fait dans notre traité *De l'Alcoolisme en Belgique : le mal, les causes, le remède*, Bruxelles, 1893 (p. 40 et suiv.). Nous avons seulement baissé de 5 fr. la valeur de l'hectolitre de bière, après enquête faite sur le prix de vente des diverses qualités. Quant à l'alcool, il est ramené à 40°, qui est le titrage des eaux-de-vie dans la consommation. Nous majorons donc de 25 p. c. les quantités du fisc.

des dépôts de mendicité de 4,836 à 16,795 pensionnaires, celle des asiles d'aliénés de 6,350 à 10,515, le nombre des suicides de 367 à 749 par an. Et les médecins des hôpitaux de Bruxelles constatent à l'autopsie que 80 p. c. des adultes mâles qui y décèdent sont des alcoolisés !

Voilà l'action déplorable de l'alcool dans le corps social. Et c'est à cela que mènent pour une large part ces richesses nouvelles, ces centaines de millions que nous a valu le développement industriel du XIXe siècle. L'alcool est devenu le redoutable commensal, fléau des prospérités matérielles, grâce à l'instinct encore bestial des masses, grâce à l'incurie ou à la connivence de ceux qu'elles ont appelés à les gouverner.

***

Il nous reste à exposer, pour revenir au seul point de vue économique, ce qu'est devenu le budget des boissons à la fin du XIXe siècle en Belgique.

Prenons les quatre années qui ont suivi le dernier relèvement de l'accise, soit 1898-1901, et comparons-les aux années 1873-76, dont nous venons d'établir le bilan.

La production des bières renseignée par l'accise pendant cette période 1898-1901 est de 57,270,914 hectolitres à 4°. C'est là le rendement légal supposé, qui peut être dépassé de 10 p. c. sans qu'il y ait lieu à contravention à charge du brasseur. Il est basé sur la quantité de farine déclarée, à raison de 4 kilogrammes de farine pour 25 litres de bière à 4°; mais la moyenne des bières belges n'a que 3°. Il faut donc, de ce chef, majorer les déclarations du fisc de 33 p. c. (en effet, 100 hectolitres à 4° font 400°, qui permettent de transformer en 133 à 3°). Sans même tenir compte de la marge de 10 p. c. que tolère l'accise, il faut donc majorer de 33 p. c. les quantités qu'elle renseigne. Cela donne, avec les 575,327 hectolitres excédant de l'importation sur l'exporta-

tion, une masse de 76,936,242 hectolitres qu'il a fallu, en quatre ans, pour étancher la soif du peuple belge (c'est environ 250 litres par habitant et par an).

En alcools il a bu, suivant les données que nous avons déjà fournies plus haut, 2,426,942 hectolitres. Et il y a ajouté, suivant les relevés du fisc, 1,175,097 hectolitres de vins.

Mettant ces données en œuvre suivant les valeurs consenties pour 1873-76, — sauf pour les alcools, dont le prix doit être majoré de l'augmentation de l'accise, — nous avons donc le petit tableau que voici :

Dépenses en vins, bières et alcools. — 1898-1901 (1).

Bières. .	76,936,240	hect. à fr.	17.50,	soit	1,346,384,420	fr.
Alcools .	3,033,677	»	205,	»	619,403,870	»
Vins . .	1,175,097	»	130,	»	152,762,610	»
			Total. . .		2,118,550,900	fr.

Soit la belle somme de plus de 2,100 millions de francs (530 millions par an)!

Comparant cette somme avec celle de 1873-76, il en ressort que la population a augmenté dans l'intervalle de 26 1/2 p. c. (Recencement : 1876, 5,336,185 ; 1901, 6 millions 756,269.) Les dépenses en boissons ont augmenté de 28 1/2 p. Elles croissent plus vite que la population : c'est une conséquence de l'élévation de l'accise. Cette élévation n'a donc eu d'autre effet, nous le voyons à nouveau par ces chiffres, que de grever d'autant plus le budget de tous, sans arrêter ou refouler en aucune façon la consommation.

Le seul gagnant, ç'a toujours été le fisc. Il empoche et envoie dans les caisses de l'Etat une plus forte part des

(1) L'alcool est ramené à 40°, comme dit plus haut.

salaires du travailleur. Voilà tout le mécanisme et toute l'action des lois fiscales. Cela revient à dire que les progrès industriels et la hausse des salaires qui en sont la conséquence vont en proportion croissante, par le canal de l'alcool, alimenter les caisses de l'Etat. Au lieu que le travailleur en tire profit pour augmenter ses loisirs, pour s'instruire, pour croître en dignité et en force morale et physique, ces biens si durement conquis sont de plus en plus galvaudés en boissons fortes, et l'Etat en recueille le plus clair au milieu du lamentable cortège des maux, fidèle escorte de l'alcoolisme : misère, folie, criminalité, maladies, infirmités de tous genres, vieillards précoces, enfants malingres ou difformes, femmes dont la vie n'est que pleurs et que deuils. L'Etat trouve et ramasse de l'or au milieu de toutes ces scories, et cet or lui fait passer aisément sur tout le reste. Quant aux déchets sociaux, on en remplit les prisons, les asiles, les dépôts de mendicité et les hôpitaux. Ce qui déborde, doit refluer vers la charité privée, qui s'étonne et s'inquiète qu'un siècle d'abondance voie tant de misères traîner après lui.

Nous allons voir et suivre maintenant les progrès d'une puissante communauté industrielle qui a réussi par des moyens énergiques à arrêter et à refouler l'alcoolisation de ses travailleurs. Et l'on pourra juger des merveilleux résultats économiques auxquels elle est arrivée en améliorant par la sobriété la qualité de son monde ouvrier.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Leur expansion industrielle. — Leur concurrence menace de plus en plus l'Europe. — Une cause peu connue de leur supériorité. — L'avenir est aux peuples sobres.

L'expansion prodigieuse de l'industrie européenne au XIX[e] siècle rencontre, dès le seuil du XX[e], un concurrent redoutable dont la force devient de plus en plus inquiétante : les Etats-Unis de l'Amérique du Nord.

Un rapide exposé de leurs progrès permettra d'en juger. Et la comparaison est d'autant plus frappante qu'on se reporte plus en arrière. Les données dont nous disposons permettent de reculer jusqu'en 1870. Nous donnons, à la suite du total des importations et des exportations, les chiffres des produits fabriqués qui intéressent le plus le monde européen (1).

(1) Statistique dressée par le Bureau du recensement de Washington.

XLIII. Progrès économiques des Etats-Unis en milliers de dollars.

	1870	1880	1890	1900
Import. totales	435,958	667,954	789,310	849,941
Export. totales	392,771	835,638	857,828	1,394,483
Import. de produits métall. finis . . .	32,665	71,266	41,679	20,478
Export. de produits métall. finis . . .	11,002	14,716	25,542	121,913
Export. de produits manuf.	68,279	102,856	151,102	433,854
Product. d'acier en tonnes. .	68,750	1,247,335	4,277,071	10,639,857
Population. .	38,558,371	50,155,783	62,622,250	76,303,387

Cette expansion économique est fournie par l'appareil industriel, dont voici le développement (1) :

XLIV. Armée du travail industriel aux Etats-Unis.

ANNÉES	Nombre d'établissements	Capitaux Milliers de dollars	Nombre de salariés	Salaires Milliers de dollars	Valeur de la production Milliers de dollars
1870	252,148	2,118,208	2,053,996	775,584	4,232,325
80	253,852	2,790,272	2,732,595	947,953	5,369,579
90	355,415	6,525,156	4,251,613	1,891,228	9,372,437
1900	512,726	9,874,664	5,321,087	2,330,273	13,040,013

(1) *L'Evolution industrielle des Etats-Unis*, par CARROLL D. WRIGHT, commissaire du travail à Washington.

Ce second tableau, que nous allons d'abord commenter, indique au premier coup d'œil que l'évolution des Etats-Unis se fait avec les mêmes caractères que celle des communautés européennes. La population a doublé, le nombre des établissements industriels a doublé également : donc, guère de concentration au détriment des petits, pas même dans la patrie des trusts! Le nombre moyen des ouvriers par établissement a augmenté aux Etats-Unis comme chez nous : 10 en 1900, contre 8 en 1870. Les salaires moyens ont passé de 380 à 440 dollars. (Le travail de Carroll Wright montre que de 1850 à 1890 ils ont monté de 82 p. c.; c'est, à très peu de chose près, la proportion européenne.)

Mais le phénomène le plus intéressant révélé par cette statistique et qui confirme ce que soupçonnaient les économistes européens sans en avoir, à notre connaissance, du moins, la claire démonstration, c'est que la somme des capitaux employés augmente plus rapidement que la valeur des produits finis. En effet, le capital augmente de 1 à 4.66, le produit de 1 à 3.08 seulement. Ceci démontre à l'évidence, d'abord que la production est confiée à des machines de plus en plus coûteuses, obligeant l'industrie à immobiliser de plus en plus de fonds; ensuite, qu'en Amérique comme en Europe, on voit simultanément augmenter la part du salarié et diminuer la part proportionnelle du capital.

Il est vrai que M. Carroll Wright a établi que, tandis qu'en 1850 la part du travail dans le rendement total était de 51 p. c., contre 49 p. c. au capital, en 1890, le travail ne reçoit plus que 45 p. c., contre 55 au capital. Et des économistes peu avisés (1) en concluent que la part du capital augmente et qu'il faut le collectivisme pour mettre ordre à

(1) G. De Greef, articles dans le *Peuple* de Bruxelles, 8, 10 et 12 avril 1902.

cette fâcheuse tendance. Ils n'ont donc point vu que si le capital perçoit 6 p. c. de plus, il a fourni 25 à 30 p. c. de plus dans les éléments du produit. De 1870 à 1890, pour en rester à l'année où M. Carroll Wright arrête sa comparaison, les produits font un peu plus que doubler de valeur, et pour créer ce produit doublé, il faut trois fois plus de capitaux. En réalité, la part du capital diminue lentement en Amérique comme en Europe, tandis que celle du salarié augmente tant absolument que proportionnellement.

Un exemple topique mettra cela en lumière, en même temps qu'il illustre d'une manière frappante le développement du machinisme aux Etats-Unis.

Au début du xive siècle, d'après Adam Smith, cinq ouvriers travaillant chez un patron en commun et ayant chacun leur spécialité et un outillage rudimentaire faisaient 24,000 épingles par jour.

En 1890, une fabrique d'épingles du Massachusetts a, par chaque brigade de cinq ouvriers (quatre hommes et un mécanicien), soixante-dix machines faisant par jour 25,000 paquets contenant 7,500,000 épingles, toutes piquées sur papier et prêtes à être vendues.

Au commencement du siècle, les épingles se vendaient 36 pence le mille; le patron réalisait 72 shellings, en gardait 48 pour ses frais généraux, sa matière première et son profit et en donnait 24 aux ouvriers, qui recevaient donc 33 p. c. du produit total environ.

En 1890, les épingles se vendent environ 2 1/2 pences le mille (soit quinze fois moins); le patron paye 60 shellings par jour à ses cinq ouvriers, soit 4 p. c. seulement du produit total, mais l'outillage coûteux et considérable et les frais généraux absorbent environ 90 p. c. du reste.

Les économistes superficiels de s'écrier : « Quelle injustice; comme le capitalisme extorque et gruge! Tandis qu'il y a cent ans les ouvriers aux épingles recevaient 33 p. c. du

produit total, ils sont réduits aujourd'hui à se contenter de 4 p. c. Et pourtant leur effet utile a énormément augmenté : il a passé de 4,800 épingles par jour à un million et demi ! »

C'est tout simplement que ces critiques n'ont pas vu et n'ont pas démonté le mécanisme de l'évolution industrielle, — évolution créée et soutenue par le capital et qui aboutit à ce résultat ingénieux : le consommateur et l'ouvrier en sont surtout bénéficiaires; le capital se voit réduit à une portion de plus en plus congrue.

Quant à l'effet utile, ils le supputent en attribuant au travailleur le mérite des progrès accomplis; en réalité, ils sont produits presque entièrement par la machine, c'est-à-dire par du capital immobilisé.

En fait, il y a ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas, s'il est permis d'invoquer ici le souvenir des pamphlets si lumineux de bons sens de l'immortel Bastiat. Et ce qu'il faut voir surtout, c'est que si, au début du siècle, l'ouvrier américain gagnait 5 shellings par jour, il en gagne 12 aujourd'hui et ne travaille plus que huit heures au lieu de treize. C'est ensuite que, néanmoins, le public paye les épingles quinze fois moins cher, et que ce résultat paradoxal, baisse excessive des produits, hausse considérable du salaire, est dû à la machine, laquelle, en fin de compte, est la bienfaitrice du consommateur et du prolétariat.



Mais revenons à nos moutons, c'est-à-dire à ce que nous avons pris à tâche de démontrer plus spécialement, et reprenons le commentaire du premier tableau.

Jusqu'en 1890, et si l'on poursuit année par année, jusqu'en 1895, les importations et les exportations s'équilibrent et restent à peu près proportionnelles au chiffre de la population. C'est surtout dans ces dernières années que la balance penche fortement en faveur des Etats-Unis.

L'Europe importe chez eux relativement moins aujourd'hui qu'en 1870, car ses importations n'ont pas doublé de valeur, tandis que la population des Etats a doublé. Nous leur envoyons surtout beaucoup moins de produits finis en fer et en acier; les Etats se suffisent de plus en plus, grâce à l'énorme développement de leur métallurgie (1).

Non seulement ils se suffisent, mais ils débordent sur l'Europe; ils ont sextuplé l'importance de leurs envois en produits manufacturés et décuplé leurs exportations en produits finis de fer et d'acier : machines à coudre, à écrire, à imprimer, machines-outils, machines agricoles, vélos, voitures-tramways, montres, chaussures, télégraphes, téléphones; bref, les exportations américaines dépassent aujourd'hui les importations de 545 millions de dollars, soit (à fr. 5.18 le dollar) 2,823 millions. Et c'est l'Europe qui paye presque entièrement la balance, car plus des trois quarts du commerce américain se fait avec l'Europe (2). Et l'Europe se voit envahie ainsi, quoiqu'elle paye à ses ouvriers des salaires deux à trois fois moindres que ceux des Américains, qui ne travaillent que huit heures! N'est-ce pas inouï, prodigieux?

Dans la première moitié du siècle, les Américains nous envoyaient des produits bruts, cotons, laines, peaux, cuirs, fourrures; l'Europe les leur renvoyait manufacturés : c'était tout profit pour elle.

A partir de 1855, c'est-à-dire du développement des transports par eau et par rail, qui ont bientôt pour effet de réduire leur coût à l'extrême, l'Amérique nous envoie, en outre, des objets de consommation immédiate, venant remplacer

---

(1) Nos exportations tendent à se restreindre aux produits et aux industries d'art, pour lesquels nous garderons longtemps encore la suprématie.

(2) Proportion indiquée par un article de M. P. Leroy-Beaulieu. *Economiste français*, 16 novembre 1901 : «L'Invasion de l'Europe».

ceux que nous produisons : froment, avoines, maïs, lard, viandes, fromages, pétrole. C'est non seulement l'occasion initiale de la grande baisse de prix, qui est, avec la hausse générale des salaires, l'événement économique le plus saillant du XIXe siècle, mais c'est encore une révolution profonde dans la valeur de la propriété foncière : crises agraires partout, la culture du blé abandonnée en Angleterre, des tarifs protecteurs édifiés en hâte en France, en Allemagne, en Italie. L'agriculteur, et surtout le propriétaire de biens-fonds, souffre et pâtit; mais l'immense majorité des consommateurs profite largement; la vie est plus aisée, plus abondante pour tous. Somme toute, l'ensemble de la communauté bénit l'Amérique et ses bienfaits.

Mais voici un pas de plus en avant, un raid audacieux sur les domaines de l'industrie européenne. Ce que personne n'eût soupçonné ni rêvé il y a trente ans se réalise : l'Amérique nous bat chez nous en important à meilleur marché et en meilleure qualité la plupart de ces produits, que nous pensions être notre antique et intangible monopole. La balance des importations se prononce en sa faveur, de telle sorte que l'Europe reste débitrice de plus de 2 milliards (en admettant 600 à 700 millions pour le reste du monde). Quelle est donc la clef de ce mystère?

*
* *

On sait quelles explications en ont été données, et nous ne fatiguerons pas le lecteur d'inutiles redites : sol vierge et presque gratuit n'exigeant pas ou peu d'engrais, vastes plaines cultivables à la machine, sous-sols riches, mines de charbon et de fer affleurant à la surface, pas de service militaire interrompant l'apprentissage et jetant toute la jeunesse du pays hors du rail pendant deux ou trois ans, multiplication de la machine-outil épargnant de la main-d'œuvre,

renouvellement immédiat de tout outillage dépassé par les progrès de la technique (1).

Tout cela est exact, mais ne permettrait pas de payer un premier lamineur 26 francs par jour, un premier chauffeur fr. 22.50 alors qu'en Europe on le paye fr. 7.50 (2), un charpentier 30 cents (fr. 1.50) par heure et un maçon 45 cents (fr. 2.25), toujours par heure (3). Aussi, tout en reconnaissant la valeur des causes énumérées, croyons-nous qu'on ne saurait assez en souligner une autre : la qualité de l'ouvrier américain.

Cet ouvrier si bien payé est un homme d'élite, sobre, mieux que sobre, souvent abstinent complet, attentif, laconique ou silencieux ; il a des nerfs calmes et pondérés et fait vite et bien la besogne qui lui est assignée. L'ouvrier européen n'est que trop souvent un avarié, grâce à l'alcool et aux ravages qu'il a fait dans son corps et dans son cerveau, inattentif, loquace et flémard, ne travaillant que juste ce qu'il faut pour éviter des remontrances.

Bon nombre, en faisant le minimum de travail dans le maximum de temps, suivent d'ailleurs en ceci les instructions de leur syndicat, sous prétexte qu'un travail diligent pousserait le patron à les surcharger, pour congédier une partie de son personnel. Quantités d'ateliers, d'usines et de carrières, en Belgique comme en France, ont des équipes incomplètes le lundi. Parfois, le lundi perdu est à ce point devenu une institution que le patron a dû se résigner à chômer régulièrement, ne trouvant plus son compte à rallumer ses

---

(1) En Europe, un industriel demande souvent une machine durable, en Amérique jamais.

(2) *Les Hauts salaires anx Etats-Unis*, p. 64. Waxweiler. Paris, 1895.

(3) *The Economy of high Wages*, p. 10. Schoenhof. New-York, 1893.

feux et à mettre l'usine en branle pour des équipes trop clairsemées.

Or, le coût des machines étant de plus en plus élevé, les immobilisations et les frais généraux augmentent d'autant, et il est de plus en plus urgent que ce matériel soit régulièrement en marche. Il faut d'ailleurs que ces machines coûteuses, délicates et à marche très rapide soient maniées ou surveillées par des hommes consciencieux, adroits et maîtres de leurs nerfs. La qualité de l'ouvrier devient donc un facteur prépondérant. Cette qualité, les Américains se la sont assurée par tout un ensemble de mesures qui non seulement ont mis frein, mais ont fait reculer la consommation de l'alcool.

Les Etats-Unis présentent un phénomène exactement inverse à celui que montrent la France et la Belgique : l'alcoolisme y diminue avec constance depuis cinquante ans. La consommation par tête d'habitant y est aujourd'hui considérablement moindre que dans n'importe quel pays industriel d'Europe. L'initiative privée et les pouvoirs publics ont travaillé avec une persistante énergie pendant tout le cours du XIXe siècle pour amener cet admirable résultat. C'est l'histoire de ces efforts que nous allons maintenant rapidement résumer.



La lutte contre l'alcool date de loin aux Etats-Unis. Nous allons en marquer le début, les principales étapes et l'aboutissement à la fin du XIXe siècle.

1785. Benjamin Rush, qui était docteur en médecine et qui fut, en 1776, président du Comité de l'Indépendance, signale les effets de l'alcool dans un livre : *Essays on the effects of ardent spirits.*

Le grain qu'il a semé lève et mûrit lentement. En 1808 se

groupe dans l'Etat de New-York la première société de tempérance.

En 1811, l'assemblée générale des Eglises réformées du Connecticut décide de s'occuper de la question. Cet exemple est imité par les Eglises du Massachusetts, New-Hampshire et Vermont.

A la suite de cette décision commence, en 1812, une campagne de propagande par le tract et la chaire de vérité. Le pasteur Lyman Beecher, le père de Harriett Beecher-Stowe, se met à la tête du mouvement.

En 1830, trois mille groupes sont fondés, dont mille dans le seul Etat de New-York. Ils ont pour lien et pour guide : *The American Temperance Society*, laquelle décide, en 1836, que la campagne contre l'alcool doit se mener à la fois contre les boissons distillées et les fermentées : vins, cidres et bières.

Dès 1837, les antialcoolistes songent à faire appel à la Législature et lui demandent s'il y a lieu de continuer, d'année en année, à donner licence à des débits de boissons de plus en plus nombreux.

En 1838, le Massachusetts promulgue une loi défendant le débit au détail. L'exemple est bientôt suivi par Maine, Connecticut, Tennessee, Mississipi et New-York.

L'étape suivante fut la défense de fabriquer des boissons enivrantes. L'Etat du Maine est le premier à s'engager dans cette voie. L'y suivent successivement : Massachusetts, Minesota, Rhode-Island, Vermont, Michigan, Connecticut, Ohio, Indiana, Illinois, Iowa, New-Hampshire, Wisconsin et New-York.

Ces mesures déterminent une diminution très considérable dans la consommation des boissons distillées. Tandis qu'en 1825 elle montait encore, prétend-on, à 7 1/2 gallons par tête, elle était descendue à 2 1/2 en 1850. Ce chiffre de 7 1/2 gallons (soit 28 litres à 50°) n'a rien qui l'appuie et nous paraît fantaisiste. Le seul renseignement officiel que nous ayons pu

nous procurer ne remonte pas au delà de 1840, à quelle date la consommation taxée par la République fut de 43 millions 60,884 gallons pour 17,069,000 habitants, soit 2.52 gallons par tête (1). C'est 9 1/2 litres à 50°, soit à peu près la consommation actuelle de la Belgique et de l'Allemagne. Il est vrai qu'il y avait la fabrication clandestine qui, dans un pays aussi vaste, devait être facile et de pratique assez courante.

En 1858, la campagne contre l'alcool bat son plein. Un nombre considérable de sociétés se sont formées qui comptent plusieurs millions d'adhérents. Les adversaires de l'alcool triomphent jusque dans les sphères officielles. Abraham Lincoln est un abstinent.

1861-1864. La guerre civile fait reculer la cause de la tempérance. Les effets de l'alcool n'étant pas encore scientifiquement établis, on croit toujours qu'il soutient et stimule, et on en donne aux troupes en campagne. On ne tarde point d'ailleurs à reconnaître que les résultats sont tout contraires à ce qu'on en espérait et que l'alcool ne stimule guère que l'indiscipline. Toutefois, les distillateurs profitent des circonstances pour travailler la Législature des Etats abstentionnistes, et sauf quatre qui persévèrent, tous abolissent les lois contre la fabrication et la vente des boissons enivrantes.

Mais en 1866 la lutte recommence. Un Congrès réunit trois cents des principaux protagonistes de l'abstinence. Ils fondent la *National Temperance Society*, qui reprend ardemment la propagande, par le livre, le journal et la parole, sur tout le territoire de la République. Peu après se fonde la *Women Christian Temperance Union*, qui prêche la croisade de la femme. Elle commence par l'Ohio et réussit en peu de temps à faire fermer les débits dans deux cent cinquante villes et villages. Grâce à l'influence de la Ligue des femmes

(1) Bureau de statistique du département des finances, à Washington. Le gallon vaut 3.78 litres.

et à l'éloquence enflammée de sa présidente, miss Francis Willard, deux Etats, le Kansas et l'Iowa, vont renforcer les quatre qui sont restés fidèles, à travers tout, à la législation antialcoolique.

Enfin en 1880, et grâce aux démarches multipliées de Mme Hunt, la République établit une division spéciale de la tempérance au Ministère de l'instruction publique : le *National department of scientific temperance.* Mme Hunt obtient que toutes les écoles placées sous le contrôle des Etats donnent un cours de physiologie et d'hygiène comprenant des leçons sur la véritable nature des boissons enivrantes, sur leur effet dans l'organisme humain, sur la perversion sociale et économique qu'elles provoquent.

Du rapport publié pour 1901 par le *Department of scientific temperance legislation*, il résulte qu'à la fin du siècle, en décembre 1900, vingt et un millions d'élèves étaient instruits des véritables effets de l'alcool. La loi impose quatre leçons par semaine pendant dix semaines de chaque année scolaire. Tout ce que publie sur l'alcool la science américaine et européenne est passé en revue ; son influence sur la criminalité, le paupérisme, la folie, le suicide, le divorce est soigneusement exposé. Ce cours comporte des examens réguliers et obligatoires comme les autres branches de l'enseignement.

Le rapport pour 1901, qui a été lu et commenté dans toutes les écoles, contient un passage qui pour nous, Européens, a un intérêt spécial. Le voici en substance :

« Un des facteurs de la suprématie commerciale des Etats-Unis, c'est l'abstinence beaucoup plus généralement répandue qu'en Europe. Cette vertu américaine nous donne des ouvriers alertes, avisés, adroits et laborieux qu'il nous est possible de rétribuer beaucoup mieux que ceux de nos concurrents européens, tout en refoulant, petit à petit, leurs produits de notre territoire et en allant même leur faire concurrence chez eux.

» Tous les observateurs compétents admettent que le merveilleux développement qui a fait de notre pays le plus riche du globe et lui a donné la première place dans le commerce et l'industrie est dû à l'activité du cerveau américain et à la plus grande sobriété des ouvriers américains.

» C'est grâce à cet enseignement qui a pénétré tout l'esprit de notre jeunesse que les appels à l'abstinence, si mal reçus souvent par les ouvriers européens (1), sont écoutés volontiers par les Américains, et cela parce que ouvriers et patrons ont appris à l'école ou apprennent par leurs enfants que l'alcool nuit à l'énergie, à l'endurance, aux facultés d'observation et à l'habileté manuelle et intellectuelle. »

Ce rapport, qui est à la fois un plaidoyer et un réquisitoire, montre quelle extrême importance on attache, et à juste titre, à faire des Etats-Unis la nation la plus sobre du monde.

La cause est gagnée, d'ailleurs, dans l'esprit de l'immense majorité. L'expérience a montré quels services peut rendre un ouvrier sobre et quelles surprises il faut attendre de qui a l'habitude d'avaler régulièrement des boissons enivrantes. La plupart des grandes administrations de chemins de fer, des compagnies de steamers, de tramways et de télégraphes, les grandes usines, exigent que leur personnel fasse partie d'une société d'abstinence et en porte ostensiblement le ruban ou la médaille; la plupart des chefs donnent l'exemple. En Amérique, un patron qui ferait sa partie de piquet ou de dominos, de deux à quatre, en prenant force pousse-café, serait rapidement discrédité.

---

(1) Cela est à ce point vrai que le dernier Congrès socialiste de Lubeck, en 1901, a refusé de se prononcer contre l'alcool, parce qu'il « faut ménager les cabaretiers »; quant à la France, on peut dire que jusqu'à présent « la question n'a pas été posée ».

Voilà pour le domaine de l'initiative privée. Un rapide aperçu dira maintenant ce qui a été fait par voie de législation contre l'alcool.

Par une loi inscrite dans leur Constitution, sept Etats défendent la fabrication et la vente de toute boisson fermentée ou distillée. L'alcool n'est autorisé que comme agent pharmaceutique et pour certains besoins industriels. Ces Etats sont : le Maine, Vermont, Iowa, North-Dacota, South-Dakota, New-Hampshire et Kansas. C'est dans le Kansas que Mme Nation mena cette campagne à coups de hachette contre les débits, dont tous les journaux d'Europe ont fait des gorges chaudes ; disons, à son excuse, qu'il s'agissait, comme on voit, de débits clandestins, et ajoutons que le Kansas a quarante-neuf prisons vides et qu'aux dernières sessions des cours de district pour la justice pénale, dans trente-sept de ses comtés, il ne s'est trouvé aucun prévenu. Il n'y a guère de communauté européenne qui puisse en montrer autant. Dans notre vieille Europe, l'alcool nous recrute surabondamment des criminels. Nous lui devons les deux tiers environ de ceux que nous nourrissons, logeons et gardons à grands frais dans nos prisons, toujours insuffisantes, d'ailleurs, et qu'il faut constamment élargir ou multiplier. Nous lui devons surtout ces jeunes bandits, souteneurs et assassins de vingt ans, l'effroi de nos grandes villes ; tous sont fils d'alcoolisés ou alcooliques eux-mêmes. Ils sont la terreur et la honte de notre temps, un défi à notre civilisation. Qu'importe à nos Parlements ! Ils ne veulent voir dans l'alcool que de la matière imposable et détournent, de parti pris, les yeux de l'effroyable désorganisation sociale qu'il crée. Retournons à l'Amérique : c'est plus propre et plus réconfortant.

Tous les autres Etats de l'Union ont adopté le principe de l'option locale, c'est-à-dire que chaque comté ou chaque ville a faculté de décider si oui ou non les boissons fermen-

tées et distillées continueront à être débitées sur son territoire et, dans l'affirmative, dans quelles conditions :

Alabama	a l'option locale dans	50 comtés sur 66;
Arkansas	»	50 comtés sur 75;
Californie	»	175 villes et comtés;
Colorado	»	50 villes et comtés;
Connecticut	»	75 villes sur 125;
Delaware	»	la moitié de l'Etat;
Florida	»	30 comtés sur 45;
Georgia	»	tout l'Etat, sauf 4 villes;
Illinois	»	650 villes et bourgs;
Indiana	»	140 villes;
Iowa	»	tout l'Etat, sauf 25 villes;
Kentucky	»	90 comtés sur 119;
Louisiana	»	20 comtés sur 59;
Maryland	»	15 comtés sur 24;
Massachusetts	»	125 villes sur 175;
Michigan	»	400 villes et bourgs;
Minnesota	»	400 villes et bourgs;
Mississipi	»	71 comtés sur 75;
Missouri	»	84 comtés sur 115;
Nebraska	»	250 villes et bourgs;
New-Jersey	»	200 villes et bourgs;
New-York	»	700 villes et bourgs;
North-Carolina	»	60 comtés sur 90;
Ohio	»	500 villes et bourgs;
Pennsylvania	»	600 villes et bourgs, 20 comtés;
Rhode-Island	»	20 villes et bourgs;
South-Carolina	»	tout l'Etat, sauf 10 villes;
Tennessee	»	70 comtés sur 96;
Texas	»	120 comtés sur 246;
Virginia	»	55 comtés sur 106;
West-Virginia	»	40 comtés sur 54;

Washington a l'option locale dans 50 villes et bourgs ;
Wisconsin » 300 villes et bourgs (1).

Et ce qui permet de juger le mécanisme intime de ce système de prohibition, c'est ce qui s'est passé dans l'Etat de New-York, en 1896, après le vote par le Congrès de la *Raines-Law*, qui donne plus de jeu à la *Local option* :

Sur 942 villes de l'Etat de New-York, 34 ont décidé que les pharmaciens seuls vendraient de l'alcool ou des breuvages en contenant;

106 ont accordé l'autorisation aux hôtels seulement ;

117 aux hôtels et aux pharmaciens ;

262 ont défendu absolument la vente;

359 l'ont autorisée moyennant patente aux débits ;

64 ont une législation panachée.

On voit quelle extrême variété la Législation peut revêtir.

Il faut ajouter qu'aucune autorité quelconque n'a pouvoir de défendre la circulation des boissons alcooliques, la loi fondamentale de la Confédération défendant aux Etats d'ériger entre eux des barrières fiscales ou des entraves économiques. Tout particulier, habitât-il une ville ou un Etat strictement prohibitionniste, peut donc se faire expédier, d'un Etat où le commerce des boissons enivrantes est libre, des quantités *ad libitum* des dites boissons, mais il ne peut en faire qu'un usage personnel.

Les ligues d'abstinence sont en instance auprès du Congrès pour que cette disposition constitutionnelle soit amendée. Il est douteux qu'elles réussissent. Par contre, le Congrès a accédé à leurs vœux en édictant, en 1900, que : « la vente de bières, de vins ou de liqueurs est défendue dans tout poste, caserne, camp ou enclos occupé par des

---

(1) *National Temperance Almanac*. New-York 1901, p. 39, et 1900, p. 42.

forces militaires des Etats-Unis, ou à l'occasion de tout transport ou marche des dites troupes ».

Cette loi fut votée par 159 voix contre 51 au Congrès et par 34 contre 15 au Sénat.

Ajoutons que fin 1899 les Etats-Unis, pour leurs 76 millions d'habitants, comptaient 212,047 débits, dont 12,327 n'avaient licence que pour la bière.

C'est à peu près le nombre des débitants dans la libre et soiffarde Belgique et sensiblement moins que moitié de ceux qui exercent en France le même utile et bienfaisant ministère.

*
* *

Il est temps de préciser quel a été le résultat de cette formidable campagne.

En 1900, les accises ont rapporté pour les eaux-de-vie 109,868,807 dollars. Le taux de l'accise est de 2.25 dollars par gallon d'alcool pur. Le gallon vaut 3.78 litres. La population était de 76,295,000 habitants; la consommation a donc été par tête de 0.64 gallon d'alcool pur ou 1.28 à 50°, soit 4.74 litres par tête; elle n'est que les deux tiers du Royaume-Uni, moitié moindre que celle de la Belgique et trois fois moindre que celle de la France. Grâce aux statistiques du département des finances des Etats-Unis, nous pouvons la suivre en sa marche régressive pendant soixante ans, dans le tableau XLV. (Voir page ci-contre.)

Ce tableau démontre que la consommation des alcools a diminué de moitié depuis 1840; celle du vin reste à peu près stationnaire; celle de la bière a augmenté avec une remarquable constance. Les Américains acceptent comme l'expression d'une vérité ce que leurs ligues leur prêchent à l'endroit de l'alcool; ils paraissent plus sceptiques quant à la bière; le vin n'est pas populaire, et son usage demeure restreint. Il faut ajouter que la consommation de la bière et

de l'alcool serait probablement encore moindre, n'était l'afflux constant d'émigrants allemands et anglais.

XLV. Consommation par tête d'habitant aux Etats-Unis (en gallons).

ANNÉES	ALCOOLS à 50°	VINS	BIÈRES	TOTAUX
1840	2.52	0.29	1.36	4.17
50	2.23	0.27	1.58	4.08
60	2.86	0.35	3.22	6.43
70	2.07	0.32	5.51	7.70
80	1.27	0.56	8.26	10.09
85	1.26	0.39	10.61	12.26
86	1.26	0.44	11.20	12.90
87	1.21	0.55	12.23	13.99
88	1.26	0.61	12.80	14.67
89	1.32	0.56	12.72	14.60
90	1.40	0.46	13.67	15.53
91	1.42	0.45	15.28	17.15
92	1.50	0.44	15.10	17.04
93	1.51	0.48	16.08	18.07
94	1.33	0.31	15.18	16.82
95	1.12	0.28	14.95	16.35
96	1.00	0.26	15.16	16.42
97	1.01	0.53	14.69	16.22
98	1.10	0.28	15.64	17.03
99	1.15	0.35	14.94	16.43
1900	1.28	0.40	16.01	17.68

Remarquons encore que ce tableau confirme la loi retracée dans les trois communautés européennes que nous avons étudiées. Toutes choses restant égales, la consommation de toutes les boissons distillées et fermentées augmente en même temps dans les temps d'activité économique. La période 1890-93 fut, en Amérique, remarquablement prospère, et 1893, qui en est le point culminant, voit le flux des vins, bières et liqueurs battre son plein. Des temps moins

favorables amènent promptement un recul, suivi d'une nouvelle pointe en avant avec le retour de l'abondance. Il est à supposer que 1901 et 1902, qui ont vu aux Etats-Unis une prospérité sans précédent, retraceront un progrès dans l'étiage des boissons, mais ce balancement se fait dans des limites restreintes, grâce à la pression de plus en plus forte qu'exercent l'action publique par les lois et l'initiative privée par la propagande des ligues.

Ce qu'elle vaut, cette pression, deux chiffres frappants permettront d'en juger. Tandis qu'en 1840, la France consommait par tête environ 3 litres d'alcool, elle en arrive, en 1900, à 14 ! De la plus sobre des nations, elle est devenue la plus alcoolisée, ensuite du laisser-aller de tous et de l'indifférence des pouvoirs publics.

Les Etats-Unis avaient en 1840 une consommation de 9 1/2 litres. Malgré une merveilleuse prospérité économique, ils arrivent à la réduire progressivement et aboutissent en 1900 à 4.75 litres. Ce résultat, l'Amérique le doit à cette longue chaîne de dévoués obscurs qui, depuis Benjamin Rush, ont bataillé avec une inlassable énergie et se sont passé de mains en mains les armes contre l'ennemi à mesure que la mort les frappait. Ils sont des millions de héros ignorés, ayant vécu une vie ennoblie par un idéal altruiste et ayant aidé à l'œuvre féconde, grâce à quoi leur patrie l'emporte sur toutes les nations de la vieille Europe.

Ce résultat, ils peuvent l'opposer avec tranquillité à ses détracteurs. Les Anglais, trop enclins à critiquer ce que font leurs cousins d'Amérique, ont une école qui prétend que la prohibition ne prohibe rien et que l'option locale est un attrape-nigaud. Une publication récente de la célèbre Fabian Society soutient cette thèse (1). Les chiffres, encore

---

(1) *Fabian tract,* n° 86. Voir aussi ROWNTREE et SHERWELL, *The temperance problem and social reform.*

une fois, se chargent, sans commentaires, de la réponse.

La vérité, ç'est que les Etats-Unis ont mis en pratique mieux que n'importe quelle nation catholique les enseignements de Léon XIII. « Ce qu'on demande aux gouvernants, c'est un concours d'ordre général qui consiste dans l'économie tout entière des lois et des institutions. Nous voulons dire qu'ils doivent faire en sorte que de l'organisation même et du gouvernement de la Société découle spontanément et sans effort la prospérité tant publique que privée. » (Encyclique *Rerum novarum*, traduction officielle.)



M. Newcomb, voulant faire ressortir, d'une façon pittoresque, le progrès dans la condition de l'ouvrier américain, ressuscite un brave fermier du XVIIIe siècle et l'introduit dans un joli cottage de la fin du XIXe.

« Le campagnard voit les murs tapissés de papier à ramages; les boiseries sont peintes, les sièges confortables, les meubles nombreux et de bonne apparence. Dans une pièce, un petit orgue, des rideaux bien blancs, à treillis; dans une autre pièce, une table servie avec du pain de froment non bluté, du beurre, du sucre et de la porcelaine de Chine; des piles de linge dans l'armoire. Au premier étage, des lits couverts de courte-pointes blanches. La femme habillée comme les dames de la ville qu'il connut; les enfants frais, propres et pomponnés.

» C'est la maison du gouverneur, dit le fermier !

— Non, répond Newcomb, c'est celle d'un maçon. Tenez, le voilà qui rentre ! » En effet, l'homme arrive, robuste, solide, le teint hâlé ; il quitte son costume de travail, se lave, revêt des habits propres, se met à table et fait un bon repas, mangeant du raisin qui vient de Californie et mettant à discrétion du sucre dans son thé.

Le fermier, tout interdit, hasarde : « Mais où est donc le

rouet de la ménagère ? » Il apprend qu'elle ne fait que soigner son ménage, après quoi elle lit le journal ou des livres qu'elle prend aux bibliothèques publiques et dont le contenu alimente la conversation avec son mari.

Celui-ci est maussade aujourd'hui ; il finit pourtant par causer avec sa femme. Le fermier écoute, et son étonnement devient stupéfaction quand il l'entend se plaindre de son sort. »

Le trait est piquant, mais bien humain. Qui donc est content de son sort ? Pas plus le maçon de New-York ou de Chicago, gagnant 4 dollars par jour, que le milliardaire dont il construit le palais. Le mécontentement, d'ailleurs, a son prix : il est l'âme de tout progrès matériel. Si nos ancêtres troglodytes eussent été satisfaits de leurs armes de silex, ils n'auraient jamais cherché à troquer pour du bronze ou du fer ce qu'ils avaient de plus précieux. C'est parce que l'homme est, de tous les êtres, le plus obstinément mécontent qu'il en est le plus civilisé.

Et l'un des plus forts arguments dans le procès contre l'alcool, c'est que l'homme qui boit ne tend plus à rien de meilleur : il perd la faculté d'être mécontent de son vivre, de son couvert ; il va, le corps souillé, les vêtements en lambeaux, sa femme en pleurs et ses enfants affamés, et rien ne l'émeut plus que sa dominante passion. Le désir du mieux, source de tout effort, est flétri, l'âme civilisatrice est tuée, et l'homme retourne à la brute en suivant, hagard, un chemin de maux sans nombre infligés à son pauvre corps. Et dans les peuples, où beaucoup d'hommes retournent à la brute, c'est enfin la nation qui régresse et déchoit.



On croit assez communément et on entend répéter avec la conviction de l'ignorance qu'aux Etats-Unis la vie matérielle est beaucoup plus chère qu'en Europe. Que l'on

réfléchisse un instant qu'ils nous envoient du froment, du seigle, du maïs, du lard, des salaisons, des fromages, du pétrole en telles quantités que c'est l'Amérique qui règle les prix de l'Europe. Il n'est pourtant pas probable qu'elle fasse payer toutes ces denrées plus cher à ses nationaux qu'aux nôtres; le contraire est même certain.

M. Levasseur, dans son bel ouvrage *L'Ouvrier américain*, conte qu'ayant demandé au stewart du paquebot *La Champagne*, sur lequel il fit la traversée du Havre à New-York, quels prix comparatifs il payait en France et aux Etats-Unis pour l'approvisionnement du paquebot, le stewart lui remit la liste que voici :

	FRANCE		NEW-YORK	
	—		—	
Bœuf . . . . . fr.	1.19	le kilog.	0.91	le kilog.
Veau	1.88	»	1.25	»
Mouton.	2.07	»	1.14	»
Porc.	1.38	»	1.63	»
Jambon.	2.60	»	1.63	»
Saindoux	1.60	»	1.45	»
Farine	0.34	»	0.26	»
Poulet	3.00	»	1.85	»
Dinde	2.24	»	2.25	»
Oie	1.80	»	2.25	»
Canard	2.54	»	2.05	»
Orange	0.32	pièce	0.22	pièce
Glace	0.04	le kilog.	0.02	le kilog.

L'addition de la colonne France donne 21 francs; celle de la colonne New-York fr. 16.91 : différence, 24 p. c. en faveur de l'Amérique. On peut donc vivre aux Etats-Unis pendant quatre jours pour le même prix et dans les mêmes conditions qu'en France pendant trois.

En 1891, le Commissaire du travail des Etats-Unis a

fourni au Comité des prix et salaires le compte par article des dépenses d'alimentation de 232 familles ouvrières.

Le coût moyen s'est trouvé être de doll. 262.50, soit 1,370 francs par an ; c'est environ 5 dollars ou 26 francs par semaine, dont 15.6 p. c. en viande de bœuf, 11.1 en beurre, 10.2 en farine, 6.5 en porc, 7.2 en autres viandes et volailles, 6.4 en sucre, 5.7 en lait, 5.3 en café, 4.5 en pommes de terre, 4.4 en pain, 4.8 en légumes (1).

On voit que c'est là un ordinaire très sortable, à la fois varié et nourrissant.

L'homme est, au point de vue matériel, un organisme qui subit les lois fatales de tout organisme. Tout se traduit chez lui par une dépense d'énergie. C'est l'alimentation qui régénère les pertes faites dans le travail de la production. Un corps à demi nourri ne peut pas donner de résultat plus satisfaisant qu'une machine mal pourvue de combustible. Un Américain mange mieux qu'un Belge ou qu'un Français ; il fait plus de travail et de meilleur travail qu'un Belge ou un Français. L'empire industriel appartiendra de plus en plus au peuple le mieux nourri. De bas salaires et des conditions médiocres d'existence vont la main dans la main avec une faible production.

Voici, d'après M. Waxweiler, le résultat de l'enquête qu'il a faite, lors de son voyage aux Etats-Unis, sur les éléments respectifs de la nourriture d'un ouvrier adulte aux Etats-Unis, comparés avec ceux d'un ouvrier adulte belge. Les chiffres sont une moyenne fournie par les industries textile, minière et métallurgique (2) :

---

(1) *Report on Retail prices and Wages*, p. 42, et *Report on wholesale prices and Wages*, p. 62.

(2) *Les Hauts salaires aux Etats-Unis*, p. 68. Em. Waxweiler. Paris, 1895.

XLVI.

DENRÉES	ÉTATS-UNIS	BELGIQUE
Viande . . . . kilog.	98.91	25.70
Lard ou graisses	13.99	3.99
Beurre	13.40	13.15
Farine	128.81	183.30
Pommes de terre.	126.45	243.08
Sucre	31.53	2.26
Café	6.52	4.56
Œufs . . . . nombre.	170	80

Et voici comment l'Américain et le Belge emploient leur excédent disponible, une fois payés les frais du vivre, du logement et du couvert (1) :

OBJET DE LA DÉPENSE	ÉTATS-UNIS	BELGIQUE
Taxes diverses . . . . . . p. c.	1.30	0.55
Religion	1.73	0.22
Charité	0.83	0
Sociétés diverses	1.93	1.30
Associations professionnelles. . .	1.43	0.80
Assurance professionnelle. . . .	1.43	0.80
Assurance de propriétés	1.20	0
Assurance-vie.	3.36	0
Livres et journaux	2.33	0.30
Tabac	2.26	0.93
Boissons	3.93	5.00
Amusement et chômage	2.63	1.40

Partout l'Américain l'emporte : il mange des aliments plus azotés, tandis que le Belge s'emplit de farineux ; il absorbe

(1) *Les Hauts salaires aux Etats-Unis*, p. 76. Em. Waxweiler. Paris, 1895.

plus d'œufs, de sucre et de café; il a des besoins intellectuels et professionnels; il lit, il assure sa vie, il s'amuse mieux, — il est un homme enfin. Mais sur un point le Belge triomphe: il boit davantage!

Conclusions. — L'Américain est matériellement, moralement et intellectuellement supérieur.

Le patron américain a dans son ouvrier un outil de premier ordre, qui le sert admirablement et qu'il paye bien, et c'est pourquoi, aux Etats-Unis, les hauts salaires n'ont pas fait renchérir la production.

Enfin, les hauts salaires ont encore aidé l'industrie américaine et favorisé son développement en augmentant considérablement la puissance de consommation des masses.



On voit quel a été le ressort de la prospérité des Etats-Unis et quelle est l'âme des progrès énormes réalisés par leurs ouvriers, dont la situation est aujourd'hui enviée par tous ceux d'Europe. Nous sera-t-il permis d'ajouter que le collectivisme n'y est pour rien. Il n'y a point de propagande collectiviste aux Etats-Unis, ou si peu qu'il suffira de quelques lignes pour en faire tout l'historique.

Le seul essai sérieux d'orienter de ce côté le monde du prolétariat américain fut tenté par les Chevaliers du Travail. Leur ordre fut fondé à Philadelphie, le 18 décembre 1869, par sept ouvriers tailleurs, et son organisation s'inspira d'abord de la franc-maçonnerie (serment préalable, division en loges, rites, réunions secrètes, etc.). Il se donna comme tâche de réunir en un faisceau toute l'organisation ouvrière, groupée, comme en Angleterre, en *Trade's Unions*. Les Unions s'y prêtèrent d'abord, mais bientôt eurent à se plaindre des allures despotiques des Chevaliers du Travail. Et quand ceux-ci voulurent les entraîner

dans la voie des revendications socialistes, un instant évoquées par les écrits de Henry Georges, les Unions s'insurgèrent et rompirent avec les Chevaliers du Travail.

Aujourd'hui, leur association est en plein déclin et près de s'éteindre.

Et quant aux effets de la propagande socialiste, un chiffre dira combien ils sont microscopiques. Aux élections législatives de 1896, les socialistes ont lutté dans seize Etats de l'Union et ont recueilli 42,975 voix (*Avenir social*, Revue du Parti socialiste belge, juin 1896). Et les Etats-Unis comptent environ six millions de travailleurs industriels adultes et autant d'agricoles, tous électeurs! Inutile, n'est-ce pas, d'insister.

Pas plus qu'aux Etats-Unis, le socialisme collectiviste ne peut rien en Europe pour élever la condition des ouvriers. Il ne peut qu'y nuire, en entretenant dans l'atmosphère de l'industrie un antagonisme latent et détestable, sous prétexte de guerre des classes. En guerre, on a devant soi un ennemi auquel la tactique de toute guerre conseille, ordonne de nuire. Si le patron est l'ennemi, il n'est d'autre conduite à tenir contre lui que celle enseignée par les syndicats ouvriers : le minimum de besogne dans le maximum de temps. C'est exactement le contraire de la politique suivie par l'ouvrier américain, qui comprend que plus il se rend utile, mieux il se fait payer.

La question sociale en Europe tourne, d'ailleurs, et continuera à tourner dans un cercle vicieux tant qu'on verra les augmentations de salaires aboutir à une augmentation de la consommation alcoolique, c'est-à-dire à une détérioration de plus en plus prononcée de la valeur technique et intellectuelle de l'ouvrier. Tant qu'il en sera ainsi, le travailleur européen s'éloignera des voies prospères par où marche l'Américain pour améliorer son sort. Il ne pourra être orienté dans un sens diamétralement opposé que par un

énergique et long effort de l'initiative privée et de l'action publique.

La question sociale est avant tout une question morale, comme on l'a dit avec tant de justesse, et ç'a été une de nos tâches de prouver la légitimité de cette assertion. C'est ce que disait aussi, en son simple et convaincant langage, M. Delves, président du Congrès des *Trade's Unions* de Londres, de 1896, en clôturant les travaux :

« C'est par le Parlement et par l'union de tous que nous devons remédier aux maux dont nous souffrons. Nous pouvons y échapper, d'ailleurs, par nos qualités individuelles. Est-ce que j'exagère quand je dis que nous avons plus à craindre de la boisson que de tous les capitalistes du monde ? »

RÉSUMÉ

Le progrès théorique des sciences au cours du XVIIIe siècle a trouvé bientôt son expression pratique dans l'invention de machines et d'outils actionnés par la vapeur et remplaçant du travail humain. Leur invasion triomphante a mis fin aux modes de travail corporatifs, en raison de ce fait dominateur que la machine réduit dans des proportions considérables le coût du produit.

Tous les domaines du travail ont donc été successivement révolutionnés depuis le début du XIXe siècle, à l'exception des industries d'art, celles-ci étant au-dessus du rayon d'action de la machine. Ces bouleversements amenèrent une période de déséquilibre d'autant plus violente que la production considérablement accrue n'avait pour écoulement que les anciens marchés, d'où surproduction au milieu du dénuement et de la misère des masses, salaires dépréciés jusqu'à la détresse, luttes désespérées entre la machine et le travail familial, crises économiques répétées.

L'équilibre ne s'établit qu'à partir du développement des moyens de transport, qui permet d'atteindre de nouveaux marchés, d'abord par la pénétration plus facile dans l'hinterland de tous les grands pays européens, ensuite par le gain de nouvelles aires de vente dans les deux Amériques, en Australie, aux Indes et en Extrême-Orient. L'Angleterre,

grâce à sa puissante marine de commerce, profite de ces conjonctures avant toutes les autres nations et jouit d'une prospérité économique sans rivale jusque vers 1880.

C'est seulement lorsque l'équilibre entre la production et la consommation s'établit que les nouveaux modes industriels font sortir tous leurs effets, et l'on voit se dessiner de plus en plus clairement tous les progrès signalés au cours de notre travail :

La hausse générale des salaires industriels entraînant après eux les salaires agricoles ;

La diminution du temps-travail dans toute la grande et la moyenne industrie ;

La baisse de prix des produits fabriqués ;

La diminution des profits industriels prenant le même chemin que les rentes d'Etat, le taux de l'intérêt, celui des hypothèques et des obligations ;

Enfin, l'on voit la femme et l'enfant, dont la besogne, plus simple, est plus aisément suppléée par la machine, abandonner petit à petit l'usine, pour retourner au foyer et à l'école.

Ce dernier résultat, ainsi que la diminution du jour-travail, ne sont pas exclusivement les fruits de l'évolution industrielle. Des forces morales y ont contribué : l'intervention plus active de la justice et de la pitié dans les lois, ainsi que la pression des syndicats et des groupements ouvriers.

Ces groupements, qui poussaient de plus en plus à la violence pendant la période chaotique où leur misère s'était exaspérée jusqu'à la révolte armée, inclinent, à mesure que les circonstances économiques s'améliorent, vers les voies paisibles et conciliatrices. Ce mouvement d'apaisement partit d'abord de l'Angleterre, où la grande industrie avait trouvé, avant celle du continent, des conditions prospères ; les Etats-Unis marchèrent du même pas, pour les mêmes motifs : là, c'est le railway ouvrant à l'esprit d'entreprise un

énorme espace de terres vierges et fertiles et toutes les richesses du sous-sol (1).

Les salaires, grâce à ces circonstances propices, s'élèvent beaucoup plus rapidement aux Etats-Unis et en Angleterre que sur le continent européen, et les conflits industriels s'y règlent surtout par l'arbitrage. D'autre part, leurs réunions ouvrières, beaucoup plus anciennes, sont aussi plus nombreuses, plus riches et plus disciplinées. L'organisation du prolétariat industriel anglo-saxon a quarante ans d'avance sur celle du continent européen. L'échelle mobile des salaires, qui constitue une solidarité embryonnaire entre patrons et employés, est appliquée en Angleterre dans trois grands groupements : les métallurgistes en Ecosse, les cotonniers du Lancashire, les mineurs du pays de Galles.



A une époque récente. l'esprit révolutionnaire des groupements ouvriers du continent, après avoir provoqué au cours du siècle d'épouvantables explosions, s'est incliné partout au calme et s'applique de plus en plus à l'organisation légale : coopératives et syndicats.

Ce nouvel esprit trouve son expression dans la résolution du Congrès socialiste de 1900 à Paris, condamnant les voies révolutionnaires et prônant l'organisation politique et économique du prolétariat et sa régénération physique et morale.

(1) Les Etats-Unis, qui avaient, vers 1850, une marine marchande presque aussi forte que celle de l'Angletere, la perdent avec la guerre civile, à cause des droits protecteurs sur le fer et sur l'acier. Le navire en bois doit céder au steamer en fer, qui se construit désormais à bien meilleur marché en Angleterre, et les chantiers américains ne peuvent continuer la lutte. Leur marine décroît et s'annihile presque. Nous assistons en ce moment, grâce au Trust de l'Océan, à un essai curieux pour la reconstituer de toutes pièces.

Ces tendances pacifiques se sont accentuées à mesure qu'il est apparu plus clairement que le prolétariat est bénéficiaire, au moins autant que le capital, de l'évolution industrielle.

A quel point il l'est, c'est ce qu'ont montré les faits que nous avons groupés :

Dans le Royaume-Uni, la situation de l'ouvrier industriel s'est améliorée dans la proportion d'environ 100 à 330 ;

En Belgique, dans la proportion d'environ 100 à 270;

En France, dans la proportion de 100 à 200. Cette infériorité relative dans les progrès de l'ouvrier français tient au régime protectioniste. Le travailleur industriel paye les droits protecteurs au profit du paysan.

En outre de ces progrès considérables et tandis qu'il n'existait, il y a cinquante ans, presque aucune institution de secours ou de solidarité patronale, aujourd'hui elles sont légion et tendent à devenir la norme. Nombre d'usines ont organisé des caisses de pension et de retraite, des secours aux malades, des économats, des lavoirs, des écoles d'adultes et d'enfants, des logements à bon marché.

Le cours des choses pousse de plus en plus dans cette voie. L'usine, qui était, il y a cinquante ans, sordide et lugubre comme un bagne, devient de plus en plus hygiénique, claire, spacieuse et propre ; les vestiaires, les réfectoires et les salles de bains commencent à s'installer sur le continent, comme dans les pays anglo-saxons ; le temps-travail diminue lentement et continuera à diminuer. Souhaitons de voir aussi s'introduire dans l'Europe continentale la pratique des vacances annuelles, qui alloue aux ouvriers anglais et américains dix à quinze jours de voyages, de liberté au grand air. Il faut de plus en plus que l'ouvrier soit traité en homme et qu'il puisse vivre de la vie des autres citoyens. A ce prix seulement il sera pleinement satisfait des conditions que lui fait l'industrie; à ce prix aussi il finira par comprendre que ses intérêts

et ceux du patronat sont solidaires, qu'en pratiquant la maxime encore enseignée, imposée même par ses syndicats : le minimum de travail dans le maximum de temps, il affaiblit son pays devant le monde anglo-saxon, qui pratique de plus en plus la maxime inverse : le maximum de besogne dans le minimum de temps, afin d'arriver par cette voie naturelle (et il n'en est point d'autre) à de meilleurs salaires et à un moindre temps-travail par jour.

L'évolution montre la justesse de la loi de Schultze-Gävernitz, que la qualité de l'ouvrier, plutôt que son salaire, devient, en industrie, le facteur prépondérant. L'effort des Etats européens et des groupements ouvriers doit donc aller principalement à améliorer les conditions physiques, morales et intellectuelles de leur monde de travailleurs.



Malheureusement, un fléau qui altère l'homme au physique et au moral et ruine sa valeur intellectuelle gagne de plus en plus, sans que ni les Etats européens ni les syndicats ouvriers paraissent autrement s'en émouvoir. A mesure que les salaires s'élèvent, nous avons vu des dépenses croissantes dériver vers les boissons alcooliques. Y poussent d'ailleurs les préjugés courants de l'ignorance : même dans les classes cultivées, on croit encore que les spiritueux réchauffent, qu'ils fortifient, qu'ils activent la digestion, qu'ils immunisent contre les maladies épidémiques. Ces erreurs se transmettent de génération en génération, alors que la science et l'expérience ont irréfutablement établi que les spiritueux refroidissent, qu'ils ralentissent la digestion, qu'ils affaiblissent le corps, — tous les fervents des sports athlétiques ont instruction de s'en abstenir, — enfin qu'ils nuisent à l'intégrité des tissus cellulaires et diminuent leur résistance aux germes pathogènes.

Les alcoolisés succombent à la phtisie, au choléra, au typhus, plus vite que les tempérants. Mais c'est surtout sur le réseau délicat des nerfs et du cerveau que leur influence est funeste. L'alcool ralentit ou suspend le travail cérébral ; tôt ou tard, il le paralyse et le ruine. L'alcoolisé est un être déchu ; son fils est un dégénéré.

Il n'importe! Les préjugés continuent à plaider pour les boissons fortes. Presque rien dans l'éducation n'y vient contredire (1), et la plupart des Etats européens s'abstiennent de combattre l'alcool ou parce que la question n'éveille pas leur sollicitude, ou parce qu'ils ne veulent pas compromettre la rentrée des sommes énormes versées par l'alcool dans les caisses publiques.

En l'absence de tout effort sérieux et persistant pour le refouler, l'alcoolisme, grâce aux mœurs ambiantes et à l'activité incessante de tous ceux qui en vivent, gagne de plus en plus les masses, diminue leur capacité de travail, abaisse leur valeur technique.

Seuls, les Etats-Unis parmi les grandes nations industrielles ont compris que le devoir des gouvernements est de combattre avec énergie un fléau trop étendu, trop généralisé, trop fortement établi pour que l'initiative privée arrive encore à en avoir raison. Nous avons vu à quel point ils ont réussi. Puissent les nations européennes se ressaisir, comprendre leur devoir et suivre l'exemple de la grande République!



Quant au socialisme, qui a rempli la seconde moitié du siècle de ses clameurs et de ses menaces contre l'organisation industrielle nouvelle, il apparaît clairement aujourd'hui

(1) La Belgique organise dans les écoles primaires de l'Etat un enseignement antialcoolique.

que ses accusations portaient à faux. Tout le réquisitoire de K. Marx a été contredit par les faits, comme on a pu le voir à suffisance au cours de notre travail; toutes ses accusations, les événements les ont démenties. Certes, nos arrangements sociaux sont loin d'être parfaits, et si par socialisme il s'agissait d'entendre qu'il faut les amender, le socialisme recruterait tous les gens sincères et réfléchis. Il pourrait se réclamer de Bismarck, qui modifia profondément les conditions économiques de l'Allemagne, et du pape Léon XIII, dont l'encyclique *Rerum Novarum* renferme des passages comme ceux-ci :

« Il faut, par des mesures promptes et efficaces, venir en aide aux hommes des classes inférieures, attendu qu'ils sont pour la plupart dans une situation d'infortune et de misère imméritée...

» D'une part, la toute-puissance dans l'opulence : une faction qui, maîtresse absolue de l'industrie et du commerce, détourne le cours des richesses et en fait affluer en elle toutes les sources,— faction d'ailleurs qui tient en sa main plus d'un ressort de l'administration publique; de l'autre, la faiblesse dans l'indigence : une multitude, l'âme ulcérée, toujours prête au désordre ! » (Encyclique *Rerum Novarum*, 15 mai 1891, traduction officielle.)

Ce tableau aux couleurs assombries, et qui ne représente plus précisément les réalités actuelles, n'en est que plus probant pour établir qu'il n'y a pas que les socialistes de carrière pour vouloir amender les relations entre employeurs et employés.

Mais ces améliorations doivent se faire et se feront en suivant le cours de l'évolution industrielle nouvelle et non en prétendant la refouler pour remplacer son principal ressort, la liberté, l'initiative individuelle, par un collectivisme autoritaire, mettant l'effort spontané de chacun en tutelle et chargeant l'Etat de fournir aux travailleurs enrégimentés « l'usage libre et gratuit de tous les moyens de

production et de transport ». Ce sont là rêves chimériques, et l'on peut ajouter impraticables. Chaque fois, tout au moins, que le collectivisme s'est essayé sur le terrain économique, il n'a abouti qu'à de lamentables désastres. L'initiative privée et la liberté industrielle, tout en ayant leurs inconvénients et leurs tares, ne comptent plus leurs triomphes. C'est tout simplement parce que le collectivisme contrarie les données élémentaires et éternelles de la nature humaine, tandis que la liberté économique les prend pour base. Le collectivisme est appuyé sur l'altruisme, faible roseau penchant; l'initiative libre se lie à l'égoïsme bien entendu, l'arbre immense du bien et du mal, aux racines profondes et inébranlables.

La liberté industrielle est d'ailleurs l'application dans le domaine économique de ces lois de la nature régissant l'immense échelle des êtres, la concurrence, la lutte pour la vie et le triomphe des plus aptes, d'où surgit lentement l'amélioration de l'espèce. Le ou plutôt les systèmes collectivistes — car on en compte déjà une bonne douzaine — sont, au contraire, des concepts artificiels, issus de théories parfois fantasques, produits de la raison raisonnante ou déraisonnante, systèmes qui n'ont avec la nature aucun lien et n'en ont d'ailleurs d'autre entre eux que d'être l'expression de généreuses utopies, aboutissant à sustenter l'imprévoyance, l'incapacité ou la paresse des uns aux dépens de l'énergie, de la prévoyance et de l'intelligence des autres.

* * *

Sans prétendre au rôle de prophète, on peut prévoir par nombre de symptômes concordants dans quel sens l'évolution économique prononcera son mouvement.

Les produits continueront à baisser à travers les fluctuations provoquées par des circonstances momentanées. Leur

baisse est fatale. Le génie humain invente à chaque heure des outils plus parfaits, réduisant de plus en plus le temps, l'effort et la main-d'œuvre nécessaires pour transformer en produits utiles la matière brute et gratuite.

Au moment même où nous écrivons ces dernières pages, un nouvel et étonnant exemple vient à l'appui de ce qui est dit ici. Des perfectionnements aux métiers à tisser décrits par le *Textile Mercury* (août et septembre 1902) permettent désormais de faire glisser la trame automatiquement au lieu qu'elle soit menée par un ouvrier, d'où gain de main-d'œuvre et production augmentée de 10 à 15 p. c. L'économie sera de 6 centimes environ par heure, soit 200 francs par an et par métier.

Et comme il y a de par le monde 2,200,000 métiers mécaniques (1), cela équivaut à une économie de plus de 400 millions par an. Après la période qu'il faudra pour amortir l'outillage nouveau, le coût de tous les tissus baissera d'autant, c'est-à-dire que l'humanité se vêtira pour un moindre effort, chiffrant par 400 millions d'épargne annuelle. Et ce sera là un gain désormais perpétuel et intangible.

Ce qui met en relief la beauté d'un tel fait, c'est de songer par ailleurs que jamais les mines d'or du Transvaal ne donneront 400 millions nets par an, sans compter qu'avant trente ans elles seront épuisées. Une guerre qui offensa la conscience du genre humain, qui ravagea et incendia le domaine patriarcal d'un peuple héroïque pour contraindre à se rendre les braves gens que les armes ne pouvaient vaincre, cette guerre qui coûta 5 milliards, 40,000 hommes et

---

(1) En voici le dénombrement : Métiers au coton, 600,000 en Angleterre, 400,000 aux Etats-Unis, 500,000 en Allemagne, France, Russie et Belgique. Il y a, en outre, dans le monde entier, 700,000 métiers mécaniques à tisser le lin, le jute, la laine et la soie.

20,000 femmes et enfants, profitera bien moins à l'Angleterre que l'invention pacifique et presque inaperçue de l'un de ses fils. Les conquêtes de l'intelligence sont les seules durables et fécondes. Les découvertes de Pasteur enrichirent la France plus que toutes ses colonies, et elles enrichissent le reste du monde, par surcroît.

Mais revenons à notre sujet, après cette digression qui s'est pour ainsi dire imposée à nous. Non seulement les produits baisseront, mais la grande industrie diminuera encore insensiblement sa norme de profits, à mesure que fléchiront le loyer de l'argent et l'intérêt des grands fonds d'Etat (1). Toutefois, cette norme paraît déjà arrivée près de sa limite pratique. En sont un des symptômes : les trusts, les cartels, les ententes entre producteurs que nous voyons se conclure un peu partout. Ils ont pour objectif d'endiguer ce mouvement de recul trop menaçant, de remonter la pente en diminuant la concurrence dans ce qu'elle a d'excessif et de supprimer les intermédiaires. Quelques-uns semblent évidemment avoir pour but de s'assurer un monopole, mais cette prétention ne peut aboutir que dans les Etats à droits protecteurs. Partout où la concurrence mondiale est possible, aucun monopole ne peut perdurer, à moins qu'il ne s'agisse de produits naturels rares comme le mercure, le platine, le camphre.

Si la grande industrie est arrivée à peu près à la limite de ses profits, il reste, par contre, à glaner au cours du trajet que fait le produit sortant de ses usines pour aller au consommateur ; c'est ici qu'il est arrêté par des intermédiaires, courtiers, agents, commerçants de demi-gros et

(1) Cette importante question, effleurée au cours du présent travail, fera l'objet d'une étude spéciale que nous espérons publier ultérieurement.

détaillants qui le chargent et l'alourdissent de commissions et de profits, allant souvent à majorer leur prix considérablement. Il y a là un organisme vieilli, issu de circonstances et de traditions séculaires qu'il faut moderniser et rendre moins onéreux. Tous ceux qui se sont attaqués à ce côté défectueux de notre organisation économique ont réussi et font encore des bénéfices considérables, tout en vendant moins cher que le détaillant. C'est tout le secret du succès des coopératives ouvrières de consommation, des syndicats agricoles pour l'achat en commun de semences, d'engrais et de machines, des Bazars, des Louvres, des Bons Marchés et autres innovations récentes. Et la réussite des coopératives de consommation est d'autant plus à souligner que l'on voit, au contraire, échouer ou vivoter péniblement presque toutes les coopératives ouvrières de production (1). C'est parce que ces dernières s'aventurent sur le champ de bataille de la grande industrie, où les profits sont réduits au minimum, tandis que les premières s'attaquent au détail, où la marge est relativement forte.

Ce vaste mouvement qui tend à rénover la vente au détail ne peut que s'accentuer et se généraliser. La crise qui affecte le petit commerce et qui touche tant de laborieux va peut être s'aggraver encore par le fait de l'évolution que nous voyons se prononcer. Mais la vente au détail doit fatalement évoluer, comme l'a fait la grande industrie. On ne peut qu'espérer et souhaiter que cette évolution finira aussi par être profitable à ceux qu'elle frappe en passant.

Cette situation faisant, entretemps, la logique et la force des coopératives ouvrières, on en peut conclure qu'elles

---

(1) Sauf celles qui font la boulangerie, parce que la boulangerie est une industrie rudimentaire dont tout l'aléa est de se procurer une clientèle; or, les coopérateurs la fournissent *ipso facto*.

continueront à croître et à prospérer. Elles deviennent de plus en plus un élément normal du système économique moderne, dont elles travaillent à faire disparaître les rouages inutiles ou trop dispendieux.

En outre, elles tendent inconsciemment à la ruine des théories collectivistes. Les coopératives en sont, en effet, tout l'opposé. Elles sont une des efflorescences de l'initiative libre et des droits d'association et de propriété. Elles acquièrent et vendent, font des gains beaucoup plus considérables, en tant pour cent, que la grande industrie ; elles bâtissent, possèdent et s'enrichissent. Bien est-il vrai que leurs gains, elles prétendent les répartir entre tous leurs coopérateurs ; mais, en ceci, elles ne font que suivre l'exemple des sociétés anonymes capitalistes, dont elles sont la contre-partie prolétarienne.

La coopérative est incontestablement un des fruits du régime de liberté économique qui fut victorieux dès le début du XIX[e] siècle. A ce titre, on ne peut que noter avec satisfaction la place de plus en plus grande qu'elle prend dans notre organisation sociale. Et cette satisfaction est encore accrue par ce fait que les bienfaits des coopératives vont pour bonne part aux masses des travailleurs manuels.

Les syndicats ouvriers inclineront de plus en plus vers la conciliation et l'arbitrage, à l'exemple de ce qui se pratique dans le monde anglo-saxon.

Il y cinquante ans, un bon tiers des conflits du travail, en Angleterre, passaient par la grève. Aujourd'hui, celle-ci y est l'exception. En 1901, 2 p. c. seulement des différends économiques ont provoqué des grèves. Le fait est d'autant plus probant qu'ensuite de la crise économique, des changements considérables se firent dans le sens d'une réduction générale des salaires. Ceux-ci déclinèrent de 77,000 liv. st. par semaine, ce qui équivaut à 100 millions de francs au cours de

l'année (1). Grâce à l'intelligence et à la discipline des syndicats, cette diminution fut acceptée pacifiquement. Il n'est que juste d'ajouter qu'en 1899 les salaires du Royaume-Uni avaient monté de 91,000 liv. st. par semaine et en 1900 de 209,000 liv st., soit de 380 millions de francs en deux ans. La réaction de 1901 était à prévoir. Les syndicats anglais l'ont subie avec calme.

Ceux du continent feront le même apprentissage et suivront la même évolution. Et à mesure qu'ils s'assagiront, ils montreront de plus en plus leur utilité pratique et leur raison d'être, qui est d'établir un lien, une cohésion et surtout une discipline dans les groupements ouvriers.

Quant aux salaires, tout fait augurer, et nous ajouterons tout fait espérer, qu'à travers les vicissitudes passagères des crises, ils continueront, dans l'ensemble, leur mouvement ascensionnel. A une condition toutefois : c'est que la question alcoolique se résolve dans le sens de la tempérance.

Il paraît difficile qu'en présence de la concurrence américaine croissante la grande industrie européenne puisse continuer à augmenter ses salaires et à diminuer le temps du jour-travail si la qualité de ses ouvriers continue lentement à se détériorer. Espérons que l'urgence d'un amendement sérieux finira par s'imposer à l'esprit de tous ceux qui peuvent intervenir efficacement dans ce grave et difficile problème : les syndicats, les grands groupements ouvriers et les Législatures des Etats européens. Et souhaitons que le xxe siècle voie disparaître ce redoutable fléau faisant, en silence, plus de victimes autour de nous, suivant un mot de Gladstone, que la peste, la famine et la guerre, — fléau que, pour notre malheur, nous a légué le siècle disparu.

---

(1) Nous empruntons tous ces renseignements au rapport officiel du *Labour department of the Board of trade, Wages and hours of labour en 1901.*

BIBLIOGRAPHIE

Alcool (L'), journal mensuel. Rédacteur en chef, Dr Legrain, Paris.

Annuaire statistique officiel de Belgique, 1900.

Annual Reports and publications of the National Temperance Society. New-York, 3 and 5 West 18th street.

Bernstein, E., *Voraussetzungen des Socialismus*. Stuttgart, 1899.

Bureau de statistique de Washington, *Wages in commercial countries*, 1900.

Buret, *Misère des classes laborieuses*, 1843. Bruxelles.

Cauderlier, Em., *L'Alcoolisme en Belgique*. Bruxelles, 1893.

Chevalier, Em., *Les Salaires au XIXe siècle*. Paris, 1887.

Claude (des Vosges), sénateur, *Rapport fait au nom de la Commission d'enquête sur la consommation de l'alcool en France*. Nouvelle édition, août 1887. Paris.

Commission du travail, *Questionnaire et procès-verbaux*. Bruxelles, 1887.

Denis, H., *La Dépression économique et l'histoire des prix*. Bruxelles, 1895.

Ducpétiaux, E., *Mémoire sur le paupérisme dans les Flandres*, 1880. Bruxelles.

De Queker, Ch., *Cent budgets ouvriers à Bruxelles*. Bruxelles, 1897.

Encyclique « Rerum novarum », traduction officielle. Bruxelles, 1891.

Giffen, R., *Progress of the working classes*. London, 1884.

Labour department of the Board of trade, *Wages and hours of labour in 1901*. London.

Leroy-Beaulieu, P., *Essai sur la répartition des richesses*. Quatrième édition. Paris, Guillaumin et C[ie].

Levasseur, E., *L'Ouvrier américain*. Paris, 1898.

Levi-Leone, *Wages and Earnings of the working classes*. London, 1885.

Marx, K., et Engels, F., *Manifeste du Parti communiste*. Bibliothèque du Parti ouvrier. Bruxelles, 1896.

Ministère de l'agriculture, *Salaires et budgets ouvriers*. Bruxelles, 1892.

Office du travail de France, *Salaires et durée du travail dans l'industrie française*. Paris, 1900.

Rowntree et Sherwell, *The temperance problem and social reform*. Fabian Library. London, 1901.

Schoenhof, *The economy of high wages*. New-York, 1893.

Schultze-Gävernitz, *Der grossbetrieb eine studie auf dem Gebiete der Baumwoll industrie*. Leipzig, 1892. Traduction française. *La Grande industrie*, Guillaumin et C[ie]. Paris, 1896.

Schultze-Gävernitz, *Zum socialen frieden*. Leipzig, 1890.

Vandervelde, Em., *Le Collectivisme et l'Evolution industrielle*. Paris, 1900.

Varlez, L., *Les Salaires dans l'industrie gantoise*. Bruxelles, 1901.

Waxweiler, Em., *Les Hauts salaires aux Etats-Unis*. Paris, 1895.

Wright (Car., D.), *L'Evolution industrielle des Etats-Unis*, traduit par E. Lepelletier. Paris, 1901.

TABLE DES MATIÈRES

